

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES  
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES  
DE PRODUCTION

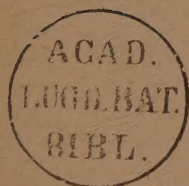
*Étude des difficultés d'ordre économique  
et juridique qui ont retardé leur développement  
et des moyens propres à le favoriser*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS :  
*sera soutenu le Lundi 12 Décembre 1910, à trois heures*



PAR

Romain GABRIEL

---

*Président : M. SOUCHON.*

*Suffragants :* { MM. Fernand FAURE  
DESCHAMPS.

---

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE  
GEORGES CRÈS ET C<sup>IE</sup>  
ÉDITEURS

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

---

1910



## INTRODUCTION ET HISTORIQUE DE LA COOPÉRATION EN FRANCE

---

S'il ne nous paraît pas qu'il soit possible à tous les maux que subit notre société moderne d'appliquer efficacement une panacée immédiate ; si nous ne saurions croire que l'on parvienne, grâce à l'emploi de quelque mesure radicale, préconisée ardemment par certaines écoles socialistes à empêcher brusquement ce qu'elles nomment l'accaparement au profit d'une minorité de privilégiés des principaux moyens de production, à enrayer la surproduction et à réduire sa fatale conséquence le chômage, à atténuer la lutte des classes et à obtenir une plus équitable répartition des richesses ; du moins, nous croyons-nous en droit d'espérer que l'état de choses actuel n'est pas définitif et qu'il est déjà susceptible de quelques heureuses modifications. Mais, en ennemis du trouble et des procédés révolutionnaires, dont les résultats ne semblent devoir être qu'incertains, nous sommes de ceux qui pensent qu'il ne faut pas le détruire, cet état de choses actuel, en vue de reconstructions problématiques, mais qu'il convient seulement de l'améliorer progressivement et inlassablement.

Dans cet ordre d'idées, un certain nombre d'écono-

mistes éminents, mettent leur espoir dans la coopération et croient que peu à peu les intérêts cessent par elle d'être opposés, qu'ils se complèteront au contraire mutuellement, deviendront en quelque sorte en fonction les uns des autres, et qu'ainsi sera réalisée dans le monde économique une harmonie parfaite.

A regret, il nous faut pourtant reconnaître que les tentatives de réalisation de ce rêve d'avenir ne furent jamais, surtout en France, que partielles et assez imparfaites ; mais, de ce que l'on n'ait pas pleinement abouti, faut-il en inférer que le système doit être relégué dans le domaine d'Utopie ou au contraire, qu'ayant, si petites soient-elles, donné quelques preuves de vitalité, il convient de le perfectionner ? En un mot, le système coopératif est-il mauvais en son principe, ou ses applications seules furent-elles mal comprises et réalisées dans des conditions défectueuses ?

Quand nous parlons du problème coopératif, de la solution duquel découlerait une rénovation sociale profonde, nous n'avons en vue, faut-il le dire, qu'un aspect particulier mais, à notre avis, essentiel de la question, celui de l'organisation et du développement des sociétés coopératives de production. Nous estimons, en effet, que les sociétés coopératives de consommation, dont certaines ont atteint une prodigieuse fortune, n'ont d'intérêt au point de vue social qu'en ce qu'elles peuvent constituer une base solide aux sociétés coopératives de produc-

tion et que de ces dernières seules, représentant comme l'important couronnement de l'édifice coopératif, on est en droit d'espérer un changement peut-être considérable de notre état social.

Jusqu'à présent, nous l'avons dit, les coopératives de production françaises ont déçu le grand espoir que certains avaient placé en elles car, tout en grandissant sous l'égide coopérative, elles ont perdu l'esprit même de coopération puisque la plupart se sont insensiblement transformées en sociétés de petits patrons, ayant sous leurs ordres des ouvriers salariés, devenant ainsi en contradiction flagrante avec l'objet même de la coopération qui est, non la réalisation de dividendes, mais l'émancipation de la classe ouvrière.

Avant 1848, il n'y avait eu que quelques manifestations isolées visant à la mise en pratique des théories de Buchez, le premier qui ait voulu qu'à l'accroissement rapide de la fortune des bourgeois de 1830, correspondit une amélioration matérielle et morale dans la situation des ouvriers.

Dans le *National*, puis dans l'*Etendard*, Buchez exposait ses idées. S'inspirant des principes de Fourier, il voulait que le travail, le talent et le capital fussent rémunérés selon une certaine proportion, et, dans la mise en pratique de ces principes, il souhaitait que les ouvriers qui travaillaient encore à la main, s'unissant par un contrat de société, se soumettant à des statuts conformes au code de commerce, s'engageassent à travailler, à

l'aide des instruments qu'ils apporteraient, sous la direction d'un gérant élu par eux. Les ouvriers devaient être payés comme chez un patron mais les bénéfices de l'exploitation devaient être divisés en deux parts : l'une répartie entre les associés, l'autre formant un fonds indivisible devant être indéfiniment accru. Ce fonds était en outre inaliénable et, pour enlever à chacun tout espoir de le réaliser un jour, il devait, en cas de dissolution de la société, être remis à l'autorité municipale pour être distribué à des sociétés de bienfaisance. Si Buchez attachait une telle importance à l'indivisibilité et à l'inaliénabilité de ce fonds constitué par la capitalisation d'une moitié des bénéfices, c'est parce que, d'accord en cela avec Fourier et Robert Owen, Buchez pensait que l'état misérable de la classe ouvrière a pour origine le prélèvement effectué sur le profit en faveur des capitalistes et c'est pourquoi, ce qui constitue du reste le côté essentiel de sa doctrine, il voulait sur les bénéfices, constituer ce capital, propriété de la société elle-même et que, pour cela même, il n'y aurait pas lieu de rémunérer. C'est ce fonds indivisible et inaliénable qu'un des disciples de Buchez dénommait : « L'arche sacrée qu'il faut « toujours accroître et jamais réduire et sans laquelle « le principe sauveur de l'association n'aurait pas sa « vertu ».

La première société coopérative de production fondée d'après les théories de Buchez, fut *la Société des ouvriers bijoutiers en doré* qui débuta en 1834 sous la forme d'une

société en nom collectif avec un capital de deux cents francs mais prospéra dans la suite et acquit même une grande réputation.

En 1848, quand éclata cette révolution dont la classe ouvrière, qui insensiblement se constituait en face de la riche bourgeoisie industrielle, voulait faire une révolution sociale, alors se posa vraiment la question économique. Poussés par la misère, fruit d'une intense surproduction, mais encore maintenus par les antiques croyances et pleins de bonne volonté, les ouvriers voulurent moins détrôner leurs patrons que tenter de s'élever jusqu'à eux. — N'avaient-ils pas montré la voie à suivre, ces bijoutiers qui débutant avec des ressources infimes étaient parvenus à une situation prospère ? — Ainsi, en même temps que s'établissait le suffrage universel, se manifestait une véritable explosion coopérative sous la forme de deux cents associations qui se fondèrent simultanément tant à Paris qu'en province :

« L'association de production apparaissait ainsi à la  
« même heure que le suffrage universel comme son complément naturel : l'une réalisait dans l'ordre économique ce que l'autre réalisait dans l'ordre politique, l'émancipation du peuple dont la souveraineté s'affirmait  
« à la fois au forum et à l'atelier ».

De plus, les marques d'approbation à l'effort des coopérateurs venaient de haut : Le gouvernement qui croyait,

---

(1) Ch. Gide, revue d'économie pratique, 1900.

peut-être, en favorisant le mouvement coopératif, calmer et faire patienter le peuple jusqu'à ce que fut terminée la crise économique que subissait le pays, prodiguait aux coopératives de production les conseils et les encouragements par l'organe de Louis Blanc, l'inventeur des *ateliers sociaux*, le promoteur des *ateliers nationaux*. Il accordait aussi par un décret du 5 juin 1848 un prix de trois millions de francs aux coopératives de production et aidait les *ouvriers tailleurs* à former une coopérative, en leur concédant, pour s'y installer, les locaux de la prison de Clichy et en leur passant une commande très importante d'uniformes de gardes nationaux.

Cet appui un peu contraint du gouvernement manqua aux coopératives de production le jour où celui-ci se crut assuré de ce que la révolution de 1848 avait échoué en tant que révolution sociale. Le gouvernement abandonna les coopératives dont la plupart, très hâtivement établies, étaient sans consistance et qui, comptant trop sur les subsides de l'Etat, n'eurent pas le courage de continuer la lutte, dès que ceux-ci leur manquèrent.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1852, marqua un nouveau désastre pour les coopératives, car l'Empire, devenu soupçonneux et voyant dans chaque association ouvrière une société secrète, les faisait volontiers dissoudre selon une méthode radicale employée à Lyon par le maréchal de Castellane. Si bien, que devant cette attitude nettement hostile du gouvernement impérial, seules subsis-

tèrent quelques sociétés coopératives de production, les plus vivaces, celles qui, sérieusement constituées, avaient un objectif déterminé.

Cependant, ce n'était en quelque sorte qu'à regret que Napoléon III avait dû laisser son gouvernement prendre à l'égard des ouvriers des mesures coercitives qui répugnaient à ses sentiments très démocratiques ; aussi, quand l'Empire crut pouvoir s'inspirer d'une politique plus libérale, Napoléon III s'employa-t-il activement à développer l'esprit syndical et l'esprit d'association et alla même jusqu'à faire personnellement un don de cinq cent mille francs à la *Banque des associations coopératives* qui s'était fondée pour soutenir le mouvement coopératif. L'empereur contribua grandement aussi, en 1863, à former ces délégations d'ouvriers qui allèrent à l'exposition de Londres pour y étudier les organisations ouvrières anglaises et rapportèrent en France des idées tout à fait neuves à cet égard, prenant pour ainsi dire le contre-pied de notre législation précédente et qui eurent entre autres effets utiles de déterminer la création de la loi du 25 mars 1864, proclamant la liberté des coalitions.

Nos délégués ouvriers avaient pu, à leur retour en France, exposer à leurs camarades le développement considérable qu'avaient pris chez nos voisins d'outre-Manche les coopératives de consommation, comptant là-bas, déjà à cette époque, un total de près de cent mille membres et

ils avaient pu leur raconter la fortune remarquable de ces *Pionniers de Rochdale* qui, ayant débuté en 1844 avec un tout petit pécule péniblement amassé, faisaient, moins de sept ans après, plusieurs centaines de mille francs d'affaires par année.

Mais cependant, bien que l'impulsion nous vint d'Angleterre, le mouvement coopératif n'en demeura pas moins en France très original et il semble bien qu'il n'eût été en réalité que la reprise du mouvement coopératif de 1848. L'influence anglaise n'eut d'autre effet que de faire édicter des mesures libérales dont devaient bénéficier les coopératives françaises mais elle ne leur apporta aucun élément nouveau ; la meilleure preuve en est dans ce que la coopérative de consommation, dont le pays d'élection était l'Angleterre, ne s'implanta que très difficilement en France et que ce furent au contraire vers les coopératives de production qu'en 1864, comme en 1848, que tendirent les efforts des classes ouvrières.

En même temps, des hommes fort en vue, soucieux d'apporter quelque amélioration à la condition des travailleurs firent, tel M. Casimir Périer père, une véritable propagande au nom du coopératisme. Certains fondèrent des journaux comme l'*Association* ou la *Coopération* ; d'autres se cotisèrent et souscrivirent les capitaux nécessaires à deux banques, le *Crédit au travail* et la *Caisse d'escompte des associations populaires*, destinées

à faire des avances aux coopératives de production et à les aider de toutes les manières possibles.

C'est en présence de cet essor de la coopération, qu'il fut pour la première fois question de créer en faveur des coopératives une législation particulière mais cette conception ne reçut pas un accueil favorable de la part des coopérateurs qui ne demandaient que la liberté pure et simple par l'amélioration de la loi commune et non pas une législation spéciale, constituant en quelque sorte une anomalie pouvant être annulée si le gouvernement impérial croyait, pour une raison quelconque, devoir revenir ultérieurement à son intransigeance des premiers jours. Aussi, s'inspirant avec une grande loyauté de toutes les observations qui avaient été présentées par les coopérateurs, le Conseil d'Etat profita-t-il de ce qu'il remaniait la partie du Code civil relative aux sociétés, pour créer un type nouveau celui de la société à capital variable qui, tout en restant soumis aux règles du droit commun et en n'étant pas exclusivement du domaine des coopératives, pouvait cependant être spécialement et avantageusement utilisé par elles.

Malheureusement, vers 1868, le *Crédit au Travail* et la *Caisse d'escompte des associations populaires* engagèrent un peu inconsidérément leurs capitaux dans certaines sociétés coopératives qui, s'étant trouvées en retard dans leurs paiements, acculèrent ainsi par contre-coup à la ruine, ces deux établissements de crédit. La chute de leurs banques provoqua non seulement la disparition im-

médiate de toutes les coopératives qui avaient placé leurs fonds chez elles (la faillite du *Crédit au Travail* ne put donner que 18 %) mais encore, elle eut une répercussion très grande sur toutes les autres coopératives, en détruisant chez beaucoup de coopérateurs la foi qu'ils avaient conservée dans l'avenir du mouvement coopératif.

La guerre de 1870 empêcha les coopérateurs de se ressaisir ; aussi, n'est-ce que vers 1880, lors d'une crise industrielle assez vive, que quelques ouvriers soutenus par les syndicats qui, bien que non reconnus, avaient déjà une réelle influence, entreprirent encore d'échapper à la tutelle patronale en créant à nouveau des coopératives de production. Ainsi se fondèrent : *la Société coopérative de l'indépendance des ouvriers drapiers de Vienne, dans l'Isère* ; *l'Association générale de l'ébénisterie parisienne* ; *la Société des ouvriers parqueteurs* ; *l'Association coopérative des charpentiers de la Villette* : toutes soutenues et même subventionnées par leur chambre syndicale.

C'est devant ce regain d'activité des coopératives de production, que, dans le but de les encourager, on leur procura divers avantages, entre autres certaines facilités pour l'adjudication des travaux publics (décret du 4 juin 1888).

En outre, sur l'initiative de M. Waldeck-Rousseau, une commission d'enquête fut constituée en vue d'étudier les modifications susceptibles d'être apportées, en faveur des coopératives, à la loi de 1867. Cette tentative de l'Etat aboutit incidemment à la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup>

août 1893 et à un projet de loi qui, après [avoir donné lieu à de nombreuses discussions tour à tour à la Chambre et au Sénat, n'a pas encore été définitivement adopté.

Enfin, les coopératives reçurent des secours pécuniers importants en raison de ce que, vers 1894, la ville de Paris entra en possession du *legs Rampal* s'élevant à un million et demi, destiné, de par la volonté du testateur, à permettre des prêts aux coopératives ouvrières. De son côté, le Parlement vota aux coopératives une subvention.

Ainsi que cela avait eu lieu en 1864, se fondèrent alors, pour seconder la reprise du mouvement coopératif, deux organes très importants : la *Banque coopérative des associations ouvrières de production* qui reprenait en quelque sorte l'œuvre entreprise par le *Crédit au travail*, puis à côté de la banque coopérative, s'érigea la *Chambre consultative des associations ouvrières de production* qui devait, en quelque, sorte donner et maintenir la direction morale des coopératives.

Depuis cette époque, les associations coopératives de production ont encore fait en France de nouveaux progrès mais qui sont bien peu de chose cependant à côté de ce qui a pu être réalisé dans d'autres pays. Au Danemark, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre et tout spécialement en Ecosse, les coopérateurs progressent avec méthode et font œuvre durable ; il semble bien, au contraire, qu'en France, l'individualisme, l'esprit particulariste, en quelque sorte soient un obstacle très fort à la propagande coopératiste et provoquent dans les rangs mê-

mes des coopérateurs les plus convaincus des rivalités néfastes et contraires à la devise coopératiste : « Tous pour chacun, chacun pour tous ». La meilleure preuve en est dans ce que « l'accroissement du nombre des sociétés et du chiffre des ventes ne paraît pas proportionnel à l'accroissement du nombre des sociétés. » (1). C'est-à-dire qu'il n'y a en France que quelques coopératives assez importantes, très peu de coopératives d'importance moyenne mais que, par contre, les coopératives, ne comprenant qu'un très petit nombre d'adhérents, se créent de toutes parts. Le résultat en est une augmentation des frais généraux et un manque de cohésion et de discipline, d'autant, plus qu'il existe encore une concurrence hostile entre les coopératives patronnées par le parti socialiste et celles qui se disent indépendantes.

En 1893, il y avait en France 1005 sociétés coopératives de consommation et 84 sociétés coopératives de production.

En 1908, il y avait 2.300 sociétés coopératives de consommation comprenant 710.000 adhérents et vendant annuellement pour 225 millions de produits. De plus on comptait 221 associations, dont 95 à Paris, adhérentes à la *Chambre consultative des associations ouvrières de production* et environ 190 sociétés coopératives de production isolées. Ce qui fait un total de 441 sociétés

---

(1) Almanach de la coopération pour 1909. p. 12.

coopératives de production établies, en 1908, en France et y fonctionnant régulièrement (1).

Malheureusement, toutes ces coopératives de consommation et de production n'agissent pas encore assez de concert. Il faudrait que les coopérateurs, comprenant que leur force ne réside que dans leur étroite union, aient des assemblées périodiques où ils enverraient des délégués qui voteraient des mesures engageant toutes les coopératives à la fois ; en un mot, il faudrait que tous les coopérateurs forment « bloc ». — Or, de l'aveu même d'un des plus révévés promoteurs de la coopération, le plus grand mal dont celle-ci souffre en France serait de l'absence d'esprit coopératif dans chaque société coopérative :

« De nombreuses fédérations régionales s'organisent  
« mais c'est l'unité qui manque. Les obstacles à la création d'une fédération unique sont nombreux et d'ordre divers : et d'abord, il faut bien l'avouer, désir tenace chez  
« beaucoup de sociétés de traiter directement avec les  
« fournisseurs afin de bénéficier (j'emploie le mot le plus  
« honorable) des commissions qui leur sont allouées. Mais  
« aussi différences de tendances et de tempéraments, résistance des fédérations régionales jalouses de leur autonomie, car (et c'est même là un fait curieux que  
« nous signalons aux sociologues), dans ce pays de France, ce, qu'on cite partout à l'étranger comme type

---

(1) Almanach de la coopération.

« du pays centralisé à outrance, au contraire, dans le domaine coopératif, nous voyons le fédéralisme s'accroître de jour en jour » (1).

Donc, l'expérience a montré que, jusqu'à présent, la production coopérative a toujours végété et que n'ayant pu conquérir le domaine de la grande industrie, elle n'a pu, en aucune mesure, modifier l'état social. — Tout au plus, quelques ouvriers, préférant le travail libre au travail salarié, se sont-ils groupés en coopératives de production afin de vivre relativement indépendants en résistant, dans la mesure de leurs faibles moyens aux grandes entreprises édifiées sur une énorme accumulation de capitaux. Et encore, dès que la prospérité entre dans ces coopératives, elles se ferment peu à peu jusqu'au jour où, par un abandon complet du but primitivement poursuivi, elles se transforment, ainsi que le fit celle des *Lunettiers de Paris*, en un groupement de patrons faisant travailler des salariés quelquefois en très grand nombre.

Il y a donc loin de ce résultat, favorisant les aspirations égoïstes de quelques-uns, aux rêves grandioses de transformation sociale qui hantaient les Fourier, les Owen, les Buchez. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, c'est là un fait, mais ce fait est-il inéluctable ou n'a-t-il tenu qu'aux circonstances et qu'aux mauvaises méthodes employées ? C'est ce que nous voudrions rechercher.

---

(1) — Ch. Gide. Almanach de la coopération, année 1908, p. 14

Et si nous arrivons à prouver que l'insuccès de la production coopérative n'est dû qu'à la défectuosité des méthodes qu'il ne saurait en rien infirmer le principe en lui-même, nous nous efforcerons alors de tracer la voie où nous souhaitons de voir entrer la coopération.

En tous cas, disons, dès maintenant, que nous voyons autre chose dans la coopération qu'un procédé susceptible d'amener certains résultats particuliers utiles, mais encore que, nous ralliant à la théorie de l'école néo-coopératiste, nous voyons dans la coopération le moyen de solutionner les plus graves problèmes sociaux et peut-être de transformer ainsi profondément la société. Dans la coopérative de production, nous ne voyons pas seulement le moyen d'élargir l'horizon de la classe ouvrière en laissant à ses membres les plus intelligents et les plus actifs l'espoir d'améliorer leur condition en devenant à leur tour de petits patrons. Non, nos vues sont plus nobles et plus vastes, ce que nous voulons, ce n'est pas à travers la haute barricade qui sépare la société moderne en deux camps, frayer seulement un étroit passage par lequel quelques ouvriers, transfuges avisés, se glisseront dans l'autre parti, mais, au contraire, saper cette barricade et puisqu'il ne semble pas que sans hiérarchie aucune société puisse exister, la remplacer en quelque sorte par des gradins successifs dont même les plus élevés ne seraient pas matériellement inaccessibles aux classes laborieuses.

Ce que nous voulons, c'est permettre la réconciliation

du travail et du capital, c'est faire de ces deux forces, en apparence ennemies, deux alliés loyaux et dont la rémunération dans les bénéfices serait justement proportionnelle.

Ce que nous voulons encore, c'est rendre la production industrielle en quelque sorte en fonction de la consommation, réduisant ainsi le plus possible ces à-coups que provoquent et dont profitent les seuls intermédiaires « ces vers rongeurs de l'industrie ».

Tout cela, nous ne désespérons pas qu'on l'obtienne un jour par la coopérative de production, bien que, jusqu'à présent, surtout en France, les quelques résultats obtenus n'aient pas été encourageants. Car nous estimons que l'insuccès relatif des essais de production coopérative est dû avant tout à un ensemble de causes économiques qui ne sont pas fatales et dont il serait possible aux ouvriers de triompher. Mais nous pensons que le législateur a aussi sa part de responsabilité, venant de ce qu'il n'a pas secondé, comme il aurait pu le faire, le mouvement coopératif. Il faut tourner et supprimer dans la mesure du possible, les obstacles économiques mais il faut aussi améliorer la législation.

Nous nous proposons donc de rechercher les causes économiques et législatives de l'état actuel défectueux de la production coopérative et d'étudier les remèdes à apporter à cet état de choses que nous regardons comme regrettable. Mais auparavant, il nous paraît indispensable de montrer pourquoi nous déplorons l'insuccès des

coopératives de production, en d'autres termes, de montrer ce qu'est la production coopérative et ce qu'on pourrait légitimement espérer d'elle.

Aussi notre méthode se conformera-t-elle au plan suivant :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définition et rôle de la coopération.*

CHAPITRE II. — *Causes économiques de l'insuccès des coopératives.*

CHAPITRE III. — *Législation des coopératives.*

CHAPITRE IV. — *Politique à suivre par les coopératives et réformes législatives désirables.*

## CHAPITRE PREMIER

### Définition et rôle de la coopération.

---

Pris dans son sens large, le mot « coopération » est un néologisme qui voudrait dire « opérer ensemble » c'est-à-dire qu'il exprimerait seulement l'acte de plusieurs personnes travaillant ensemble et dans le même but. Mais dans son sens propre, dans l'ordre d'idées qui est le nôtre, le mot « coopération » signifie « opérer avec » c'est-à-dire travailler en, intéressant à l'entreprise par une répartition dans les bénéfices, tous ceux qui agissent pour elle.

A nos yeux, la production coopérative est donc celle réalisée par des sociétés dans lesquelles les associés sont eux-mêmes ouvriers et où il y a par conséquent suppression du patron. Ce qui ne revient cependant pas à dire qu'il y ait nécessairement fusion absolue entre l'élément capital et l'élément travail dans la société coopérative car ils peuvent avoir une rémunération distincte, mais en réalité chaque membre touche nécessairement un tant pour cent du revenu que procure le capital social puisqu'il est toujours possesseur d'un plus ou moins grand nombre de parts ou actions de la société coopérative. En résumé, contrairement à ce qui se passe dans une exploitation

ordinaire, il y a sur chaque membre de toute société coopérative de production, un cumul de l'élément capital et de l'élément travail.

Le rôle que peut jouer la coopération dans la transformation sociale n'a pas été aperçu par tout le monde. Certains économistes n'ont vu dans la production coopérative que des avantages particuliers et secondaires. C'est ainsi que M. Leroy-Beaulieu ne lui reconnaît que deux avantages : l'un, d'ordre matériel, consistant en ce que tous les bénéfices de la production appartiennent à l'ouvrier ; l'autre, d'ordre moral, en ce que l'ouvrier, cessant d'être un salarié redevient son propre maître. Or ce ne sont là qu'une partie des avantages que nous entrevoyons mais qui à eux seuls montrent que la coopération est un agent d'amélioration et d'émancipation ouvrières.

D'autres, comme Le Play et son école, pensent que par l'union dans la coopération, la petite industrie trouvera la force de reconstituer et de résister à la grande industrie appuyée sur des capitaux puissants.

C'est ainsi encore qu'Herbert Spencer a noté divers avantages de la coopération de production : reconstitution possible du travail à la pièce, augmentation de la productivité du travail, adaptation de la rémunération au travail.

Enfin quelques-uns y ont vu la meilleure réponse à la théorie de Karl Marx, d'après laquelle le profit du patron n'est constitué que par le travail impayé à l'ouvrier.

par contre coup, disent-ils, la suppression du patron et du profit qu'il prélève ferait hausser les salaires en les transformant en parts de bénéfices.

Tous ces avantages, dignes à coup sûr d'être pris en considération, ne sont cependant que partiels, ils ne sont qu'un petit côté du rôle immense que la coopération de production est susceptible de jouer en vue de la transformation et de la pacification sociales, rôle qui n'a vraiment été bien mis en relief que par l'école coopératiste. Elle seule nous semble avoir bien su présenter le problème social sous son vrai jour, quand elle a dit que les crises économiques modernes n'avaient qu'une origine : la mauvaise adaptation de la production à la consommation dont les conséquences sont ces engorgements momentanés et souvent artificiels qui sèment la ruine dans la classe des employeurs et la misère dans celle des employés.

Aujourd'hui, dit l'école coopératiste, c'est le règne du producteur qui crée sans cesse bien que les débouchés ne semblent pas toujours assurés à ses produits mais parce que ses puissantes machines, il les redoute encore moins fabriquant à outrance et même à perte, qu'inactives pendant que courent toujours les considérables frais généraux. « C'est la pâture quotidienne qu'ils réclament tous ces monstres ! et il s'arrive un beau jour qu'ils n'aient plus rien à se mettre sous la dent, sous leurs dents voraces de bronze et d'acier, les voilà tout

« prêts à se retourner et à dévorer leurs propriétaires » (1).

Pour remédier à cet état de choses, il faut selon l'école néo-coopératiste, que consommateurs et producteurs dont les intérêts ne sont opposés qu'en apparence s'unissent dans la coopération.

Jusqu'à présent, les producteurs se sont seuls unis par des pactes ; seuls par des rings et des kartelles ils se sont engagés à limiter leur production dans des proportions nettement établies ; mais de ces accords, le principal intéressé, le consommateur, est nettement exclu ; bien mieux, c'est en quelque sorte contre lui qu'on agit.

A cette résistance des producteurs qui a pour objet de relever les prix du marché, viennent ensuite s'ajouter les agissements spéculatifs des intermédiaires, des concurrents, rouages innombrables et le plus souvent inutiles et terriblement dispendieux. Fourier s'indignait qu'une livre de pommes valant deux sous en Normandie put se vendre dix sous à Paris et il blâmait, en la considérant comme anti-sociale, cette quantité incroyable d'intermédiaires et de petits commerçants qui, sans augmenter la productivité, pouvaient prélever sur de modestes fruits une commission de 500 %. — Pourquoi s'étonner, disait en substance Fourier, qu'à la fois le producteur se plaigne de la rémunération sans cesse plus infime qu'il obtient et que le consommateur, de son côté, trouve que le prix

---

(1) GIDE. Revue d'économie politique, année 188 .

de la vie augmente sans cesse. Tous deux n'ont qu'un seul et même adversaire : l'intermédiaire qui les spolie tous deux.

C'est contre cet adversaire que l'école néo-coopératiste dit aux consommateurs de se liguer, puis de faire alliance avec les producteurs et si cette alliance est difficile ou infructueuse, de les supplanter peu à peu en fondant des coopératives de production. — La production devenant le fait des consommateurs, le rôle si dispendieux de l'intermédiaire n'aurait plus de raison d'être et les lois naturelles de la production et de la consommation n'étant plus faussées par ses agissements, les crises économiques cesseraient d'avoir lieu. Ainsi serait réalisé ce que l'école néo-coopératiste appelle le règne du consommateur.

La coopération de production comprise, ainsi que le fait l'école néo-coopératiste, semble bien un acheminement possible vers la réalisation des théories socialistes les plus avancées, car la mise en pratique intégrale du programme coopératif paraît devoir transformer complètement l'ordre social par une modification progressive du régime de la propriété, en mettant entre les mains des ouvriers les instruments de travail et de production. Par la coopération, on obtiendrait un résultat semblable à celui que poursuit le collectivisme mais avec cette très grande différence qu'on opérerait sans violence, par évolution en quelque sorte et en respectant la liberté individuelle.

Dans ses grandes lignes, tel serait l'exposé du programme néo-coopératiste :

On commencerait par grouper les consommateurs en coopératives de consommation auxquelles on ferait constituer des réserves importantes puis, à leur tour, on grouperait ces coopératives de consommation entre elles pour constituer des magasins de gros, enfin, on entreprendrait la conquête de l'industrie manufacturière, puis celle de l'industrie agricole en constituant à l'aide des capitaux acquis des coopératives de production.

Certains ont trouvé ce programme trop simple pour ne pas être chimérique et irréalisable, disent-ils, en raison des divergences d'intérêt qui ne manqueraient pas de se faire sentir entre producteurs et consommateurs provoquant ainsi la résistance des trusts et des kartelles qui se formeraient entre les plus puissants producteurs. Mais que l'on songe bien qu'un producteur est toujours doublé d'un consommateur pour tout ce qu'il ne produit pas et que devant se préoccuper, même pour ce qu'il produit, d'acheter les matières premières nécessaires à son industrie au plus bas prix possible, il se trouvera par conséquent amené à s'adresser aux coopératives qui, en raison de leurs frais généraux peu élevés et des économies qu'elles réalisent, en n'employant pas d'intermédiaires, sont susceptibles de lui fournir aux plus bas prix possibles tout ce dont il peut avoir besoin.

Les consommateurs et les producteurs ne peuvent pas avoir d'intérêts divergents, leur intérêt commun

étant de se procurer tout ce qui est utile aux uns et aux autres de la façon la plus avantageuse. En un mot, l'intérêt individuel de chaque consommateur ou de chaque producteur est l'intérêt universel et constant de la nation et de l'humanité entière.

Le principe paraît clair, le programme semble logique et pourtant nous avons dû en convenir, les coopératives de production n'ont encore, pratiquement parlant, pas donné ce qu'on avait pu attendre d'elles. Il y a donc un grand intérêt à rechercher quelles peuvent être les causes de l'insuccès des tentatives des sociétés de production et à s'efforcer d'y remédier.

---

## CHAPITRE II

### Causes économiques de l'insuccès des coopératives de production.

---

Pour réussir, toute entreprise de production nous semble devoir réunir un certain nombre de conditions : avoir des capitaux suffisants, une bonne direction, une bonne organisation de la main-d'œuvre, enfin des débouchés.

Il est en effet impossible à une entreprise de se constituer sans capitaux et cette première condition nécessaire à sa création étant remplie, pour qu'elle puisse ensuite prospérer, il faut encore qu'elle ait une direction, une tête intelligente et que tous les rouages qui la composent fonctionnent régulièrement, c'est-à-dire qu'elle doit être organisée ; enfin, il faut que l'entreprise trouve des débouchés aux produits qu'elle fabrique, car la consommation est le but de la production.

Les entreprises de production coopérative réunissent-elles toutes ces conditions ? C'est ce que nous allons successivement rechercher.

#### SECTION I

##### *La constitution de capitaux.*

Le fondateur de l'*Imprimerie coopérative de Delft*, M.,

Van Marken, formulait relativement à la place qui doit être dans une coopérative de production assignée au capital : « Jusqu'à présent c'était le capital qui payait le « travail et le congédiait ensuite, tandis que ce devra « être désormais le travail qui paiera le capital et le « congédiera une fois remboursé ».

Le capital a donc une situation au moins si gulfère dans la coopération de production : on ne veut lui accorder qu'une place secondaire, on déclare qu'il ne devra être qu'un « serviteur » et pourtant on le recherche cependant parce qu'il est indispensable.

Des capitaux sont nécessaires à l'association ouvrière au moment où elle se fonde, puis ensuite pour vivre, pour se défendre contre la concurrence et enfin pour s'agrandir et se développer. Cette difficulté, provenant de leur manque d'argent, de leur manque de crédit, sera la première et peut-être la plus grande que les ouvriers désireux de fonder une coopérative de production auront à vaincre. Chacun, en propre, ne possédera guère que ce qui lui est nécessaire pour vivre et tout ce qu'il pourra faire, ce sera d'exposer dans l'entreprise ses petites économies, quelques centaines, tout au plus quelques milliers de francs qu'il aura pu réaliser à l'aide de pénibles privations. Il est vrai que les coopérateurs pourront quelquefois, s'ils sont en nombre, remédier par la multiplicité de leurs cotisations à la médiocrité de chacune d'elles, former ainsi un capital initial suffisant, capital

qui, par la suite, pourra être successivement accru à l'aide des sommes prélevées sur les bénéfices.

Cependant, si les associés sont en nombre réduit, ou s'il est nécessaire pour eux d'avoir à leur disposition des capitaux très importants, ce procédé deviendra bien long et bien peu efficace car l'épargne sera ici insuffisante. C'est justement cette difficulté de constituer un capital assez considérable, qui explique en partie ce fait que les coopératives de production n'aient pas pu aborder la grande industrie.

Les coopératives de production ont pourtant essayé de divers procédés pour se procurer à l'extérieur les capitaux qu'elles ne pouvaient constituer elles-mêmes :

A cet effet, et avec plus ou moins de succès, les coopératives de production ont sollicité des subventions de l'Etat ; elles se sont substituées à des entreprises patronales dont les capitaux leur étaient généreusement cédés ; elles ont emprunté des capitaux à des capitalistes étrangers à la société, mais elles pourront encore, et à notre avis plus avantageusement s'adresser à un syndicat professionnel ou à une coopérative de consommation.

I. — Les coopératives de production se sont tout d'abord adressées à l'Etat.

Un décret du 5 juillet 1848 mettait à la disposition du ministre du commerce un crédit de trois millions à répartir entre les associations d'ouvriers et de patrons. Ces sommes devaient être prêtées aux taux de 3 <sup>3</sup>/<sub>4</sub> et

5  $\frac{3}{4}$ , selon l'importance du prêt, mais avec cette restriction que les sociétés pourraient être dispensées de payer les intérêts, au cas où elles ne feraient plus de bénéfices :

« L'assemblée nationale voulant encourager l'esprit d'association sans nuire à la liberté des contrats, a adopté le décret dont la teneur suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce un crédit de trois millions de francs destinés à être répartis entre les associations librement consenties soit entre patrons, soit entre patrons et ouvriers.

2° Le montant de ce crédit sera avancé à titre de prêt, sur l'avis d'un conseil d'encouragement formé par le ministre et aux conditions réglées par le même Conseil.

3° Le compte annuel de la répartition du crédit sera présenté à l'assemblée nationale avec un rapport raisonné du conseil d'encouragement sur le résultat des associations auxquelles s'appliquera le crédit pour être soumis à l'examen d'une commission mixte.

4° Les contestations entre les membres de ces associations qui profiteront du crédit seront portées devant le conseil des prudhommes.

Ce décret du 5 juillet 1858 était ainsi complété par la loi du 5 novembre 1848 :

ART. 1<sup>er</sup>. . . 2° Les prêts seront faits sous la condition d'un intérêt annuel, savoir de 5 % pour ceux qui excéderont 25.000 et de 3 % pour ceux de 25.000 et au-dessus.

Le produit des intérêts ainsi que celui des remboursements successifs sur le capital, seront versés au trésor et réunis aux fonds généraux de l'Etat.

Bien peu de coopératives remboursèrent les prêts qui leur avaient été consentis, car dans le plus grand nombre de sociétés, les ouvriers improvisés chefs d'entrepri-

se n'étant pas aptes à diriger, surtout en pleine crise économique, des exploitations nées de la veille, ne furent pas en mesure de restituer les sommes que leur avait prêtées l'Etat. — D'ailleurs, la plupart, du fait même que cet argent leur avait été avancé par la collectivité, en arrivaient à regarder ce prêt comme un véritable don.

Les coopératives qui profitèrent des subventions gouvernementales ne subsistèrent pas, mais il ne faudrait pourtant pas inférer de ce que les trois millions votés en 1848 en faveur des coopératives ne les sauvèrent pas de la ruine que jamais plus il ne conviendra qu'un gouvernement leur prête un appui pécunier. Il importe, en effet, de se rappeler aussi dans quel esprit et comment furent distribués ces trois millions : beaucoup croyaient que cet argent contribuerait à calmer un peu l'émeute populaire qui grondait. D'autres pensaient avec M. Thiers : « Ce n'étaient pas trois millions mais vingt  
« qu'il aurait fallu nous demander ; oui vingt millions,  
« nous les aurions donnés : ce n'était pas trop pour faire  
« une expérience concluante qui nous guérit tous de  
« cette grave folie ». — Et partant de cette boutade érigée en principe, on distribuait des secours à toute société dont les statuts étaient conformes aux modèles rédigés par le Conseil d'encouragement, c'est-à-dire même aux moins sérieuses mais qui avaient pris l'étiquette officielle, même à celles qui n'avaient été constituées que par des gens peu scrupuleux, désireux seulement de prendre leur part des subsides.

Les prodigalités gouvernementales laissèrent un instant supposer aux coopératives que tous les obstacles allaient tomber devant elles et en prenant la fâcheuse habitude de rechercher les aumônes, elles se démoralisèrent, perdirent leur énergie, leur vitalité que la lutte aurait au contraire développée.

L'Etat ne doit pas « soudoyer » les sociétés coopératives mais il peut les aider dans les moments de crise et encore ne doit-il secourir que celles qui méritent de l'être. — C'est ce qui a été très bien compris depuis 1893, époque à partir de laquelle le gouvernement a alloué fort intelligemment aux coopératives des subventions dont le total annuel est de cent à cent cinquante mille francs. — Ces subventions constituent des « dons » et non des « prêts » comme en 1848 ; de plus, elles ne sont distribuées qu'après examen sérieux et avec parcimonie : elles dépassent en effet chacune bien rarement la somme de mille francs.

Pourtant, dans des cas exceptionnels, et afin de venir en aide à des sociétés sérieuses dont l'existence, depuis longtemps affirmée, importe à l'œuvre coopérative en général, on s'est montré plus généreux ; c'est ainsi que la *Banque coopérative des associations de production* qui soutenait plusieurs institutions coopératives, reçut, en une seule fois, une somme de cinquante mille francs, de même, dans une période de crise, *l'Imprimerie nouvelle* reçut en deux fois vingt mille francs. Enfin, depuis une quinzaine d'années, pour l'exécution du legs de M.

Rampal, le riche philanthrope qui a laissé à la ville de Paris un capital de un million et demi pour être prêté aux associations ouvrières, la répartition s'étant faite avec mesure, des sommes relativement importantes purent être prêtées utilement aux coopératives qui les restituèrent à peu près intégralement à la ville de Paris.

L'effort gouvernemental se justifie par ce fait que la plupart des sociétés coopératives subventionnées à propos ont fini, surtout ces dernières années, par surmonter les difficultés qui les avaient un instant mises en péril. Cependant, on ne doit pas oublier qu'en principe, dans la lutte économique l'Etat doit rester neutre et qu'il n'a pas à prendre parti ni pour, ni contre quelqu'un. L'Etat ne peut intervenir que dans des cas tout-à-fait exceptionnels et seulement dans l'intérêt de la collectivité tout entière ; donc, à notre avis, il manquerait à sa neutralité si son action en faveur des sociétés de coopération n'était très limitée : « L'Etat n'a pas de capitaux à lui ; il ne peut et « ne doit par conséquent en prêter ni en donner à per-  
« sonne. Lorsque des gouvernements en détournent au  
« détriment des services publics, pour favoriser des  
« particuliers ou des associations, ils deviennent tout  
« simplement spoliateurs et prévaricateurs » (1).

Nous disons donc qu'en général nous faisons nôtres les critiques qui ont pu être formulées contre les subven-

---

(1) L'Association des tonneliers de Morlaix par Ernest Brelay dans la réforme sociale. p. 530.

tions d'Etat et qu'en particulier, pour ce qui concerne les sociétés ouvrières, des encouragements ou des secours ne doivent leur être accordés qu'avec parcimonie et en tant seulement qu'elles constituent un nouveau mode de production pouvant intéresser la Nation tout entière. C'est-à-dire, en un mot, que le procédé de la subvention ne doit pas prendre une telle importance qu'il détourne les ouvriers de la salutaire pensée de compter sur eux-mêmes. Mais cela ne semble plus à craindre car les subventions, ces « espèces d'aumônes », selon la fière expression de M. Gide, sont maintenant très limitées et les sociétés ouvrières sont désormais contraintes de chercher ailleurs les capitaux qui leur manquent.

II. Le capital peut être fourni à la société coopérative de production par une entreprise patronale antérieure à laquelle elle se substitue.

Les coopératives de production constituées dans ces conditions ayant très généralement réussi, nous allons, brièvement d'ailleurs, en étudier les types principaux afin de mettre en relief leurs éléments de succès et d'examiner s'il ne serait pas possible d'en faire bénéficier les autres coopératives de production.

*Le Familistère de Guise* fut constitué par M. Godin qui en 1880 lui abandonna définitivement sa fabrique d'appareils de chauffage et d'ameublement qu'il avait fondée en 1856. — M. Godin, philanthrope fervent mais avisé, avait eu soin d'éduquer longtemps à l'avance ses ouvriers, et parmi eux une certaine élite, afin que tous fussent aptes

à continuer la tâche qu'il avait entreprise. Ne voulant agir que progressivement, déjà vers 1876 il avait admis ses 864 ouvriers à la participation aux bénéfices et leur avait distribué ainsi dans le cours des trois années suivantes une somme de 172,166 francs qui, en fait, resta dans l'entreprise et permit aux ouvriers de constituer une part de capital social. — C'est ainsi que la société coopérative fut créée sous la forme d'une commandite simple, dont M. Godin n'était plus qu'administrateur gérant, au capital de 4.600.000 francs sur lesquels 4.427,934 furent versés par M. Godin et 172.166 par les ouvriers, de la manière que nous venons d'indiquer.

Chaque ouvrier ou associé a un certificat d'épargne sur lequel sont consignées les sommes qu'il possède dans l'entreprise et qui sont formées par l'accumulation qui s'accroît d'année en année des bénéfices qui lui reviennent. Ces parts d'intérêt ne restent la propriété de l'ouvrier qu'autant qu'il fait partie de l'usine, la société les rachète s'il se retire et les transmet à son successeur.

M. Godin avait divisé les ouvriers du *Familistère de Guise* en cinq classes :

1. *Les associés*, au nombre de trois cents environ, sont élus par les associés déjà nommés. — Pour pouvoir aspirer au grade d'associé, il faut être âgé d'au moins vingt-cinq ans, faire partie du *Familistère de Guise* depuis cinq ans et posséder une part de cinq cents francs. C'est parmi les associés que se recrutent les membres

du Conseil et les directeurs. L'assemblée des associés constitue à elle seule l'assemblée générale du *Familistère de Guise* et se réunit une fois l'an. Lors de la répartition des bénéfices, les associés touchent le double de ce que reçoivent les participants.

2. *Les sociétaires*, au nombre de deux cents environ, doivent être admis par le Conseil de gérance et l'administrateur gérant. Le nouveau sociétaire doit avoir au moins vingt-et-un ans et être domicilié depuis trois ans au *Familistère de Guise*. Dans la répartition des bénéfices les sociétaires touchent une fois et demie ce que reçoivent les participants.

3. *Les participants*, au nombre de sept cents environ, doivent être âgés d'au moins vingt-et-un ans. Ils participent aux bénéfices proportionnellement à leurs salaires et ont l'avantage sur les auxiliaires de ne pouvoir être congédiés qu'après eux.

4. *Les intéressés*, au nombre de quatre cents environ, proviennent de ce que le Conseil de gérance ayant la faculté d'autoriser la cession d'un certain nombre de parts, il peut se trouver que des tiers, ne travaillant pas ou ne travaillant plus à l'usine soient cependant propriétaires d'une part du fonds social. Tels sont par exemple aussi les héritiers du fondateur.

5. *Les auxiliaires*, au nombre de huit cents environ, sont ceux qui travaillent pour le *Familistère de Guise*

mais n'ont pas droit à la participation aux bénéfices et n'ont pas la faculté d'acquérir des parts. Ils ne peuvent profiter que des secours des sociétés mutuelles.

Le nombre des membres de ces différentes classes n'est du reste pas immuablement fixé, ce qui empêche la formation dans le *Familistère de Guise* de castes superposées.

Disciple enthousiaste de Fourier, M. Godin a cru devoir adopter la division tripartite préconisée par son maître.

75 % des bénéfices sont répartis entre le travail et le capital, proportionnellement aux salaires mérités par les ouvriers, ou aux intérêts accordés au capital, M. Godin estimant que le service rendu par le capital doit être mesuré par l'intérêt, de même que le service rendu par le travail l'est par le salaire. Cependant, parmi les ouvriers, tous ne touchent pas les bénéfices dans des proportions semblables ; les associés voient leur nombre d'heures multiplié par deux et demi, les sociétaires par un trois quarts et les participants par un quart — quant aux auxiliaires, ils ne touchent que leur salaire.

Enfin le talent reçoit une rémunération spéciale en ce sens que 25 % des bénéfices reviennent au conseil de gérance.

A la tête du *Familistère de Guise* se trouve un *gérant* qui a été nommé à vie par les associés réunis en une assemblée générale mais peut cependant être révoqué par une assemblée générale extraordinaire réunie à cet effet

par le conseil de gérance. *Le Familistère de Guise* et sa succursale de *Schaerbech* comptent aujourd'hui à eux deux plus de 1.800 ouvriers.

La maison de peinture en bâtiments *Leclaire et C<sup>ie</sup>*, actuellement *Redouldy, Valmé et C<sup>ie</sup>*, fondée à Paris en 1826, procédant par étapes successives, crut devoir, elle aussi, initier progressivement les ouvriers à la direction des affaires. Vers 1842, M. Leclaire admit ses ouvriers au partage des bénéfices par l'intermédiaire d'une société de prévoyance et de secours mutuels qui en 1863 devint commanditaire de l'entreprise.

Les ouvriers sont, comme dans le *Familistère de Guise* divisés en cinq classes et les conditions de stage et de capacité exigées d'eux sont plus ou moins rigoureuses selon l'élévation de la classe à laquelle ils veulent appartenir.

A la tête de la société sont placés trois gérants élus à vie par la première classe des ouvriers appelée le *noyau*. -- Le premier gérant doit posséder une part de 200.000 francs et les deux autres chacun une part de 100.000 francs, ces sommes pouvant d'ailleurs être constituées ultérieurement à l'élection des gérants par des prélèvements faits sur les bénéfices leur revenant annuellement. Les gérants, qui ont un traitement fixe de 6.000 francs, ont en outre une part très importante dans les 18,75 % qui sont attribués au conseil de gérance. En réalité, ces trois gérants sont seuls propriétaires de la société en nom

collectif, mais avec cette restriction que 50 % des bénéfices sont versés aux ouvriers et 31,25 % à la caisse de la société de secours mutuels dont la personne morale perpétuelle est un obstacle à ce que les ouvriers, devenus co-propriétaires de l'entreprise à eux laissée par M. Leclaire, ne veuillent un jour la démembrer.

*La Papeterie Coopérative d'Angoulême*, où la participation aux bénéfices fonctionne depuis 1842, n'est, pourrait-on dire qu'une société mi-patronale, mi-ouvrière à la tête de laquelle se trouve M. Laroche-Joubert ; mais elle semble devoir devenir dans un avenir plus ou moins éloigné une coopérative de production dans le sens exact du mot.

Dans les quelques exemples que nous venons de citer, nous pouvons remarquer certains traits communs et qui semblent essentiels pour expliquer la prospérité de ces coopératives créées par de généreux et prévoyants chefs d'industrie. Les patrons qui ont consenti à abandonner leurs entreprises à leurs ouvriers, se sont ingéniés à faire en sorte que, malgré leur départ, une direction fortement organisée soit imposée aux ouvriers et que ceux-ci soient astreints à une discipline très stricte ; enfin, il faut le reconnaître, les patrons ont laissé à leurs ouvriers des exploitations florissantes, où il n'y avait rien à créer mais qu'il fallait seulement continuer ; ce qui constitue certainement un des principaux éléments de succès de ces coopératives de production d'origine patronale.

La direction est fortement organisée et les ouvriers ne furent pas brusquement improvisés patrons ; au contraire, les fondateurs les initièrent peu à peu, firent sortir de l'ombre ceux qui leur paraissaient les plus aptes à être gérants, les entourant d'une sorte d'élite : les « associés » dans le *Familistère de Guise*, le « noyau » dans la *maison Leclaire* : élite qui isole en quelque sorte les nouveaux chefs de l'entreprise, les soustrait aux ingérences de la masse inexpérimentée des ouvriers. Une grande autorité, faite de pouvoirs très étendus est donnée aux gérants et une sorte de prestige leur est conférée de ce fait même qu'ils sont élus à vie et que leurs appointements sont relativement élevés.

Les ouvriers sont astreints à une discipline rigoureuse, contrairement à ce qui a lieu dans les coopératives de production d'origine ouvrière où nous constatons des tendances très marquées à instaurer des sortes de républiques démagogiques où l'on a horreur de toute espèce de hiérarchie. Dans le *Familistère de Guise* et dans la *maison Leclaire*, les ouvriers sont divisés en cinq classes superposées les unes aux autres, jouissant d'une autorité croissante et ayant droit à des avantages pécuniers de plus en plus élevés. Cependant, et c'est ce qui donne de l'élasticité à ce système, la composition de ces classes n'est pas immuable et si tout ouvrier intelligent et probe est en droit de voir un jour sa situation s'améliorer, au contraire, celui qui est devenu foncièrement paresseux ou s'adonne à des vices dégradants, est

susceptible d'être exclu de la classe qu'il avait su atteindre ou d'être rejeté de la société elle-même. Ces sanctions, qui ne sont d'ailleurs prises qu'avec toutes les garanties possibles d'impartialité, entretiennent une discipline ferme nécessaire au fonctionnement régulier de toute bonne entreprise.

Enfin, la cause principale du succès des coopératives d'origine patronale réside bien certainement dans ce fait que les ouvriers n'ont pas eu à faire œuvre de créateurs parce que les exploitations qu'on leur avait cédées étaient en pleine prospérité et avaient une clientèle assurée ; l'impulsion était donnée, il s'agissait seulement pour les nouveaux coopérateurs de continuer l'œuvre entreprise par les premiers patrons. Au contraire dans les coopératives de production ordinaire, tout est à créer par des hommes inhabiles et inexpérimentés qui s'adonnent bien souvent à une tâche au-dessus de leurs capacités.

Ces exemples fournis par les Godin, les Laroche-Joubert, les Leclaire devraient être, semble-t-il, des encouragements pour les riches industriels qui s'intéressent à l'avenir de la classe ouvrière. Cependant, il faut bien se rendre à l'évidence que peu d'entreprises patronales ont la stabilité et la prospérité de celles dont nous venons de parler et que l'on ne verra que bien rarement des philanthropes déposséder en quelque sorte leurs héritiers au profit de leurs ouvriers ; ce qui, du reste, serait le plus souvent impossible en raison même de notre législation sur l'hérédité qui ne permet pas à un homme

ayant une descendance directe de disposer comme il l'entend de toute sa fortune.

De l'étude que nous venons de faire des coopératives de production d'origine patronale, nous devons tirer la conclusion que si elles ont réussi c'est que la direction y est fortement organisée, que la discipline y est très stricte, enfin qu'elles ont une clientèle assurée. Nous expliquerons plus loin comment nous pensons que les ouvriers parviendront à constituer des coopératives de production présentant les trois caractères que nous avons relevés dans les coopératives d'origine patronale, après qu'ils auront su faire progressivement leur éducation dans les syndicats professionnels et dans les coopératives de consommation, après qu'ils auront appris à subir volontairement une discipline nécessaire et à obéir à une autorité qu'ils auront eux-mêmes choisie et que par l'extension donnée aux coopératives de consommation, ils se seront assuré à l'avance des commandes assez rémunératrices.

III.— La société coopérative de production peut demander des capitalistes étrangers.

Dans cet ordre d'idées, l'exemple le plus connu est celui fourni par la société coopérative de production *le Travail* créé en 1882 par quelques ouvriers peintres qui étaient parvenus à constituer un tout petit capital, mais devenu bientôt insuffisant en raison des importantes adjudications pour lesquelles la société *le Travail* avait sou-

missionné. M. Buisson, directeur de cette société, avait alors songé à faire appel à des capitaux étrangers auxquels serait allouée une rémunération particulière et il prétendait, par une juste répartition des bénéfices, réaliser l'association intégrale de Fourier entre les trois facteurs de la production : le travail, le capital et le talent.

Mais on n'en était pas arrivé de suite à la société *le Travail* à faire appel à des capitaux étrangers. On avait tout d'abord créé 250 actions de cent francs chacune dont la souscription n'était ouverte qu'aux ouvriers peintres employés par la société *le Travail* qui pour avoir droit au titre de sociétaire devaient avoir souscrit au moins à cinq actions libérables ultérieurement par des retenues faites sur leurs salaires. Chaque action recevait un intérêt de 5 % ; 5 % étaient attribués à réserve légale ; 5 % étaient versés à une caisse de secours créée en vue de parer aux événements imprévus.

Puis ces sommes étant payées ; indistinctement, tous les associés ou non, touchaient 30 % des bénéfices restants dans la proportion des heures de travail qu'ils avaient fournies.

Les sociétaires touchaient en outre 30 % des bénéfices au prorata de leurs actions. — La direction recevait 8 % et les 17 % restants étaient versés à une caisse de secours mutuels.

Les cinq administrateurs, élus pour cinq ans, devaient posséder au moins 10 actions quantité maxima d'ailleurs de ce que chacun pouvait obtenir, en dehors des fonda-

teurs qui avaient droit à 25 actions et avaient pour mission d'assurer à l'aide de leur droit de veto la « direction morale » de la société coopérative.

Bientôt, les affaires de la société *le Travail* devinrent entièrement brillantes au point de permettre au conseil d'administration la conception de vastes projets mais pour lesquels un capital plus important était absolument nécessaire. Cependant, il était bien évident que les ouvriers ne pouvaient pas souscrire à eux seuls les grosses sommes dont on avait besoin ; aussi M. Buisson en vrai disciple de Fourier qui voyait dans le capital judicieusement employé, non un adversaire, mais un allié, accepta les offres de M. Bernhard, banquier, s'offrant à commanditer la société *le Travail* jusqu'à concurrence d'une somme de 700.000 francs.

La société ancienne fut donc liquidée et une nouvelle société fut constituée au capital de un million représenté par dix milles actions de cent francs.

On accorda pour trois cent mille francs d'actions aux porteurs de titres de l'ancienne société et les sept mille actions restantes purent être souscrites sans que l'on crut devoir apporter de limitation à l'importance de chaque souscription.

Tout actionnaire reçoit un dividende statutaire de 2,50 par action, plus une part de 30% dans les bénéfices annuels de la société mais avec la restriction que cette rémunération ne pourra jamais dépasser 7 % du capital souscrit.

Les 70 % des bénéfices restants sont répartis de la manière suivante et de façon à peu près identique à celle admise dans l'ancienne société :

5 % à la réserve légale.

5 % à une caisse créée en vue de parer aux événements imprévus.

7 % à la direction.

6 % au conseil d'administration.

17 % à la caisse des retraites.

Les 30 % restants sont versés aux sociétaires ouvriers au prorata de leurs heures de travail. Les sociétaires ont, en outre, le droit exclusif de bénéficier des avantages procurés par la caisse des retraites. De plus, comme pour devenir sociétaire, il faut au moins posséder dix actions, ce qui est aussi le quantum exigé pour faire partie de l'assemblée générale, il s'en suit que les sociétaires participent dans une large mesure à l'élection des directeurs et administrateurs dont tous, sauf un, doivent être pris parmi les sociétaires.

Le fait d'admettre dans une société coopérative de production le concours de l'élément capitaliste, fit naître une vive opposition dans les milieux coopératistes et l'exclusion de la société *Le Travail* faillit même être réclamée avec succès à la *Chambre consultative des associations ouvrières de production*.

Il est bien certain, que l'intervention dans une coopérative de l'élément capitaliste étranger constitue une

très grande menace, si l'on n'a pas pris au préalable la précaution de limiter avec précision ses attributions. Cependant, M. Buisson, en fidèle de la tradition fouriériste, disant du capital qu'il n'est qu'un serviteur, refusait aux capitaux étrangers, dans sa société coopérative de production *le Travail*, l'influence prépondérante qui y appartient de droit aux ouvriers. C'est ainsi qu'il limitait l'intérêt du capital à un maximum de 7 % des sommes souscrites et qu'il laissait au contraire entre les mains des ouvriers l'administration et la direction. C'est ainsi encore que, pour éviter que les capitalistes ne puissent un jour, grâce à une pression quelconque, donner à la société une direction plus conforme à leurs intérêts propres, qu'à ceux des vrais coopérateurs, M. Buisson avait eu soin de spécifier que toute modification aux statuts devrait, pour être valable, avoir été adoptée à l'unanimité des actionnaires, dont une grande partie est, nous l'avons vu, composée par les sociétaires ouvriers.

Nous ne disconvenons donc pas de ce que M. Buisson ait su dans la société *le Travail* faire heureusement intervenir l'élément capitaliste, en prenant au préalable la précaution de limiter très nettement ses attributions, mais nous craignons cependant que, dans toute coopérative de production, on ne sache pas aussi bien se prémunir à l'égard des capitalistes et que, les laissant, par exemple, disposer d'un nombre trop important de voix à l'assemblée générale, on ne leur permette de cette manière, sinon de contrecarrer absolument les projets des so-

ciétaires, du moins, de faire dévier insensiblement la marche de la société dans un sens différent de celui préconisé par les théories du pur coopératisme.

Et même, ce concours pourtant si dangereux et si précaire des capitalistes étrangers, beaucoup de coopératives peuvent-elles l'escompter ? Ne peut-on pas supposer, en effet, que les capitalistes ne montreront qu'un médiocre empressement à s'intéresser à une affaire où les risques de perte de leurs capitaux engagés ne sauraient être limités mais où, par contre, leurs gains ne pourront excéder un certain taux assez modeste, fixé à l'avance par les statuts.

Il n'y a donc, à notre avis, que les entreprises très florissantes comme *le Travail*, dirigées par des hommes entreprenants et profitant d'un concours de circonstances favorables, auxquelles puisse demeurer l'espoir d'obtenir le concours de capitalistes qui, considérant que les risques de perte de leurs capitaux sont en quelque sorte moralement limités, en raison de la prospérité de l'entreprise et de la capacité de ceux qui en ont la direction, consentent, par ailleurs, à renoncer à toute ingérence dans les affaires de la société et admettent une limitation restreinte de leurs chances de gain.

M. Buisson, qui a réussi, a trouvé quelques heureux imitateurs, mais, malgré tout, nous continuons à penser qu'il y a un danger pour une coopérative, qui emploie des moyens analogues, à se laisser absorber par l'élément capitaliste, ce qui serait la destruction du prin-

cipe coopératif dans la société. Aussi, nous semble-t-il, que les coopératives de production feront mieux des'adresser à ces groupements qui, comme elles, veulent l'amélioration du sort des travailleurs, nous voulons parler des différents organismes ouvriers, des syndicats professionnels et des coopératives ouvrières de consommation.

IV. — La société coopérative de production en quête de capitaux peut s'adresser aux syndicats professionnels.

Et il semble bien, au premier abord, qu'elle devrait trouver auprès d'eux l'appui le plus fervent car la coopérative de production apparaît comme la continuation du syndicat lui-même dont elle réalise le vœu le plus cher qui est l'organisation de la classe ouvrière. — Malheureusement, maintes difficultés, que nous allons étudier, ont entravé la collaboration étroite entre les syndicats et les coopératives et, bien souvent, les ont même mis en désaccord.

En premier lieu, des obstacles d'ordre législatif s'opposent encore à l'heure actuelle à ce que les syndicats exploitent directement des coopératives de production, car ils n'ont pas droit de faire œuvre de commerce ; il est dit, en effet, dans l'article III de la loi de 1884 :

ART. III. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Par application de ce principe, une jurisprudence très solidement établie dit qu'en aucun cas un syndicat professionnel ne peut être considéré comme un commerçant

(1) et qu'il n'a pas le droit de se livrer à des actes de commerce (2).

La loi de 1884 dit encore :

. . . . .  
ART. VI. . . . . Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leur bibliothèque et à des cours d'instruction professionnelle. . . . .

ART. VII. Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. VI, la nullité de l'acquisition pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. — Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, où à leurs héritiers ou ayants-cause.

ART. IX. Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs de syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. — Les tribunaux peuvent en outre à la diligence du procureur de la République prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation de l'article V.

De ces articles III, VI, VIII et IX découle nécessairement, pour les syndicats professionnels, l'impossibilité de créer directement des coopératives de production qui nécessitent des ateliers, des usines et des magasins. Pourtant, c'est un fait, que malgré la loi de 1884, qu'ils tournent habilement, des syndicats sont parvenus à exploiter pour leur compte des sociétés coopératives de production.

---

(1) Trib. de St-Nazaire 16 juin 1894.

(2) Lyon 21 avril 1893, trib. com. du Mans 16 mars 1894, Angers 9 oct. 1881, Pic. traité de législat. indust. n° 446

Le syndicat, ne pouvant pas être directement propriétaire des moyens de production, le devient par l'intermédiaire d'un certain nombre de délégués. C'est ce qui a lieu, par exemple, pour *l'Association coopérative des ouvriers en voitures*, en fait composée par la réunion des syndicats des ouvriers en voitures, des ouvriers charrons, des ouvriers forgerons, des ouvriers serruriers mais qui, pour satisfaire aux exigences de la loi de 1884, élisent quarante délégués représentant les quatre syndicats, propriétaires apparents de l'usine coopérative.

Enfin, d'autres syndicats purent créer des coopératives de production, en utilisant l'article iv de la loi de 1884 qui établit entre autres choses que... *les syndicats pourront employer les sommes provenant des cotisations...* et qui n'apporte aucune limitation au droit des syndicats de posséder des valeurs mobilières. Les syndicats pourront donc employer leurs ressources, notamment les fonds libres provenant des cotisations de leurs membres, à faire des achats assez considérables de titres, susceptibles de leur donner une situation prépondérante dans les assemblées générales de sociétés capitalistes, qu'ils pourront ensuite transformer en véritables coopératives de production. C'est ce qui fut fait à la *Verrerie de Rive-du-Gier* lors de la grève de la maison Richame quand les syndicats ouvriers eurent obtenu la cession d'un grand nombre d'actions de la *Verrerie de Rive-du-Gier*. Les syndicats nommèrent douze délégués, auxquels ils cédèrent provisoirement trois cent vingt-quatre actions,

ce qui leur donnait la majorité à l'assemblée générale et permit à trois d'entre eux de devenir administrateurs.

Relativement à ces coopératives créées par des syndicats, nous devons, en passant, faire la remarque que c'est très à tort, à notre avis, qu'on a réduit la part des ouvriers dans les bénéfices jusqu'à la rendre à peu près nulle. Ainsi, dans *l'Association coopérative des ouvriers en voitures* ou à la *Verrerie d'Albi*, tous les bénéfices appartiennent aux syndicats ou sont versés dans les caisses de secours mutuels, si bien que l'ouvrier n'obtient personnellement rien en sus de son salaire, qui est sensiblement le même que celui qui lui est donné dans les usines à direction capitaliste.

Plusieurs fois, on a déjà songé à augmenter la capacité des syndicats et à leur permettre d'acquérir à titre gratuit ou onéreux, de faire du commerce, d'ester en justice, de créer des coopératives de production, ce qu'ils n'ont pu faire jusqu'à présent que par des moyens détournés. C'est ainsi que le projet de loi Waldeck-Rousseau, Millerand, dont la Chambre fut saisie une première fois le 14 novembre 1899 par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, et M. Millerand ministre du commerce et de l'industrie ; puis qui fut repris par M. Millerand seul, d'abord le 14 octobre 1902, puis le 12 juin 1906, se proposait entre autres d'étendre la capacité civile des syndicats professionnels :

ART. 3. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet :

Gabriel.

4.

1°) l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles,

2°) *les opérations diverses qui ne se rattachent pas directement à ce premier objet sont néanmoins expressément autorisées par la loi.*

L'article 5 de la loi du 21 mars 1884 ne permettait aux unions de syndicat de posséder aucun immeuble; au contraire, d'après l'article 5 du projet de loi :

ART. 5. Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Les dispositions de l'art. 4 sont applicables aux unions de syndicats qui devront en outre faire connaître le nom des syndicats qui les composent.

Ces unions pourront ester en justice.

Elles pourront posséder les immeubles qui sont nécessaires à leurs bureaux, à leurs réunions et à leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, pour machines ou pour instruments, bourses de travail, ateliers d'apprentissage.

Elles pourront posséder des dons et legs avec affectation à ces institutions.

Les statuts prévoieront la destination de ces biens en cas de dissolution de l'union.

L'art. 6 du projet de loi énumère tous les actes que pourraient faire les syndicats :

ART 6.— Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles et immeubles.

Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après :

Les syndicats de plus de sept membres qui dans un but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1867 et du

1<sup>er</sup> août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions des dites lois :

Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions. Dans ce cas, des syndiqués auront le droit d'être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée de mandataires possédant une voix et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société détermineront le nombre de mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui-même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit.

Cet article 6 du projet de loi, ne ferait somme toute que rendre tout à fait légal ce qui est de pratique courante dans les syndicats puisque, nous l'avons déjà vu, les syndicats possédant la majorité des actions d'une société capitaliste, dirigent effectivement celle-ci. Seulement, jusqu'à présent, le syndicat était obligé d'avoir recours à plusieurs délégués en raison de ce que d'après la loi de 1867, la formation d'une société anonyme nécessite la présence d'au moins sept associés.

En outre, depuis la loi de 1867, il fallait être personnellement actionnaire pour faire partie du conseil d'administration. Au contraire, d'après le projet de loi, le syndicat pourra même devenir propriétaire unique des

actions de la société anonyme, et les administrateurs n'auront pas besoin d'être personnellement propriétaires des actions garantissant leur gestion.

Ce projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand ne consacrant pourtant sur bien des points qu'un état de choses établi, a soulevé les plus vives protestations :

Certains déclarent que l'adoption de ce projet de loi, permettant à des associations de travailleurs d'acquérir indéfiniment à titre gratuit ou onéreux risquerait, d'augmenter considérablement la main-morte ouvrière, ce qui, du reste, n'est pas absolument pour nous déplaire.

D'autres, affirment que les syndicats ne sont pas arrivés à un degré de puissance organique suffisant pour qu'on songe déjà à étendre leurs attributions en leur donnant accès à la propriété par la création et le fonctionnement d'ateliers industriels et d'entreprises commerciales.

Le rôle des syndicats, dit-on enfin dans la majorité des milieux ouvriers, consiste à défendre les intérêts généraux du prolétariat tout entier et non pas exclusivement à améliorer la condition matérielle d'un petit nombre de travailleurs. Or, un syndicat s'appliquera-t-il avec autant de diligence à surveiller les conditions de travail imposées aux ouvriers ou à résoudre des questions d'ordre social, le jour où il sera incessamment sollicité par des préoccupations d'ordre matériel inhérentes au fonctionnement même de sa coopérative de production ?

En outre, affirme-t-on, l'argent provenant des cotisations des syndiqués, et actuellement employé en vue de l'intérêt général n'aura plus qu'une fonction : servir uniquement à faire vivre l'entreprise dans laquelle ils seront, en cas d'insuccès, inutilement dilapidés, ainsi que cela eut lieu dans la *Verrerie ouvrière* lors de la grève de Carmaux. Non seulement les capitaux, mais encore les hommes seront détournés de leur véritable emploi, en ce sens que les syndiqués les plus intelligents seront alors utilisés pour diriger l'entreprise commerciale ou industrielle de la coopérative, et le syndicat, en tant qu'œuvre de propagande sociale, y perdra de précieux concours.

En résumé, il n'est donc pas douteux que, même sous le régime de la loi de 1884, les syndicats peuvent en fait patroner des coopératives de production et que le projet Waldeck-Rousseau-Millerand ne ferait, s'il était adopté, que légaliser un état de choses existant et favoriser probablement encore, en la facilitant cette tendance qu'ont quelques syndicats de créer des coopératives. — Cependant, malgré notre désir de voir le mouvement coopératif se développer en France, nous devons nous rendre à cette constatation que l'orientation commerciale et industrielle prise par quelques syndicats, ne rallie pas la majorité des suffrages des syndiqués qui fournissent du reste une argumentation assez sérieuse pour devoir être prise en considération. Mais nous croyons remarquer aussi que leur opinion est déterminée par une mauvaise

compréhension de ce qu'on peut attendre de la coopérative de production. Ils considèrent la coopérative comme ne pouvant jouer qu'un rôle secondaire, comme capable tout au plus d'améliorer le sort d'un petit nombre d'ouvriers ou même de fournir des subsides au syndicat (1). Nous, au contraire, nous pensons, sans méconnaître cependant la grande importance du syndicat, qu'il ne peut faire œuvre que de préparation et que la réalisation du programme syndical, ce n'est que par la coopération qu'on doit espérer l'atteindre.

V. — La coopérative de production peut éclore en quelque sorte dans le sein même de la coopérative de consommation.

Dans la coopérative de consommation, les futurs producteurs auront déjà pu apprendre à s'organiser et à s'astreindre à une discipline indispensable à toute bonne entreprise ; en un mot, ils auront fait leur premier apprentissage des affaires. La coopérative de consommation qui, ayant réussi, voudra s'adjoindre une coopérative de production, aura l'argent indispensable à l'établissement et à la marche de sa nouvelle entreprise et n'aura pas à faire appel à des capitaux étrangers. Enfin, la coopérative de consommation constituera un débouché pour la coopérative de production issue d'elle-même et créée en raison des besoins des consommateurs. Les deux coopératives se compléteront ainsi logiquement, et

---

(1) SUPRA, p. 49.

s'inspirant également d'un même sentiment de mutualité, poursuivront de concert le même but qui est : la suppression, par l'élimination des intermédiaires inutiles, de tous les rouages qui ne sont pas indispensables à la consommation ; qui est : le retour à la masse des consommateurs de la plus grande partie des bénéfices ; qui est, enfin, l'amélioration de la situation de la classe ouvrière qu'elles s'efforceront toutes deux, et par voie de conséquence, d'émanciper progressivement.

En France, il n'existe pour ainsi dire pas de coopératives de production qui soient issues de coopératives de consommation et cet état de choses tient essentiellement à la façon dont est née et s'est développée la coopération dans notre pays. Nous avons vu, en effet, quand nous avons fait l'historique du mouvement coopératif, qu'en 1864 comme en 1848, les coopératives de production eurent toujours la faveur de l'ouvrier français qui, par elle, au moment des crises économiques ou de révolutions, pensait s'émanciper d'un seul coup de toute tutelle bourgeoise ; au contraire, il négligeait trop la coopérative de consommation qui, selon nous, est la pierre angulaire de tout l'édifice coopératif.

En Angleterre, il en fut tout autrement car, en ce pays, les coopératives de consommation prirent les premières un développement extrêmement remarquable dont profitèrent par la suite les coopératives de production. Le succès chez nos voisins des coopératives de consommation dont la plus célèbre, le modèle du genre pour

ainsi dire, est la coopérative des *Parfaits pionniers de Rochdale*, peut s'expliquer d'abord par les qualités prédominantes du caractère anglais qui sont la méthode et la tenacité et aussi par ce fait que les coopératives anglaises surent s'inspirer d'un pur esprit de mutualité. Les coopératives de consommation anglaises, à l'encontre de celles établies en France, ont un autre souci que de distribuer chaque année d'importants dividendes ; elles portent au contraire à la réserve des sommes quelquefois considérables qui leur permettent d'étendre incessamment leurs moyens d'actions.

Cette question des développements successifs des coopératives de consommation et des coopératives de production, puis de leur adaptation entre elles, ne nous semble avoir été vraiment résolue qu'en Angleterre et tout particulièrement par la *Wholesale Cooperative Society limited* qui nous semble, au moins dans ses grandes lignes, devoir être proposée comme un modèle aux coopérateurs de tous les pays.

Pour fournir leurs sociétaires, les coopératives anglaises devaient acheter leurs produits à des commerçants qui prélevaient des commissions importantes jusqu'au jour où, après plusieurs essais infructueux et sur l'initiative de M. Abraham Grenwod, président des pionniers de Rochdale, se fonda en 1830 à Liverpool et à Manchester, la *Wholesale Society* ou société en gros, ne devant avoir pour membres que d'autres coopératives.

Le but poursuivi par la *Wholesale* consistait à mettre

en rapport le producteur en gros et le consommateur, ou même de se substituer au producteur, en faisant profiter le consommateur de cette substitution, et cela dans la plus large mesure. La *Wholesale* se proposait aussi de fonder des banques qui lui assureraient le crédit nécessaire à ses vastes opérations et de créer des assurances, pour garantir la personne et les biens de ses adhérents. D'après les statuts de la *Wholesale*, l'objet de cette société est « d'exercer le commerce ou l'industrie des « négociants en gros, banquiers, affréteurs de navires, « camionneurs de roulage, manufacturiers, marchands, « cultivateurs, ouvriers d'usine, assureurs de personnes « et de propriétés contre toute espèce de risques ».

Chaque coopérative adhérente doit s'intéresser pécuniairement à la *Wholesale* et cela proportionnellement au nombre de membres qui la composent ; c'est ainsi que l'action de la *Wholesale* étant du nominal de cinq livres, chaque coopérative adhérente doit en avoir au moins trois par vingt membres, ce qui représente par tête d'adhérent une somme de quinze schillings.

A l'assemblée générale de la *Wholesale* chaque coopérative a le droit d'envoyer des délégués qui ont autant de voix qu'il y a de fois cinq cents membres dans la société qu'ils sont chargés de représenter. C'est cette assemblée générale qui élit le comité de seize membres ayant mission d'administrer la *Wholesale*.

Les affaires de la *Wholesale* étant devenues de plus en plus prospères, puisqu'elle avait su grouper autour

d'elle des centaines de sociétés, comprenant chacune des milliers de membres, ses réserves disponibles en étaient arrivées à être assez considérables. En effet, dans les coffres de la *Wholesale* s'étaient accumulées, non seulement les sommes acquises à la société et provenant de la très légère commission qu'elle prélevait sur les denrées vendues par elle aux magasins coopératifs de détail, mais même aussi celles résultant des dividendes, sorte de ristournes faites aux sociétés adhérentes et qui pour la plupart n'avaient pas été retirées par les coopératives actionnaires et pour lesquelles la *Wholesale* ne payait qu'un intérêt modique de 3 %.

Ces disponibilités, la *Wholesale* sut les employer d'une manière très heureuse, tout d'abord en établissant dans la plupart des grandes villes d'Angleterre des « *branches* » ou succursales, puis en ne s'occupant plus exclusivement de la vente des objets de consommation mais aussi de leur fabrication par l'établissement d'usines où l'on produisait ce dont la *Wholesale* avait la vente assurée. La *Wholesale* ne pouvait craindre en effet aucune concurrence car, en vertu même des statuts, elle devait demeurer le fournisseur unique de toutes les coopératives actionnaires ; de plus, elle était incessamment tenue au courant des besoins de ses consommateurs. Cette adaptation de la production à la consommation devait éviter les à-coups dans la production qui sont souvent une cause de ruine pour les producteurs eux-mêmes et cette absence de concurrence réduisait à néant les frais de publicité et de représentation.

Dès 1872, *la Wholesale* reprit avec succès la fabrique de biscuits Crumpsall près de Manchester et y emploie près de quatre mille ouvriers. Puis successivement elle fonda : à Leicester, à Heckmondwike et à Rutherglen des fabriques de chaussures où elle emploie un millier d'ouvriers ; des fabriques de savons et de bougies à Durham ; des fabriques de lainages et d'habillement à Batley et à Leeds occupant sept cents ouvriers ; à Dunston, un moulin à farine employant deux cents personnes ; une manufacture de tabacs à Manchester, une fabrique de flanelles à Littleborough ; une manufacture de tissus et corsets et des fabriques d'ébénisterie à Broughton ; des fabriques de saindoux, des fabriques de confitures ; de vastes crémeries en Irlande, entreprise qui semble devoir rénover toute l'industrie du lait dans ce pays concurrencé jusqu'alors avantageusement par la France et le Danemark. Entre temps, *la Wholesale* faisait l'acquisition de nombreux domaines agricoles.— Enfin, elle créait des entreprises utiles à toutes ses exploitations et à ses coopératives adhérentes ; elle ouvrait une imprimerie, elle fondait des banques, des compagnies d'assurances et de secours mutuels ; pour le transport de ses marchandises, elle établissait plusieurs lignes de bateaux.

En résumé, *la Wholesale* compte à peu près douze cents sociétés coopératives, groupant environ un million et demi d'adhérents et avec le fonds d'assurances et de réserve, elle dispose d'un capital d'environ cent millions. Elle possède en Irlande, dans l'Inde et à Sydney de grandes

exploitations agricoles et à l'étranger plusieurs comptoirs, d'achat ; dix vapeurs constituent sa flotte. Enfin la *Wholesale* dans ses établissements de production fabrique annuellement pour quatre-vingts millions et, comme intermédiaire, vend aux coopératives pour cinquante millions de marchandises.

Devant de si prodigieux résultats, on peut se demander comment la *Wholesale* n'ait pas appliqué un des principaux principes coopératistes d'après lequel « ceux qui ont contribué à la création de la richesse ont droit à une part dans sa répartition » ; en un mot, comment se fait-il que les employés de la *Wholesale* n'aient pas été admis dans la répartition des bénéfices ?

Le principal argument fourni par la *Wholesale* en réponse à ce grief qu'on lui adresse, consiste à dire que son rôle à elle est exclusivement d'améliorer la situation de la classe ouvrière, en lui permettant de faire des économies, mais que, ne pouvant et ne voulant pas faire de bénéfices, elle ne peut donc y associer son personnel. Il faut en effet considérer que si la *Wholesale* a un chiffre annuel d'affaires de cinq cents millions, elle ne réalise cependant que huit millions de bénéfices ce qui donne une rémunération d'à peu près 1,8 % qui est employée en amortissements et en dividendes payés aux coopératives actionnaires. C'est-à-dire que les bénéfices demeurent en fin de compte à la disposition de la classe ouvrière. La *Wholesale* fait valoir encore en faveur de sa thèse de la non-participation de « son » personnel aux béné-

fices, que ses employés sont payés beaucoup plus cher qu'ailleurs, qu'ils travaillent dans des locaux éminemment salubres, car les ateliers et les magasins de la *Wholesale* constituent au point de vue de l'hygiène de véritables modèles ; enfin, que toutes facilités leur sont données pour se nourrir et se vêtir à très bon compte et que, vraiment, si on leur octroyait encore une participation dans les bénéfices, ce serait leur attribuer une véritable part léonine aux dépens du reste de la classe ouvrière.

On a pu voir à quels prodigieux résultats peut conduire la coopération bien entendue et la *Wholesale* nous paraît avoir bien réalisé ce programme que nous proposons à tous les coopérateurs et qui consiste à créer d'abord des coopératives de consommation et avec les sommes accumulées grâce à celles-ci, fonder des coopératives de production fabriquant ce dont les premières ont besoin pour leurs adhérents.

**VI. — Les coopératives de production peuvent recourir aux grands établissements de crédit.**

Disons, tout d'abord, qu'elles n'obtiennent que très difficilement des capitaux de la part des grandes banques ou, du moins, que des prêts ne leur sont accordés qu'à des conditions tellement onéreuses, qu'il est plus sage pour elles de s'abstenir. C'est ainsi que le *Crédit foncier* qui est astreint de par une clause de son contrat avec le gouvernement, de consentir des avances aux coopéra-

tives de production, mais seulement sur le montant des travaux en cours, ne prête qu'à 4 1/2 %, taux, qui en fait, devient bien plus élevé car il faut y ajouter le droit d'enregistrement du transport des créances au profit du *Crédit foncier* qui exige cette garantie, droit qui est de 1,25 % ; il faut y ajouter aussi les frais de signification et les frais de main-levée qui sont les mêmes, quelle que soit l'importance des transports de créance. De sorte que en fin de compte, le taux est au moins de 8 % pour les gros emprunts et peut atteindre jusqu'à 16 % quand il ne s'agit que de prêts peu importants.

En dehors de ces taux très élevés que doivent en définitive payer les coopératives de production quand elles s'adressent au *Crédit foncier*, elles ne peuvent obtenir de cet établissement, naturellement très défiant à leur égard, que l'exécution stricte des conventions et, en aucun cas, si elles se trouvent, à un moment donné, dans des conditions difficiles d'existence, elles ne peuvent espérer des conditions bienveillantes.

Aussi les coopératives de production ont-elles tout avantage à s'adresser à des établissements de crédit créés spécialement pour elles et pouvant leur procurer des capitaux à un taux raisonnable et qui soient susceptibles de leur donner quelquefois plus que des secours matériels : une aide morale.

Les premiers efforts qui avaient été tentés en France, en vue de créer des banques coopératives n'avaient pas, nous le savons déjà, été couronnés de succès.

En 1863, au moment où le gouvernement impérial qui affectait de s'engager dans une voie libérale, encourageait la création de coopératives de production, fut fondé le *Crédit au travail*, banque destinée à prêter aide aux coopératives et dont le capital était à l'origine de vingt mille francs mais qui avait pu, quelques mois plus tard, être porté à soixante mille francs et après certaines fructueuses opérations et aussi grâce l'appui que fournirent des coopératistes généreux, atteignit bientôt près de trois cent mille francs. Somme encore bien restreinte, à la vérité, et dont l'insuffisance devait être en quelque sorte la cause de la ruine du *Crédit au travail* qui était obligé de prêter à long terme à des coopératives dont les débuts sont généralement difficiles et nécessitent l'emploi de sommes importantes. Bien que sa situation financière ne fut pas en vérité absolument mauvaise, son capital ayant été inconsidérément immobilisé, la banque du *Crédit au travail* se trouva dans la nécessité de suspendre ses paiements, ce qui provoqua bientôt sa mise en faillite. — Une autre banque : la *Caisse d'escompte des associations populaires*, créée par M. Watras et M. Léon Say, eut une destinée semblable et tomba pour des raisons analogues.

Vers la même époque, disparut aussi la *Banque des associations coopératives* qui avait en quelque sorte été fondée sous les auspices impériales, puisque l'empereur Napoléon III avait personnellement souscrit cinq cent mille francs, soit la moitié du capital social

qui était de un million. Cependant, les causes de la non réussite de la *Banque des associations coopératives* furent pour ainsi dire d'ordre opposé à celles qui avaient provoqué la faillite du *Crédit au travail*. Le *Crédit au travail* s'était montré trop généreux et trop entreprenant ; au contraire, la *Banque des associations coopératives*, ne consentait des prêts qu'en exigeant des garanties si excessives, que les coopératives de production s'abstenaient de lui demander aide ; ce qui fit que cette banque, dont les débuts avaient été si prometteurs, disparut en quelque sorte faute de clientèle.

On voit par ces deux exemples si opposés, combien il est difficile de fonder une banque présentant toutes les conditions de sécurité et de souplesse désirables afin de s'adapter utilement au type de la société coopérative de production ; aussi, après les divers mécomptes que donnèrent les établissements dont nous venons de parler, ne se fonda-t-il plus de banques coopératives avant l'année 1896.

*La Chambre consultative des associations de production* qui comprenait que les coopératives de production parviendraient difficilement à se constituer s'il n'existait pas un établissement de crédit créé spécialement pour elles, fonda en 1896, la *Banque coopérative des associations ouvrières de production en France*. — Cette banque, ne fut constituée qu'avec un capital nominal de trente mille francs, dont dix mille seulement effectivement versés. Ce capital originel fut assez rapidement

augmenté en raison de la subvention de cinquante mille francs qu'accorda l'Etat et dont nous avons parlé déjà (1) et aussi en raison de divers dons de cinquante et de cent mille francs faits par de généreux donateurs. Le capital social est représenté par des actions nominatives de cent francs ne pouvant être souscrites que par des sociétés coopératives de production et ne devant être transférées qu'à elles, sans qu'aucune coopérative puisse posséder plus de vingt actions.

*La Banque coopérative des associations ouvrières de production* a à sa tête un conseil d'administration de sept membres dont chacun possède au moins cinq actions ; ce conseil est élu pour une durée de quatre années par l'assemblée générale. Une commission de contrôle de trois membres est chargée de fournir, relativement à la gestion du conseil et du directeur, un rapport qui est lu à l'assemblée générale.

Enfin, un Conseil des fondateurs qui ne s'occupe pas à proprement parler des affaires de la société, surveille cependant et assure la direction morale de la banque afin que celle-ci ne perde jamais de vue le but coopératif et en quelque sorte désintéressé qu'elle poursuit. Ce Conseil des fondateurs peut, par un veto, s'opposer aux décisions de l'assemblée générale et peut même, s'il le juge utile, demander aux tribunaux la dissolution de la société.

---

(1) Supra. p. 30.

Les opérations de la *Banque coopérative des associations ouvrières de production* consistent à faire, ainsi que le *Crédit foncier*, des prêts sur travaux en cours, mais dans des conditions beaucoup moins onéreuses que celles de ce grand établissement de crédit. Elles consistent également en des prêts sur marchés conclus par les coopératives avec l'Etat, ou avec une ville, ou même avec des sociétés dont la situation financière est solidement établie. La banque prête aussi aux coopératives de production l'argent qui leur est nécessaire pour déposer les cautionnements exigés en vue de l'adjudication de certains travaux. La banque accorde encore des prêts à long terme mais, pour ce genre d'opérations, les statuts établissent cette restriction que les sommes ainsi prêtées ne sauraient au total dépasser le dixième de son capital et de son revenu. Enfin, la banque fait, dans une assez large proportion, l'escompte des effets de commerce des associations coopératives de production.

Les actions de la banque ne peuvent, en aucun cas, recevoir un intérêt de plus de 5 % ; le reste des bénéfices réalisés par la banque est réparti de la manière suivante :

10 % sont attribués à la réserve légale.

50 % vont à la réserve extraordinaire devant parer aux pertes que pourrait subir la banque.

20 % sont distribués sous forme de dividendes et servent aussi à libérer progressivement les actions dont le montant n'a pas été entièrement versé.

10 % sont répartis entre les employés qui ne peuvent

cependant recevoir ainsi une somme excédant le huitième de leurs appointements.

10 % sont enfin versés à une caisse de secours.

Cette *Banque coopérative des associations ouvrières de production* ne poursuit pas un but lucratif et n'a en vue que d'aider au développement des sociétés coopératives de production. Mais, tout en les aidant activement, elle a su faire son profit des mécomptes de ses devancières, que ruina leur zèle excessif, et elle est parvenue à se maintenir dans une situation suffisamment prospère.

Enfin, la *fondation de M. Benjamin Rampal*, qui en 1879 légua une somme de 1.411.000 francs à la Ville de Paris, à charge pour elle de l'employer en prêts aux sociétés ouvrières de production parisiennes, est d'un grand secours pour les coopératives ayant leur siège social dans la capitale et constitue à leur égard comme une sorte de banque. Les premières sommes prêtées par la Ville de Paris sur le *legs Rampal*, ne lui furent remboursées que dans la faible proportion de 41 %, mais dans les dernières années, elle a pu faire des prêts de six cent mille francs qui lui ont été presque intégralement rendus. Il faut d'ailleurs reconnaître que les prêts ne sont plus consentis qu'à bon escient, la Ville de Paris exigeant la preuve que la situation financière de la coopérative est susceptible d'être améliorée par une aide momentanée. La Ville de Paris ne prête plus sur les sommes provenant du *legs Rampal*, qu'aux coopératives existant depuis plusieurs années déjà et ayant fourni de sérieuses preuves de vitalité.

Ces prêts consentis au taux très raisonnable de 3 0/0 ont été d'un grand secours pour plusieurs coopératives qui pendant une période de crise s'étaient trouvées dans une situation fâcheuse. De plus, en présence de cette constatation que le remboursement qui est fait à la Ville de Paris des avances par elle accordées sur le *legs Rappaport*, est de plus en plus régulier, on peut espérer le succès des divers établissements de crédit qui dans l'avenir pourront encore se fonder en vue de venir en aide aux coopératives de production.

En somme, la formation des capitaux nécessaires à la fondation, à la marche, à l'extension des sociétés coopératives de production, constitue pour elles, cela est bien certain, une difficulté très réelle, mais il ne semble pas que cet obstacle soit insurmontable. Nous avons vu de quels moyens les coopératives disposent actuellement et il n'est pas douteux que si elles savent agir d'accord, elles arriveront, en inspirant davantage confiance par une plus grande cohésion, à multiplier leurs moyens de crédit et pourront recourir aux divers procédés que nous venons d'indiquer dans une plus large mesure que jusqu'à présent.

## SECTION II

### *La direction.*

La direction, qui est un des rouages les plus importants de toute entreprise, ne doit pas être confiée, incon-

sidérement, au premier venu, surtout dans les grandes coopératives de production où la responsabilité du directeur peut devenir très grande. Cette fonction, qui nécessite chez celui qui en est investi des qualités spéciales et des aptitudes d'un ordre assez élevé, ne devra donc être attribuée qu'à un homme qui en quelque sorte aura déjà fait ses preuves et sera préparé à tenir ce rôle de la direction.

Mais, si l'on veut appliquer le principe coopératiste, d'après lequel dans la coopérative les travailleurs doivent se diriger eux-mêmes, il ne semble pas qu'il soit aisé, même parmi les ouvriers les plus intelligents mais qui n'ont pas l'habitude du commandement, d'en trouver qui soient vraiment aptes à diriger avec habileté une entreprise importante. On peut même redouter qu'avec leurs tendances égalitaires, les ouvriers n'élisent n'importe qui, sans savoir s'il a les qualités nécessaires à la direction, ou plutôt, évitent de nommer le plus capable dont la supériorité même les blesse.

Enfin, il est à craindre qu'une certaine anarchie régnant dans la collectivité, les ouvriers ne soient disposés à rendre responsables de leurs déboires ceux auxquels ils ont confié la mission de les diriger et ne soient bien souvent animés à l'égard de leurs gérants ou directeurs d'un trop grand désir de changement. Les ouvriers-directeurs, élevés par le vote de leurs camarades, ne sont pas à l'abri de l'envie de certains d'entre eux ou de leurs ressentiments personnels. Un événement futile, mais

froissant des susceptibilités, peut aisément déplacer la majorité à l'assemblée générale et provoquer la chute des directeurs, or, ces changements trop fréquents sont une cause de désorganisation, et pour qu'elle soit susceptible de prospérer, il est indispensable que la coopérative présente une certaine continuité dans sa direction.

Dans les coopératives de production qui se sont greffées sur une entreprise patronale déjà existante, et qui ont été en quelque sorte façonnées par l'ancien patron, la direction a toujours été mise par lui à l'abri d'une majorité tracassière et c'est une des raisons pour laquelle ces coopératives ont prospéré. — Dans le *Familistère de Guise*, dans la *Maison Leclaire*, les gérants nommés à vie, dirigent la coopérative avec des pouvoirs aussi étendus et autant d'autorité qu'un patron indépendant.

Au contraire, dans certaines coopératives d'origine exclusivement ouvrière, il n'y a pas à proprement parler de directeur mais plusieurs gérants ; dans d'autres, comme l'*Indépendance de l'industrie drapière de Vienne*, les pouvoirs de la direction sont accordés au conseil d'administration ; enfin, dans quelques-unes, comme la *Verrerie ouvrière d'Albi*, ce sont les chefs de service, nommés temporairement par le conseil d'administration qui font fonction de directeurs.

Il ne semble pas que de semblables procédés doivent être préconisés car il résulte d'une enquête poursuivie par l'*Office du travail*, que l'échec de la plupart des coopératives de production doit être attribué au manque d'unité et au peu de stabilité de la direction.

Cette difficulté d'organiser la direction d'une entreprise coopérative est donc bien réelle, pourtant, elle n'est pas insurmontable. Dans le *Familistère de Guise*, dans la *Maison Leclaire*, dans la *Maison Laroche-Joubert*, dans les *Grands magasins du Bon Marché*, les anciens patrons de ces importantes entreprises ont trouvé parmi leurs ouvriers des hommes intelligents qui, initiés par eux, ont été ensuite capables de continuer avec succès, en tant que directeurs, l'œuvre qui leur avait été transmise. Les ouvriers eux-mêmes ont su bien souvent choisir judicieusement leurs camarades qu'ils croyaient dignes et capables de les commander ; nous n'en voulons pour exemple que la société *Le Travail*, qui peut être vraiment citée comme un modèle et dont le directeur, M. Buisson, a su toujours agir avec une grande prudence qui n'excluait pas un certain esprit d'initiative.

A cette question de décider comment doit être confiée la direction et à qui elle peut l'être, s'en rattache une autre, celle de savoir si les directeurs doivent être spécialement rémunérés sous forme d'une part supplémentaire dans les bénéfices ? — Presque toutes les coopératives ouvrières répondent en fait négativement, les ouvriers, imbus d'esprit ultra-égalitaire, pensant que toutes les fonctions sont également utiles dans la coopérative, mais ne considérant pas assez que certaines capacités sont le privilège de quelques uns seuls, que la société coopérative a le plus grand intérêt à s'attacher.

Au contraire, les coopératives d'origine patronale ac-

accordent une large rémunération à la direction. C'est ainsi que, dans *la Maison Laroche-Joubert*, 17 % sont attribués à la direction ; dans le *familistère de Guise* et dans la *maison Leclaire*, les gérants reçoivent près de 25 % et 18,75 %. D'ailleurs, quelques autres coopératives, celles-là d'origine purement ouvrière, rémunèrent la direction, telles sont : la *société le Travail* qui donne 7 % à la direction et 6 % au conseil d'administration, *l'Association des ouvriers lithographes* et la *Société des charpentiers de Paris* qui accordent l'une 10 % et l'autre 25 %.

L'intransigeance de ces ouvriers, qui n'admettent pas pour la direction des avantages pécuniaires spéciaux, nous paraît donc devoir être particulièrement blâmée, parce que tout travail mérite une rémunération et que la direction, ayant un travail supplémentaire, doit avoir aussi une rémunération supplémentaire. En outre, au point de vue où nous nous plaçons, celui de l'obstacle que rencontrent les coopératives dans le recrutement de la direction, il est bien certain que l'absence de rémunération tend à éloigner de la direction des hommes qui y seraient vraiment aptes.

Il est donc hautement désirable que les ouvriers, comprenant que leur principale chance de succès se trouve dans la discipline, discipline à laquelle ils auront d'autant plus de mérite de se plier qu'elle sera volontairement acceptée, élisent leur directeur pour un très long laps de temps, puis ensuite que, faisant confiance à celui qu'ils auront jugé digne de les commander, ils ne permettent sa destitution que dans des cas absolument exceptionnels.

En somme, les ouvriers devront faire leur éducation, leur apprentissage de la direction ; ils devront être assez impartiaux pour reconnaître ceux que des qualités particulières désignent pour la direction et il sera nécessaire qu'ils rétribuent leurs directeurs. C'est par là que la coopérative pourra produire les avantages économiques et sociaux qu'on attend d'elle.

### SECTION III

#### *La main-d'œuvre.*

Dans une coopérative de production, les ouvriers ou employés sont généralement, pour le plus grand nombre, des sociétaires et, réciproquement, certains statuts stipulent même expressément que tout sociétaire ne conservera sa qualité, qu'autant qu'il continuera à travailler pour le compte de la société.

Faisant abstraction des membres de la coopérative qui n'en font partie qu'au titre de capitalistes, ceux-ci n'ayant d'autre souci que de placer plus ou moins avantageusement leur argent et n'ayant pas une situation bien différente de celle d'un actionnaire d'une société anonyme quelconque, on peut dire qu'un double lien unit généralement, en fait, le sociétaire à la coopérative : un contrat de société et un contrat de travail.

La question consiste maintenant à savoir quels rapports fait naître entre les contractants, le contrat de société et quelle conséquence pourra avoir sur lui la rupture du contrat de travail.

Le contrat de société, quand il s'agit d'une coopérative de production, est généralement conclu « *intuitu personæ* » car, ne voulant que des hommes actifs, sur qui on puisse compter, on a l'habitude dans les coopératives de ne prendre que les plus capables, c'est-à-dire de faire une sélection parmi les candidats au titre de sociétaire.

Mais bien qu'il ait été admis dans la coopérative « *intuitu personæ* », il n'en reste pas moins vrai que chaque sociétaire a dû se constituer un apport en espèces qui, si faible soit-il à l'origine, lui donne un droit de créance dans la coopérative, d'autant plus que cet apport peut devenir assez considérable si la société prospère.

Cependant, il peut survenir un jour, que le contrat de travail, liant le sociétaire avec la coopérative, soit rompu du fait du décès du sociétaire ou parce que, vieux ou malade, il doit renoncer au travail ou tout simplement parce qu'il trouve plus rémunérateur de travailler au dehors ; ce qui, par exemple, dans les coopératives de cochers ou de charpentiers est considéré comme un motif d'exclusion.

Il peut arriver aussi que le contrat de travail soit rompu, non du fait du sociétaire, mais du fait de la coopérative car, de même que dans une industrie privée, la direction de la société coopérative est dans une certaine mesure obligée de régler l'intensité de la production d'après l'abondance des commandes qui lui sont faites ; et, si les commandes viennent à lui faire défaut, la coo-

pérative sera quelquefois dans l'obligation de se priver momentanément du travail de plusieurs sociétaires qui souhaiteront peut-être alors se retirer définitivement d'une société où leur gagne-pain n'est plus assuré. — Enfin, en raison de leur inconduite, de leur paresse, ou même seulement en raison d'une grave divergence d'opinions entre la majorité et une faible minorité, la coopérative se verra quelquefois dans la dure nécessité de procéder à l'exclusion de certains de ses membres.

Dans tous les cas que nous venons d'énumérer, quel sera le sort réservé à l'apport en espèces constitué par le sociétaire ? Devra-t-il être transmis à ses héritiers ? — Devra-t-on le rendre dans un bref délai, au risque peut-être de gêner de façon sensible la trésorerie de la société, si cet apport est assez considérable ou si le nombre des dissidents se trouve être élevé ?

Un principe nous paraît régir cette question : Le capital social ayant été créé, puis ensuite progressivement accru, moins dans un intérêt particulier, ainsi que cela a lieu dans une société ordinaire, que par esprit de mutualité ouvrière, c'est-à-dire dans un but d'intérêt collectif, il nous semble donc que les droits de chaque sociétaire devraient être subordonnés, dans la plus large mesure, aux conditions de prospérité de la société qui, avant toute chose, doit être sauvegardée.

Comme conséquence de ce principe, on peut donc se demander si, quand un membre de la coopérative quitte la société pour un motif quelconque, la société doit lui

rembourser la part qu'il a acquise dans le capital social ou bien si cette part doit au contraire demeurer à la disposition de la coopérative.

Mais la rigueur du principe que nous venons de formuler, et qui subordonne les intérêts particuliers à l'intérêt supérieur et général de la société, nous paraît devoir être tempérée par une question de fait :

Pratiquement parlant, il est inadmissible que si des événements indépendants de la volonté du sociétaire se produisent, tels que chômage, maladie ou vieillesse, qui l'empêchent de continuer à travailler pour la société, il soit, sous prétexte qu'il ne peut continuer à remplir son contrat de travail, éliminé purement et simplement sans rentrer en possession de sa part de capitaux. Et même, si le sociétaire veut se retirer de son plein gré, on ne saurait, sans paraître vouloir paralyser sa volonté, et le maintenir en quelque sorte malgré lui dans le sein de la société, refuser de lui restituer l'argent qu'il a versé à une collectivité d'individus avec qui il se trouve maintenant en désaccord. Enfin, si pour des motifs de paresse ou de malhonnêteté par exemple, on croit devoir exclure un sociétaire, il ne peut pas être admis qu'on lui infligera comme sanction à son inconduite la non-restitution de sa part, ce qui pourrait constituer une rigueur souvent excessive, quelquefois injuste, et qui, en tout cas, serait certainement jugée telle par le sociétaire exclu.

Donc, il ne saurait être approuvé qu'une coopérative

confisque purement et simplement la part d'un sociétaire dissident pour une raison quelconque, parce que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. Mais alors, ne restent que deux solutions possibles : ou bien la coopérative devra se réserver le droit de conserver la part du sociétaire dissident, tout en permettant à celui-ci de toucher un intérêt ou dividende ; ou bien il faudra qu'elle lui rende son apport augmenté d'une somme calculée proportionnellement à l'accroissement général du capital social.

La première solution, qui consisterait pour la coopérative à conserver la part du sociétaire, mais en lui payant en échange un dividende, ne nous semble pas devoir être admise, car, s'il en était ainsi, il conviendrait de laisser au sociétaire certains droits de vote ou autres nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts dans la coopérative. Or, il pourrait être fâcheux, qu'une personne, devenue indifférente et peut-être même hostile à l'égard de la société où elle n'avait été admise qu'en raison de ses facultés de travail, puisse y conserver une autorité quelconque, alors qu'elle n'y exercerait plus les capacités qui avaient été la cause déterminante de son admission.

Nécessairement, il faut donc rembourser la part sociale au sociétaire dissident ou, en cas de décès, la transmettre à ses héritiers ; cependant, à notre avis, de longs délais et de grandes facilités de paiement doivent être accordés à la coopérative afin que celle-ci souffre le moins

possible de ces retraits de fonds. C'est ainsi que dans la *Coopérative des ouvriers selliers*, on peut mettre cinq ans à rembourser la part du sociétaire dissident, mais en versant un intérêt de 4 % aux capitaux demeurés dans les coffres de la société.

*La société coopérative des ouvriers facteurs de piano*, s'accorde vingt ans pour rembourser. La société coopérative des *Charpentiers de la Villette* rembourse dans les trois ans, si le départ du sociétaire est la conséquence de sa démission ou de son exclusion, mais, en cas de décès, elle se contente de verser un intérêt aux héritiers tout en se reconnaissant un droit de remboursement à une date plus ou moins éloignée, choisie par elle à sa convenance.

Cette manière d'agir nous semble donc absolument conforme au principe coopératif. Elle constitue aussi une mesure de prudence, en ce sens qu'elle est d'accord avec l'art. 52 de la loi 1867 qui considère les sociétaires dissidents comme tenus pendant cinq ans envers les tiers des obligations de la société au moment de leur départ.

ART. 52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires et sauf l'application du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article précédent.

Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée par la modification des statuts que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée

général, restera tenu, pendant cinq ans, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

Or, quelle meilleure garantie, la coopérative aura-t-elle de l'exécution des obligations auxquelles le sociétaire dissident est tenu en vertu de l'art. 52 de la loi de 1867, que de conserver pendant cinq ans au moins la part qui lui revient.

Notons du reste, en passant, que la loi de 1867 limite par son article 51, le total du retrait d'apports que peuvent faire les sociétaires.

ART. 51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports autorisés par l'art. 48. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social.

Cet article 51, a pour but de sauvegarder les intérêts des tiers qui, au cas où la société coopérative ferait de mauvaises affaires, pourraient être frustrés ; en ce sens, que le capital social serait réduit presque à néant par le retrait successif des parts des sociétaires.

Enfin, pour compléter cette étude relative au sort qui doit être réservé aux capitaux du sociétaire dissident, il convient aussi de dire un mot des sommes qu'il a pu verser aux sociétés de secours mutuels dépendant de la coopérative de production. La loi reconnaît au sociétaire le droit de ne pas être privé du bénéfice de ses précédents versements aux caisses de secours mutuels. Et réciproquement, en pratique, il est admis par la plupart des coopératives, que les capitaux des sociétés de secours mutuels, comme du reste ceux provenant de

la réserve constituée chaque année par la coopérative, sont définitivement acquis aux caisses sociales et ne peuvent plus, sous aucun prétexte, être retirés par les sociétaires.

Nous avons dit précédemment que la direction de la coopérative, devant régler l'intensité de la production selon le nombre des commandes lui parvenant, il pourrait arriver qu'elle doive, dans certains cas, se priver du travail d'une partie de ses sociétaires et dans d'autres cas, au contraire, employer des auxiliaires étrangers.

Or, en vertu de quelles règles, en cas de manque de travail, pourra-t-on astreindre au chômage tels sociétaires plutôt que tels autres ? dans quelle mesure, au cas contraire où les sociétaires seraient insuffisants pour subvenir aux commandes, devra-t-on faire appel à la main d'œuvre étrangère ? quels seront les droits de ces auxiliaires par rapport au capital social et aux bénéfices sociaux ?

La plupart des coopératives de production admettent que, sans perdre leurs droits dans la société, les sociétaires pourront être autorisés ou même engagés à travailler au dehors quand il sera impossible de les employer tous en raison de la pénurie des commandes. Pour procéder à la désignation des sociétaires qui seront les premiers privés de travail, on a recours à divers modes :

Dans certaines coopératives, ce sont les plus récents adhérents qui sont les premiers privés de travail. Dans d'autres, comme *l'Association coopérative des ouvriers tisseurs de Paris*, on procède à une sorte de roulement

entre les sociétaires qui n'ont pas pu trouver de travail au dehors et la coopérative devient en quelque sorte un atelier de chômage.

Enfin, dans d'autres coopératives, cela se passe ainsi, à l'*Imprimerie nouvelle*, on préfère diminuer également les heures de travail de tous les ouvriers de l'atelier coopératif, évitant ainsi d'en contraindre quelques-uns à un chômage complet.

Si nous envisageons maintenant le cas contraire, c'est-à-dire celui où les sociétaires sont incapables de satisfaire eux-mêmes toutes les commandes qui leur parviennent ; comment fera-t-on appel à la main d'œuvre étrangère et quelle situation réservera-t-on aux nouveaux venus ?

La coopérative ne limitant pas son objet à l'amélioration de la situation d'un nombre restreint de travailleurs, ayant pu acquérir dans son sein la qualité de sociétaire, mais visant à l'émancipation de la classe ouvrière tout entière, doit au moins, à notre avis, faire profiter des mesures heureuses qu'elle préconise, tous ceux qui par leur labeur contribuent à la prospérité de son entreprise.

Cependant, nous sommes obligés de constater que beaucoup de coopératives, tant en France qu'en Angleterre, repoussent l'idée de la participation des auxiliaires aux bénéfices ; aussi ces coopératives nous semblent-elles dépourvues du véritable esprit de coopération. On pourrait nous objecter, il est vrai que dans le *Familistère de*

*Guise* par exemple, les auxiliaires ne sont pas admis au partage des bénéfices ; nous ne pouvons que le regretter mais en faisant remarquer que, malgré tout, il y a dans cette exploitation une situation spéciale faite aux auxiliaires puisqu'ils ne font qu'une sorte de stage à la suite duquel, s'ils en sont jugés dignes, ils pourront entrer dans les classes supérieures et prendre part aux bénéfices. Il n'y a pas dans le *Familistère de Guise* un fossé infranchissable entre les auxiliaires d'une part, et les participants, les associés et les sociétaires d'autre part ; bien qu'ils n'aient pas tous des droits dans la répartition des bénéfices, il n'en sont pas moins unis par des liens de solidarité très étroite. Au contraire, la situation est tout à fait différente dans la fameuse *Société industrielle et commerciale des Lunettiers* où les cent vingt sociétaires se partagent tous les bénéfices à l'exclusion de leurs quinze cents ouvriers : *La Société des Lunettiers* coopérative ouvrière créée en 1849, a en réalité insensiblement évolué jusqu'à devenir une entreprise exclusivement patronale.

Il est bien certainement quelque peu blessant de voir cette société qui a profité à son origine des faveurs que l'on accordait aux seules coopératives, lutter à armes inégales contre le petit commerce dans le but exclusif de servir l'intérêt personnel de ses membres. — Ce sont des exemples de cette nature qui amenèrent M. Lourties, rapporteur d'un projet de loi que nous étudierons ultérieurement, à demander que les coopératives de

production fussent dispensées de la patente mais à la condition qu'elles accorderaient 50% de leurs bénéfices à leurs ouvriers entre qui la répartition se ferait au prorata des salaires.

Que la société ouvrière fasse donc appel à la main d'œuvre étrangère dans la mesure de ses besoins, mais qu'elle ne creuse pas un véritable fossé entre ses sociétaires et ses auxiliaires, se donnant ainsi, sous la dénomination hypocrite de « coopérative », l'apparence d'une société patronale ordinaire. — Qu'elle admette au contraire ses auxiliaires à faire une sorte de stage à la suite duquel, s'ils en sont jugés dignes, ils pourront devenir sociétaires à leur tour; en tout cas, que la société ouvrière unisse tous ceux qu'elle emploie par des liens de solidarité et de mutualité en admettant dans une mesure raisonnable ses auxiliaires au partage des bénéfices, car c'est le meilleur moyen de propagande en faveur de la coopération, que de permettre aux ouvriers d'apprécier par eux-mêmes les avantages qui en découlent.

#### SECTION IV

##### *Les débouchés.*

Il faut reconnaître que la plupart du temps les coopératives de production ont eu beaucoup de mal à écouler leurs produits parce que le public s'est généralement défié d'elles; et par « public » nous entendons la grande

masse des consommateurs, regardant avec inquiétude cette forme nouvelle de la production dans laquelle il n'y a pas la responsabilité d'une personne unique mais une responsabilité éparse sur la tête des sociétaires. De leur côté, les patrons, voyant dans les coopératives des concurrentes, des précurseurs d'un état de chose nouveau menaçant de les éliminer, se sont ligués contre elles et contre l'idée qu'elles représentent et se sont abstenus de devenir les clients de celles mêmes qui fabriquaient à meilleur compte que partout ailleurs les objets dont ils pouvaient avoir besoin. On peut rappeler à ce sujet l'exemple typique cité par M. Brelay dans un article où il raconte les débuts difficiles de *l'Association des tonneliers de Morlaix* : « Le printemps qui approchait, permettait d'espérer une forte production de beurre pour l'été de 1904 ; « mais à ce moment, les patrons tonneliers, voyant plusieurs négociants de Morlaix passer quelques ordres à « la coopérative, résolurent de mettre ces négociants à « l'index. Ils décidèrent que les grands ateliers patronaux ne feraient plus de barils à beurre ; tant pis pour « le commerce le plus important de la région : il fallait « que la coopérative disparut ! » Des procédés analogues furent employés par les verriers de Rive-de-Gier : afin de rendre impossible la réussite de la coopérative de production créée par les ouvriers, les patrons s'imposèrent des sacrifices, ils vendirent momentanément des bouteilles à des prix dérisoires, bien au-dessous du prix de revient, leur fortune leur permettant d'employer des

moyens aussi onéreux ; au contraire, la coopérative ouvrière ne pouvait soutenir la lutte parce que, trop démunie de capitaux, elle ne pouvait s'imposer de vendre à perte ainsi que le faisaient ses riches concurrents.

Voilà pourquoi les coopératives de production, contre qui se liguèrent les forces patronales et auxquelles il n'était guère permis de compter sur la clientèle des particuliers, furent souvent contraintes de chercher ailleurs leurs débouchés et durent avoir recours à l'Etat, aux départements et aux communes qui leur étaient plus favorables. En effet, grâce à une législation de faveur, les coopératives furent admises d'une manière privilégiée aux adjudications des travaux et fournitures pour le compte de l'Etat et des communes.

Ces avantages concédés aux coopératives ont été fort critiqués par certains qui ont fait remarquer que, si l'on favorisait les coopératives de production, cela était au détriment des entrepreneurs et, qu'en toute justice, on ne saurait admettre que les pouvoirs publics manifestent leur partialité pour certains citoyens, intéressants sans aucun doute, mais qui n'ont cependant pas des titres suffisants pour se voir octroyer un régime de faveur.

En réalité, il ne faut pas s'exagérer l'importance de ces mesures favorables prises à l'égard des coopératives de production car on s'est borné à débarrasser celles-ci des formalités, qu'en raison de leur peu de crédit elles ne peuvent que difficilement remplir. D'ailleurs, en retour, les pouvoirs publics ont pris vis à vis des coopéra-

vites, certaines autres garanties qui, dans une certaine mesure, compensent celles dont on les dispense.

Tout d'abord, les coopératives sont dispensées du cautionnement, lorsque les travaux ou fournitures à effectuer ne dépassent pas une valeur de cinquante mille francs.

Pour bien nous rendre compte des avantages qui sont concédés aux coopératives, voyons, en premier lieu, quelles sont les règles générales ordinaires en matière de travaux publics ; puis, ensuite, de quelles exceptions à ces règles générales on fait profiter les sociétés ouvrières.

Déjà, l'art. 4, § 2 du décret du 18 novembre 1882 permettait d'insérer dans les cahiers des charges spéciaux une clause dispensant un adjudicataire de tout cautionnement soit provisoire, soit définitif. Puis, en 1892, l'art. 4 des clauses et conditions générales pour les ponts et chaussées et l'art. 4 des clauses et conditions générales pour le département de la guerre, paraissent au contraire supposer qu'il y aurait toujours lieu à cautionnement provisoire et définitif. Il est vrai que par l'art. 1, on laisse toujours aux cahiers des charges spéciaux le soin de fixer le montant du cautionnement, mais on ne leur abandonne pas le droit de le supprimer et, ne voulant pas que le silence des cahiers des charges spéciaux à ce sujet, puisse être interprété comme une dispense de cautionnement, on a eu soin de spécifier des chiffres minima qui sont, du sixième de l'estimation des travaux pour le cautionnement provisoire et du tiers pour le cautionnement définitif.

Telles sont les règles appliquées aux entrepreneurs en général, voyons maintenant de quelles mesures de faveur ont profité les sociétés ouvrières ;

Les sociétés ouvrières, ne disposant pas de capitaux considérables, ne pouvaient que difficilement déposer les cautionnements élevés que l'on exige le plus souvent des adjudicataires ; aussi, le décret du 4 juin 1888, modifiant le décret du 15 juillet 1843 déjà rendu en leur faveur, se préoccupe-t-il tout à la fois de faciliter aux sociétés ouvrières la conclusion des marchés de travaux publics en les dispensant du cautionnement et d'exiger d'elles, cependant, d'autres [garanties suffisamment sérieuses.

Tout d'abord, l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 juin 1888 conseille de fractionner les lots en tenant compte de la nature des professions intéressées, ce qui est fait dans le but bien évident de permettre aux associations professionnelles de prendre part à des travaux dont l'importance ne soit pas trop considérable pour les effrayer. — Puis, dans l'article 2, on accorde aux sociétés ouvrières l'exemption de l'adjudication pour les travaux et fournitures ne dépassant pas vingt mille francs. — Enfin, dans l'article 4, les sociétés ouvrières sont dispensées du cautionnement quand le montant des travaux ou fournitures est inférieur à cinquante mille francs.

ART 1<sup>er</sup>. — Les adjudications et marchés de gré à gré, passés au nom de l'Etat, sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou des fournitures,

ou en tenant compte de la nature des professions intéressées.

ART. 2. — Les sociétés d'ouvriers français, constituées dans l'une des formes prévues par l'art. 19 du code de commerce ou par la loi du 24 juillet 1887, peuvent soumissionner dans les conditions ci-après déterminées, les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'Etat.

Des marchés de gré à gré peuvent également être passés avec ces sociétés pour les travaux ou fournitures dont la dépense totale n'excède pas vingt mille francs.

ART. 4. — Les sociétés d'ouvriers sont dispensées de fournir un cautionnement, lorsque le montant prévu des travaux ou des fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas cinquante mille francs.

Un autre avantage est encore fait relativement à l'adjudication de travaux publics aux sociétés ouvrières, par l'art. 5 du décret du 4 juin 1888.

ART. 5. — A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de sociétés d'ouvriers, cette dernière sera préférée.

Dans le cas où plusieurs sociétés d'ouvriers offriraient le même rabais, il sera procédé à une réadjudication entre ces sociétés sur de nouvelles soumissions.

Si les sociétés se refusaient à faire de nouvelles offres ou si les nouveaux rabais ne différaient pas, le sort en déciderait.

Enfin, alors que les entrepreneurs ne se voient payer des acomptes qu'après que les décomptes bimensuels sont établis, et que le décret du 13 novembre 1893 spécifie : « qu'il convient d'apporter une grande réserve dans l'allocation des acomptes aux entrepreneurs » ; ce même décret du 13 novembre 1893, reproduisant l'art. 6 du décret du 4 juin 1888, fait des réserves en faveur des sociétés ouvrières :

ART. 6. Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les cahiers des charges.

Ce décret du 4 juin 1888 ne s'applique expressément qu'aux travaux publics :

ART. 8. Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux marchés ou adjudications qui concernent les travaux ou fournitures de la guerre et de la marine, lorsque l'application de ces dispositions paraîtra au ministre préjudiciable aux intérêts de service.

Cependant, adoptant dans une certaine mesure le décret du 4 juin 1888, le ministre de la guerre dans l'article 2 de son instruction du 16 juin 1904, prévoit deux exceptions à la règle du cautionnement :

1. — Il n'est plus exigé de cautionnement définitif pour les marchés dont l'importance est inférieure à vingt mille francs.

2. — Les sociétés d'ouvriers français constituées dans l'une des formes des sociétés à capital variable sont dispensées de fournir un cautionnement quand le montant du marché est inférieur à cinquante mille francs.

Toutes ces faveurs faites aux coopératives de production ont été blâmées par certains auteurs, qui non seulement disent qu'elles marquent une inégalité au détriment des entrepreneurs ordinaires mais que, surtout, elles ne permettent pas de s'assurer suffisamment de la solvabilité des sociétés ouvrières. C'est ce qu'exprime notre savant professeur de droit administratif, M. Berthélemy, quand il dit : « Le résultat ainsi atteint est fâcheux parce que ces associations ouvrières insolubles et composées d'insolubles ne risquent rien de faire des rabais excès-

« sifs ; on renonce aux garanties de solvabilité dans l'hypothèse où elles sont le plus nécessaires ». (1)

L'opinion de M. Berthélemy nous semble un peu excessive car si l'on n'exige pas des coopératives de production des garanties pécunières, on leur en demande quelques autres assez sérieuses qui sont énumérées dans l'article 3 du 4 juin 1888 :

ART. 3. — Pour être admis à soumissionner, soit par voie d'adjudication publique, soit par voie de marché de gré à gré, les entreprises de travaux publics ou fournitures, les sociétés devront préalablement produire :

1° La liste nominative de leurs membres ;

2° l'acte de société ;

3° les certificats de capacité délivrés aux gérants, administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrage effectué ou de fournitures livrées.

Les sociétés indiqueront en outre, le nombre minimum de sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché.

En cas d'adjudication, les pièces justificatives exigées par le présent article, seront produites dix jours au moins avant celui de l'adjudication.

En obligeant la coopérative de production à indiquer le nombre de ses sociétaires, on peut s'assurer de son importance et en même temps de ce qu'elle possède la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de ses engagements. En exigeant des hommes qui sont à la tête de la société des certificats de capacité délivrés par des hommes de l'art, on s'assure de leurs qualités techniques.

---

(1) Traité de droit administratif de M. Berthélemy, p. 609.

Du reste, il ne faut pas oublier que, tout comme un entrepreneur ordinaire, la société ouvrière ne peut devenir définitivement adjudicataire qu'après approbation du ministre et que si celui-ci trouvait insuffisantes les garanties exigées de la coopérative de production, il pourrait toujours refuser son assentiment. En outre, la société ouvrière est constamment surveillée de très près pendant toute la durée des travaux, puisqu'en matière de travaux publics, l'entrepreneur doit toujours obéir à des ordres de service ; les droits de la société ouvrière étant ainsi très limités par l'administration, toute malfaçon de sa part devient impossible.

En résumé, le régime de faveur consenti aux sociétés ouvrières, consiste surtout en ce que pour des travaux de faible importance (cinquante mille francs au maximum), on les a dispensées de cautionnement mais en exigeant d'elles d'autres garanties qui, pour n'être pas pécunières, n'en sont pas moins très suffisantes.

L'administration, elle-même, semble n'avoir eu qu'à se louer d'avoir facilité les adjudications aux sociétés ouvrières qui lui ont, en général, consenti des rabais beaucoup plus considérables que ceux que jusqu'alors elle avait pu obtenir des entrepreneurs ordinaires.

Il nous faut aussi dire un mot des coopératives agricoles et des débouchés qu'elles peuvent trouver à leurs produits. Ces coopératives agricoles de production sont très différentes dans leur esprit des coopératives indus-

trielles de production. Ce ne sont pas des sociétés formées d'agriculteurs ayant fusionné leurs exploitations pour travailler en commun, ou d'ouvriers se réunissant et apportant à la société leur travail manuel, mais ce sont des sociétés constituant des exploitations à part de celles des associés et que ceux-ci utilisent par la transformation de leurs produits agricoles puis pour la vente de ces produits. Telles sont les sociétés coopératives vinicoles qui fabriquent, avec les raisins de leurs associés, du vin qu'elles se chargent ensuite de vendre. C'est dans cet objectif que fut créée en 1900, à Damery, *l'Association des Producteurs de Champagne* ; en 1901 à Béziers *la Société des Vignerons libres de Maraussan* ; en 1907, à Perpignan *la Société coopérative de Bonpas*. Telles sont, les sociétés coopératives fruitières comme *le Syndicat des Fruitières du Jura*, ou les sociétés coopératives fromagères dans lesquelles les associés se sont entendus afin de procurer tout leur lait à la société coopérative de production. Ils touchent un intérêt fixe pour le capital qu'ils ont engagé dans la société, puis ils reçoivent une part du bénéfice réalisé, proportionnellement à la quantité de lait qu'ils ont fourni à la coopérative.

Il y a environ deux mille sociétés fromagères en France ; on en trouve tout particulièrement en Bretagne, dans le Nord et dans l'Aisne, dans le Poitou et dans la Charente. La loi du 29 décembre 1906 autorise le gouvernement à consentir des prêts aux sociétés coopératives agricoles par l'intermédiaire des « caisses régionales de

crédit mutuel » ; les décrets du 30 mai et du 26 août 1907 règlent d'une manière particulière la façon dont ces prêts doivent être consentis.

Toutes les sociétés vinicoles, fruitières et fromagères trouvent assez facilement des débouchés. Les Halles centrales de Paris sont surtout fournies en beurre et en fromage par les sociétés coopératives fromagères du Poitou et de la Charente. Les produits de ces diverses sociétés étant d'une consommation constante, la production en est régulière et ne semble pas présenter trop d'aléas.

Mais il est bien certain, nous le répétons, que ces coopératives de production agricole sont plutôt des syndicats de propriétaires et nous n'avons voulu les citer qu'en tant qu'elles constituent à nos yeux l'ébauche d'un véritable mouvement coopératif. Qui empêcherait en effet les agriculteurs, petits et grands, de fusionner complètement dans l'avenir et d'intéresser leur personnel aux bénéfices. Réunis, ils réaliseraient des économies très réelles et trouveraient bien plus aisément des débouchés avantageux à leurs produits, surtout si leurs sociétés devenaient les fournisseurs attitrés des coopératives de consommation, ce qui serait très naturel, en raison même de la nature de leurs produits.

Jusqu'à présent les coopératives de consommation ont surtout vendu des choses propres à l'alimentation, au chauffage ou à l'éclairage, tandis que les sociétés de production fabriquaient tout autre chose ; faisaient par exemple, de l'ébénisterie, de la peinture, de la menuiserie,

de la carrosserie, de la bijouterie, des instruments de musique etc... Les produits créés par les coopératives agricoles seraient au contraire très facilement écoulés par les coopératives de consommation.

Donc, à notre avis, les coopératives de production pourront d'une façon générale, trouver des débouchés nécessaires à leur prospérité dans des organismes de même nature qu'elles : dans les coopératives de consommation qui sont bien les intermédiaires opportuns entre les coopératives de production et les consommateurs individuels. Tout se tient dans la coopération et l'école néo-coopératiste voit dans la solidarité des coopératives de consommation et des coopératives de production le moyen d'arriver à réaliser le programme coopératiste.

Pour réaliser ce programme de l'école néo-coopératiste il serait nécessaire que les coopératives de consommation, prenant l'initiative du mouvement, se multiplient et s'étendent, puis qu'elles fondent des coopératives de production auxquelles elles achèteraient les objets dont elles ont besoin.

En définitive, les causes économiques de l'insuccès des coopératives de production se résument à deux :

1° *Education coopératiste* encore insuffisante, embryonnaire en quelque sorte, soit chez les ouvriers, soit parmi la clientèle.

*Chez les ouvriers*, en ce sens qu'ils ne sont pas préparés par leur passé, par leur hérédité à l'organisation

de la production, à la direction des entreprises et qu'ils n'ont pas encore acquis les aptitudes qui leur seraient nécessaires.

*Parmi la clientèle*, parce que la clientèle se défie encore des coopératives, qui constituent une forme nouvelle de la production à laquelle elle n'est pas encore accoutumée et qu'elle craint d'être moins bien servie qu'elle ne le serait par une entreprise, ayant à sa tête un chef unique, responsable et qu'elle connaîtrait.

2° *Absence de solidarité* entre les diverses institutions coopératistes, elles-mêmes, et entre les organes coopératistes et les autres groupements ouvriers. Les ouvriers n'étant pas encore suffisamment organisés, les coopératives de production sont demeurées à l'état autonome et isolé au lieu de se rattacher aux organismes d'association, au lieu de chercher la force où elles auraient pu la trouver, c'est-à-dire dans une solide union avec les coopératives de consommation et les syndicats ouvriers.

---

## CHAPITRE IV

### Législation des Coopératives

---

On chercherait vainement, dans le texte de nos lois le mot « coopérative » ou le mot « société coopérative. » — Ce n'est pas que le législateur n'ait pensé à désigner les coopératives par une dénomination particulière, mais son défaut a été de ne pas préciser sa notion de la coopérative qu'il a confondue plus ou moins gravement avec d'autres types de sociétés. C'est ce dont va nous convaincre l'histoire de notre législation. Cette histoire se divise en deux phases : l'une, antérieure à la loi du 24 juillet 1867, où la confusion que nous venons de signaler est complète ; l'autre, commencée en 1867 et n'ayant pas encore pris fin, où la société coopérative est comprise dans la conception large de : « sociétés à capital variable. »

#### SECTION I

##### *Législation antérieure à l'année 1867*

Antérieurement à la loi du 24 juillet 1867, les sociétés coopératives étaient soumises aux lois du 23 juillet 1856 et du 23 mai 1863. Or, ces lois, qui constituaient le droit commun à toutes les sociétés en général, ren-

daient pour diverses raisons, la constitution des coopératives particulièrement difficiles.

C'est ainsi que, d'après la loi du 23 mai 1863, une société à responsabilité limitée ne pouvait se fonder, lorsque son capital était inférieur à deux cent mille francs, qu'avec des actions d'un minimum de cent francs, dont un quart au moins devait être versé lors de sa constitution (art. 3 et 4) : en outre, les frais de constitution et les frais de publicité étaient élevés. Il était donc bien malaisé à des ouvriers, avec leurs épargnes modiques, de constituer sous cette forme des coopératives, d'autant plus, que ces difficultés premières étaient encore aggravées pour les administrateurs qui devaient posséder au moins le vingtième du capital social (art. 7).

La société en commandite simple exigeait, elle, un commandite ou gérant ; or, à cette époque, l'on se défiait des gérants qui, presque entièrement maîtres de la société qu'ils géraient, avaient bien souvent abusé de leurs pouvoirs pour se livrer à des opérations hasardeuses. De plus, la société en commandite simple était soumise au régime de la liberté, ce qui facilitait, lors de sa formation, une majoration excessive des apports, contrairement à ce qui se passait pour la société anonyme où la nécessité de l'autorisation gouvernementale limitait forcément la fraude.

Enfin, la société en commandite simple comme la société en nom collectif entraînant la responsabilité

indéfinie et solidaire des associés, épouvantaient à juste titre les ouvriers. D'autant plus, que la société en commandite simple et la société en nom collectif, étant des sociétés formées « *intuitu personæ* », se dissolvaient dès que l'un des associés se retirait de la société, ou cédait sa part sociale par acte entre vifs ou testamentaire. Ces menaces d'incessantes perturbations rendaient impossible, sous la forme de la société en commandite simple ou en nom collectif, la création d'importantes sociétés ouvrières.

Quant à la société anonyme, elle était inabordable pour les ouvriers, parce qu'elle était soumise à l'autorisation gouvernementale. Les ouvriers voulant fonder une société coopérative sous la forme anonyme, se trouvaient en effet dans une cruelle situation : d'une part, il leur fallait avoir un capital suffisant pour obtenir l'autorisation du gouvernement et, d'autre part, ils ne pouvaient s'assurer la confiance et la souscription des capitalistes, que s'ils étaient munis de l'autorisation gouvernementale ; c'était là un dilemme dont ils ne pouvaient sortir.

Aussi, malgré les inconvénients de la société en commandite simple et de la société en nom collectif, était-ce sous l'une ou l'autre de ces formes que les coopératives se fondaient le plus volontiers.

Pour obvier à tous ces inconvénients, un projet de loi du 28 mars 1865 essaya de régler d'une façon distincte les conditions de constitution des sociétés coopératives :

L'article 52 du projet de loi reconnaissait la mobilité du capital et du personnel de la coopérative et l'art. 58 dispensait la société de l'obligation de publier ces modifications. L'article 53 permettait d'émettre des actions dont la valeur nominale fixée par les statuts pourrait être inférieure à cent francs. Enfin, d'après le projet de loi, une simple déclaration sous signature privée pouvait constater la souscription du capital et le versement du premier quart.

Or, quelles sociétés devaient bénéficier de ces dispositions ? Tout d'abord, on avait tenté une énumération d'après laquelle seules auraient pu profiter de la nouvelle loi : « les sociétés qui se fonderaient pour construire  
« des maisons pour le logement des associés, revendre  
« aux tiers comme aux associés les objets achetés, se  
« livrer au travail, isolément, aussi bien que dans l'atelier ». Mais, on craignit bientôt que cette énumération ne fut trop étroite et l'on se décida à joindre le projet de loi du 28 mars 1865 à la grande loi sur les sociétés déjà en préparation et l'on admit que toutes les sociétés, sans distinction, pourraient profiter de ces dispositions.

Cependant, la variabilité du capital pouvant être adoptée par toutes les sociétés, on devenait en droit de redouter, que si les statuts étaient susceptibles à eux seuls de déterminer le chiffre minimum des actions, il ne fut, dans un but d'agiotage, émis des actions à un taux ridiculement bas. On pouvait craindre aussi que des réductions successives du capital primitif ne finissent par

donner aux tiers que des garanties tout-à-fait illusoires. Aussi, crut-on devoir prendre quelques mesures de précaution et c'est ainsi que les actions durent être nominatives, que le capital social primitif des sociétés à capital variable fut limité à deux cent mille francs et enfin que l'on décida que la réduction du capital ne pourrait dépasser un dixième du capital social.

## SECTION II

### *La législation actuelle.*

Il convient tout d'abord de faire remarquer que cette loi du 24 juillet 1867 n'était en quelque sorte qu'une loi d'attente car le second exposé des motifs de la loi de 1867 laisse entendre nettement que le législateur n'avait pas la prétention de résoudre définitivement la question des coopératives mais seulement de poser des jalons pour l'avenir. C'est ce qui est du reste très loyalement exprimé dans le nouvel exposé des motifs et dans le premier rapport de M. Mathieu : « Le projet n'a « d'autre prétention que celle de poser des bases que « l'avenir rectifiera et complétera ; le législateur marche avec le temps et il sera toujours prêt à saisir par « des dispositions nouvelles les faits nouveaux qui se « produiront ».

Il n'est donc pas surprenant que la loi du 24 juillet 1867 soit imparfaite et qu'elle ait suscité des difficultés quant à son interprétation.

Le titre III de la loi du 24 juillet 1867 est intitulé : « dispositions particulières aux sociétés à capital variable » ; or, la variabilité du capital ne constitue pas le domaine exclusif d'un type particulier de société, mais une modalité de n'importe quelle société, qu'elle soit en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, ou anonyme. Cela est du reste formellement exprimé dans l'article 48 de la loi du 24 juillet 1867.

ART. 48. — Il peut être stipulé dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports. Les sociétés dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus, seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles suivants.

Cette modalité est sans doute la caractéristique de la coopérative, mais elle ne lui est pourtant pas exclusive. En un mot, si la loi du 24 juillet 1867 comprend les coopératives, elle ne les vise cependant pas d'une manière spéciale et distincte car non seulement elle ne les définit pas, mais elle ne les nomme même pas ; elle se contente tout d'abord de les favoriser, puis, jusqu'à un certain point, de les protéger.

Les mesures de faveur dont, grâce à la loi du 24 juillet 1867, profitent les coopératives, consistent dans la faculté de faire varier le capital et de donner aux actions un taux minimum plus faible que celui admis en général et dans certaines conditions relatives au versement du capital social.

Les mesures de protection consistent dans la limitation du capital social et dans le caractère nominatif qui est attribué aux actions.

#### 1. — MESURES DE FAVEUR

**1<sup>o</sup> Faculté de faire varier le capital.** — D'après la loi du 24 juillet 1867, le capital de la société à capital variable peut être augmenté par l'adjonction de membres nouveaux ou, au contraire, diminué par le départ de certains membres se retirant avec leurs apports. De plus, ces augmentations ou ces diminutions du capital ne sont soumises à aucune publicité spéciale et c'est bien là une dérogation au droit commun des sociétés qui établit le principe de la fixité du capital social et, en tous cas, exige la publicité de toute modification apportée à ce capital, semblablement à ce qui a dû être fait lors de la constitution même de la société. Dans le droit commun, si cette publicité n'était pas faite, la sanction en serait que la modification apportée au capital social ne serait pas opposable aux tiers.

Mais si cette publicité est exigée par le droit commun dans l'intérêt des tiers, on ne saurait admettre que l'on fasse précisément à cette règle prudente de la publicité des modifications apportées au capital social, une exception sans limite pour ce qui concerne les sociétés à capital variable. Aussi, a-t-on établi deux restrictions au principe de non publicité des modifications apportées, au capital des sociétés à capital variable :

*En premier lieu*, les statuts devront fixer une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les départs et les reprises d'apports des associés, et cette somme minima ne pourra être inférieure au dixième du capital primitif.

ART. 51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports autorisés par l'article 48. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social. La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième.

Ces dispositions de l'article 51, ont non seulement pour but de protéger les tiers, ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est-à-dire en empêchant que leur gage ne soit indéfiniment réduit jusqu'à le rendre tout à fait illusoire, mais encore de protéger la société elle-même, car si un trop grand nombre d'associés se retirait en reprenant leurs apports, le capital social pourrait subitement être ramené à zéro ce qui entraînerait la faillite de la société.

*En second lieu*, l'art. 52 § 3 de la loi du 24 juillet 1867, décide que si, pour un motif quelconque, un associé se retire de la société, il demeurera tenu vis-à-vis de ses co-associés et vis-à-vis des tiers de toutes les obligations de la société existant au moment de sa retraite et cela pendant une durée de cinq années :

ART. 52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires et sauf l'application du paragraphe premier de l'article précédent.

Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts,

que l'un ou plusieurs des associés cessent de faire partie de la société.

L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de la décision de l'assemblée générale, restera tenu pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

Cette dernière disposition de l'article 52 tend évidemment à protéger les tiers et en même temps les co-associés du sociétaire qui se retire. Sans cette disposition de l'article 52, il eût été vraiment trop facile à certains associés de quitter la société pour se soustraire à l'obligation de contribuer au paiement des dettes sociales, privant ainsi les tiers d'un gage sur lequel ils croyaient pouvoir compter, ou laissant les sociétaires restants supporter seuls des charges qu'auraient précédemment dû partager avec eux les sociétaires dissidents.

## **2<sup>e</sup> Abaissement du taux minimum des actions.**

Dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 50, il est dit :

ART. 50. — Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs après leur entière libération ils ne pourront être inférieurs à cinquante francs.

La loi du 24 juillet 1867 a donc abaissé à cinquante francs le taux minimum des actions des sociétés à capital variable. Or, en 1867, cette disposition de la loi constituait une faveur à l'égard des coopératives, puisque, d'après le droit commun de cette époque, le taux minimum des actions devait être de cinq cents francs ou de cent francs, selon que le capital social était supérieur ou non à deux cent mille francs. Mais depuis, cette fa-

veur la loi du 24 juillet 1867 a perdu de son utilité car l'article 6 de la loi du 13 août 1893, en supprimant la limite de cinquante francs, a, par cela même, abaissé le taux de l'action à vingt-cinq francs qui est le taux minimum de l'action quand le capital social n'excède pas deux cent mille francs.

### 3. Conditions relatives au versement du capital social.

En règle générale, il est exigé de chaque actionnaire, au moment de la constitution de la société, le versement du quart du montant des actions qu'il a souscrites :

ART. 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juillet 1867.... Les sociétés en commandite ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement par chaque actionnaire du quart au moins du montant des actions par lui souscrites (1).

Au contraire, l'article 51 fait une exception au principe posé par l'article 1<sup>er</sup> et il permet aux sociétés à capital variable de se former dès que le dixième du capital social est versé.

ART. 51 al. 3. — La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième.

Et, de plus, selon l'avis de la plupart des auteurs, il ne semble pas que, d'après cet article 51, il y ait lieu de s'inquiéter, comme on doit le faire habituellement, de la quantité versée par chaque actionnaire ; les sommes versées en plus par les uns, se compensent avec les sommes versées en moins par les autres (2).

---

(1) Voir aussi art. 1<sup>er</sup> § 2 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893.

(2) BOISSEL 340 — HOUFIN t. 2, 383 LYON-CAEN et RENAULT t. 2, 1044 — VAVASSEUR, t. 2, 989 — Contra : PONT t. 2, 4945.

Mais il ne suffisait pas de favoriser les coopératives, il fallait encore s'assurer que ces faveurs ne seraient pas susceptibles d'être mal employées, constituant ainsi un danger pour les tiers et pour les sociétés elles-mêmes. Aussi, la loi du 24 juillet 1867 a-t-elle pris à l'égard des sociétés à capital variable certaines précautions qui sont en même temps des mesures de protection :

## II. — MESURES DE PROTECTION.

1° **Limitation du capital social.** — Afin de prémunir les sociétés à capital variable contre les dangers de la spéculation, la loi du 24 juillet 1867 décide que leur capital ne peut être fixé par les statuts à une somme supérieure à deux cent mille francs, eu égard à ce fait que la spéculation, pour être vraiment fructueuse, exige l'emploi de capitaux importants :

ART. 49. — Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de deux cent mille francs.

Il pourra être augmenté par les délibérations de l'assemblée générale prises d'année en année : chacune des augmentations ne pourra être supérieure à deux cent mille francs.

Par cet alinéa 2 de l'article 49, le législateur a voulu, tout en limitant le capital social initial de la société à capital variable, lui permettre cependant de faire face aux nécessités d'une extension possible de ses affaires, en autorisant l'assemblée générale à augmenter d'année

en année le capital social mais d'une somme ne pouvant excéder deux cent mille francs.

**2° Caractère nominatif des actions.**—La loi du 24 juillet 1867 a établi le caractère nominatif des actions de la société à capital variable dans le même désir de la protéger contre la spéculation :

ART. 50. — Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération ; ils ne pourront être inférieurs à cinquante francs.

Ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société.

La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société et les statuts pourront donner soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert.

En effet, si les actions avaient pu être au porteur, leur valeur numéraire eut facilement permis de spéculer sur elles ; d'ailleurs, le caractère nominatif des actions nous paraît plus en harmonie avec l'esprit de la coopérative où les associés se connaissent, s'unissent pour des considérations personnelles et ont des rapports constants entre eux.

Telles sont les mesures de faveur et de protection des coopératives contenues dans la loi du 24 juillet 1867 car, à tous les autres égards, les coopératives sont placées sous le droit commun.

La loi du 24 juillet 1867 n'ayant pas fait des coopératives un type à part de société, celles-ci peuvent par conséquent adopter toutes les formes de sociétés, en restant soumises aux règles particulières qu'elles revêtent. Elles

doivent seulement renseigner très exactement les tiers de la forme sous laquelle elles ont été constituées et cela conformément aux prescriptions de l'art. 64 de la loi du 24 juillet 1867 qui veut que les tiers soient toujours prévenus des garanties que la société avec laquelle ils traitent peut leur donner et, tout particulièrement, quand il s'agit d'une société à capital variable, qu'ils soient suffisamment avertis de la possibilité qu'il y a pour la société de faire varier le capital sur lequel ils peuvent avoir des droits.

ART. 64. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents imprimés ou autographiés, émanés des sociétés anonymes ou des sociétés en commandite par actions, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement en toutes lettres : Société anonyme ou société en commandite par actions et de l'énonciation du montant du capital social.

Si la société a usé de la faculté accordée par l'art. 48, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : à capital variable.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de cinquante francs à mille francs.

La plupart des coopératives ont adopté la forme anonyme avec application des dispositions relatives aux sociétés à capital variable ; une trentaine de coopératives, tout au plus, ayant adopté purement et simplement la forme anonyme ou ayant continué de s'en tenir à la forme de société en nom collectif. Une seule société, que nous citerons seulement pour mémoire, a fait l'objet d'une loi particulière du 10 février 1893, précisée par un règlement du 24 août 1893. C'est la *Mine aux Mineurs de*

*Rancie*, mine de fer, propriété de la commune de Rancie et des sept communes des alentours dont les conseils municipaux sont, par la loi du 10 février 1893, désignés pour élire les onze administrateurs de la société.

Les sociétés coopératives en nom collectif, avec ou sans commandite, sont généralement les plus anciennes des coopératives qui, créées avant la loi du 24 juillet 1867, n'ont pas cru devoir se soumettre à des changements pour profiter de la nouvelle législation. Telles sont la *Société industrielle et commerciale des Lunettiers* et la *Société des Facteurs de Pianos*. D'autres coopératives, pour la plupart issues d'entreprises patronales, ont adopté également la forme de société en nom collectif avec commandite comme, par exemple, cela eut lieu pour la *Société Leclaire et C<sup>ie</sup>* et le *Familistère de Guise*.

Mais ces quelques exceptions mises à part, et résultant des conditions exceptionnelles au milieu desquelles elles ont été constituées, il est incontestable que la plupart des coopératives ont adopté la forme anonyme tout en profitant des dispositions particulières aux sociétés à capital variable.

Pour se constituer sous forme de société anonyme, les coopératives doivent se conformer aux prescriptions générales de la loi du 24 juillet 1867. Elles ne peuvent comprendre moins de sept membres (art. 23) ; leur capital social doit être entièrement souscrit (art. 24 et art. 1 de la loi du 24 juillet 1867 et art. 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893). Il faut, de plus, que cette souscription soit

constatée par un acte notarié (art. 55 de la loi du 24 juillet 1867). Cela constitue une dépense assez sérieuse pour une coopérative, d'autant plus, que devant nécessairement recourir au ministère d'un notaire pour la constitution de son capital social et le versement minimum du dixième imposé par l'art. 51 de la loi du 24 juillet 1867, les coopératives préfèrent ne pas user de la faculté donnée aux sociétés anonymes de se constituer sous seing privé (art. 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juillet 1867) et aiment mieux user du ministère du même notaire dont elles ont eu déjà besoin pour la constatation du versement du dixième.

Toutes les dispositions de publicité auxquelles doivent se conformer les coopératives, en tant que sociétés anonymes, sont énumérées dans les articles 55 à 65 de la loi du 24 juillet 1867 :

ART. 55. — Dans le mois de la constitution de toute société commerciale, un double de l'acte constitutif, s'il est sous seing privé ou une expédition, s'il est notarié, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établi la société.

A l'acte constitutif des sociétés en commandite par actions et des sociétés anonymes sont annexées : 1<sup>o</sup> une expédition de l'acte notarié contenant la souscription du capital social et le versement du quart ; 2<sup>o</sup> une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale dans les cas prévus par les articles 4 et 24.

En outre, lorsque la société est anonyme, on doit annexer à l'acte constitutif la liste nominative, dûment certifiée des souscripteurs, contenant les noms, prénoms, qualités, demeure et le nombre d'actions de chacun d'eux.

ART. 56. — Dans le délai d'un mois, un extrait de l'acte cons-

titutif des pièce annexées est publié dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales.

ART. 61. — Sont soumis aux formalités et aux pénalités prescrites par les articles 55 et 56 : Tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée, la dissolution avant ce terme et le mode de liquidation, tout changement ou retraite d'associés et tout changement de la raison sociale. Sont également soumises aux dispositions des articles 55 et 56, les délibérations prises dans les cas prévus par les articles 49, 37, 46 et 47 ci-dessus.

ART. 62. — Ne sont donc pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication, les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social opérées dans les termes de l'article 48, ou les retraites d'associés, autres que les gérants ou administrateurs qui auraient lieu conformément à l'article 52.

Telles sont les principales formalités présentes par la loi du 24 juillet 1867, auxquelles les coopératives devront se soumettre.

Le législateur de 1867 n'ayant pas fait de la société coopérative un type spécial de société, et n'ayant même pas cru devoir la définir, des doutes ont pu s'élever sur la nature juridique de la coopérative et l'on a pu en arriver à se demander si une coopérative est une « société » ou une « association » et si elle constitue bien une « personne morale ».

On a tout d'abord discuté la question de savoir si une coopérative est une « société » ou une « association » et pour cela on s'est servi de deux textes qui sont l'article 1832 du code civil et l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 :

ART. 1382. *C. C.* — La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

ART. 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. — L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices.

Le criterium de la distinction entre la « société » et « l'association », qui résulte de la comparaison de ces deux textes consiste donc dans le partage ou l'absence de partage de bénéfices. Or la question peut se poser de savoir si les avantages que retirent de leur union les membres d'une coopérative de consommation doivent être assimilés à un partage de bénéfices ; en un mot, si une coopérative de consommation est ou n'est pas une « société » ? Cette question nous semble devoir être tranchée par l'affirmative pour ce qui concerne la coopérative de consommation où l'économie réalisée nous permet de dire que le but qu'elle poursuit n'est pas exclusivement d'ordre moral, mais aussi pécunier, et qu'il convient de la considérer peut-être comme un type spécial de « société », mais en tout cas comme une « société ». — Il est dit souvent que cette question ne saurait être agitée quand il s'agit d'une coopérative de production car chez elle le but lucratif est évident puisque elle vend à des tiers. — Cela ne nous semble pas absolument certain car il pourra arriver, si le programme de l'école néo-coopératiste est un jour intégralement mis en pratique, qu'une coopérative de production, issue de coopératives de consom-

mation, ne fournisse que des coopérateurs.— D'ailleurs, pour nous, cette coopérative de production, tout comme les coopératives de consommation, devrait être qualifiée « société » et non « association ».

La coopérative de production est donc une société, mais cette société peut être « civile » ou « commerciale » :

Le principe est qu'une société quelconque est « civile » ou « commerciale » suivant son objet et cela en vertu même de l'article 1<sup>er</sup> du code de commerce :

ART. 1<sup>er</sup>. — Sont commerçants, ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle.

C'est-à-dire ceux qui font les actes de commerce énumérés dans l'article 632 du code de commerce.

De plus, d'après la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 qui ajoute à la loi du 24 juillet 1867 un nouvel article 68, seront nécessairement « commerciales » les sociétés en commandite ou anonymes, même si elles poursuivent un objet civil :

ART. 68. — Quelque soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du code de commerce ou de la présente loi seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Mais, les sociétés coopératives seront « civiles » en vertu de l'article 32 de la loi du 24 avril 1810, si elles ont pour objet l'exploitation d'une industrie agricole ou extractive :

ART. 32. — L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à patente.

Il y a un grand intérêt pour une société coopérative à savoir si elle est « commerciale » ou « civile ».

*Les sociétés commerciales*, en effet, autres que l'association en participation, sont soumises à des conditions de publicité. Dans certaines sociétés commerciales telles que les sociétés en commandite simple ou les sociétés en nom collectif, les associés peuvent être tenus solidairement des dettes contractées par la société ; les administrateurs ont la faculté d'obliger personnellement les associés. D'une façon générale, les sociétés commerciales sont soumises au régime de la faillite ou de la liquidation judiciaire en cas de cessation de paiements ; elles ressortent de la juridiction des tribunaux de commerce et les actions dont les sociétaires peuvent être l'objet se prescrivent par cinq ans. Enfin, les sociétés commerciales constituent des personnes morales.

*Les sociétés civiles*, au contraire, ne sont la plupart du temps tenues d'aucune publicité. (Art. 1834 c. c.) Il faut que la solidarité y ait été expressément stipulée pour que les associés puissent être solidairement tenus (art. 1862 et 1863 c. c.) Pour pouvoir obliger leurs co-associés, les administrateurs doivent avoir obtenu un pouvoir spécial de leur part (art 1862 et 1864 c. c.) En cas de cessation de paiements, les sociétés civiles ne peuvent être mises qu'en déconfiture. Les sociétés civiles ressortent des tribunaux civils et les actions contre les associés se prescrivent par trente ans.

Quant à la question de la « personnalité civile », de

la société, la doctrine a longtemps admis qu'elle devait être tranchée par la négative, soutenant qu'on ne devait pas admettre qu'une « personne morale » pût exister, si elle n'avait été au préalable révélée aux tiers par des mesures de publicité (1).

Pourtant la doctrine elle-même, avait bien fini par reconnaître la « personnalité civile » aux sociétés de mines, personnalité consacrée par l'article 8 de la loi du 20 avril 1810.

Puis elle l'avait reconnue aux sociétés à capital variable du moment que l'art. 53 de la loi du 24 juillet 1867, en décidant que les sociétés, quelle que soit leur forme, seraient valablement représentées en justice par leurs administrateurs, reconnaissait implicitement ainsi la « personnalité morale » de ces sociétés. Enfin, la loi du 13 août 1893, complétant la loi du 24 juillet 1867, enleva presque tout intérêt pratique à ces discussions doctrinales en accordant la « personnalité morale » aux sociétés civiles en commandite ou anonymes ayant pris la forme commerciale. Du reste, la cour de cassation, par ses arrêts du 23 février 1891, 2 mars 1892, et 2 janvier 1894, avait déjà fixé la jurisprudence dans ce sens qu'il convenait d'accorder la « personnalité morale » aux sociétés civiles. (2)

Donc, « civile » ou « commerciale », la société coopérative de production est une « personne morale » et, quelle

---

(1) Lyon-Caen et Boissel.

(2) Cass. 23 févr. 1891, D. 91, 1, 337, S. 92, 1, 73 ; Cass. 2 mars 1892, D. 93, 1, 169, S. 92, 1, 497 ; Cass. 2 janv. 1894, D. 94, 1, 81, S. 94, 1, 129.

que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par ses administrateurs.

On peut encore se demander si les sociétés coopératives sont des « sociétés de personnes » ou de « capitaux ». A notre avis, une distinction s'impose, selon que l'on considère les rapports des sociétaires entre eux ou les rapports des sociétaires avec les tiers.

Dans le premier cas, la coopérative nous paraît devoir être considérée comme une société « de personnes » car la personnalité des sociétaires est loin d'être indifférente et la meilleure preuve en est dans ce droit d'exclusion qu'accorde à l'assemblée générale l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867 :

ART. 52. ... — Il pourra être stipulé que l'assemblée générale a le droit de décider à la majorité fixée par les statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

Cette thèse est du reste reprise dans l'article 25 d'un projet de loi que nous nous proposons d'étudier ultérieurement :

ART. 25. — Tout membre d'une société coopérative peut se retirer dans les conditions prévues par les statuts. L'assemblée générale, convoquée à cet effet, a le droit de décider à la majorité des trois quarts des votants, des intéressés présents ou appelés par lettres recommandées adressées huit jours au moins avant la réunion, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société

Ce désir de donner à la personne des associés plus d'importance qu'à leurs capitaux, est en outre encore exprimé dans l'article 20 du projet de loi d'après lequel, et quel que soit le nombre des actions par lui possédées,

aucun associé ne peut avoir plus d'une voix à l'assemblée générale :

ART. 20. — Dans toute assemblée générale les délibérations sont prises à la majorité des voix ; chaque associé n'a droit qu'à une voix.

Aucun associé ne peut avoir plus d'une voix comme mandataire de membres non présents.

Dans le deuxième cas, au contraire, c'est-à-dire celui où nous considérons les rapports des associés avec les tiers, la question de personnes n'intervient plus, car ce qui intéresse surtout les tiers en la circonstance, ce n'est pas la personnalité de tels petits porteurs : ce qui leur importe, c'est la masse des capitaux engagés dans la coopérative ; aussi ne demandent-ils à être renseignés que sur les plus considérables variations du capital social.

Somme toute, on ne peut donc pas dire exactement si la coopérative est une « société de personnes » ou de « capitaux » car elle tient de ces deux formes, selon que l'on envisage les rapports des sociétaires entre eux ou ceux des sociétaires avec les tiers.

#### RÉGIME FISCAL DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION

Pour achever l'étude du régime légal des coopératives de production, il nous faut voir maintenant quelle est leur situation au point de vue fiscal.

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays étrangers et en particulier en Belgique, en Suisse et en Italie, où les coopératives paient les mêmes taxes

que les commerçants ; en France, au contraire, elles peuvent en être en partie dégreverées si elles remplissent certaines conditions.

Nous allons successivement étudier la situation des coopératives par rapport à l'impôt de la patente, aux impôts du timbre et de l'enregistrement, à l'impôt sur le revenu.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, reproduisant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 avril 1844, pose ce principe :

ART. 1<sup>er</sup>. — Tout individu, français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession, non compris dans les exceptions déterminées par la présente loi, est assujetti à la patente.

La loi du 15 juillet 1880 ne fait pas spécialement allusion aux coopératives et ce ne fut que grâce à une jurisprudence du reste assez incertaine, incertitude qui eut pour effet de provoquer l'éclosion de nombreux projets de loi que l'opposition du petit commerce a empêché d'aboutir, que les coopératives furent pendant longtemps dispensées le plus souvent de la patente.

Nous allons étudier en vertu de quel principe et de quels textes les coopératives de consommation ne sont pas actuellement tenues de payer l'impôt de la patente, puis nous verrons si ces mesures ne doivent pas aussi être étendues aux coopératives de production.

Généralement, on est d'avis que les coopératives de consommation ne sauraient être soumises à la patente

qui est, par définition, un impôt professionnel, « parce-  
« qu'il est impossible de considérer les personnes qui  
« se réunissent en vue d'acheter leurs denrées en com-  
« mun, comme exerçant une profession. » (1)

Le législateur abonda dans ce sens, et dans une loi du  
19 avril 1905, tenta par les articles 9 et 10 de résoudre  
en faveur des coopératives de consommation, le problè-  
me de la patente :

ART. 9. — Les sociétés coopératives de consommation et les  
économats lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques  
ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits  
ou marchandises, sont passibles des droits de la patente au  
même titre que les sociétés ou particuliers possédant des éta-  
blissements, boutiques ou magasins similaires.

Toutefois, les syndicats agricoles et les sociétés coopératives  
de consommation qui se borneront à grouper les commandes de  
leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt  
les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces  
commandes, ne sont pas admis à la patente.

ART 10. — Les adhérents des syndicats agricoles et des so-  
ciétés coopératives de consommation visées au dernier paragra-  
phe de l'article précédent, comprennent en ce qui concerne les  
syndicats, tous les membres qui font partie de ces associations  
et, en ce qui concerne les sociétés coopératives, les seuls mem-  
bres de ces sociétés qui ont la qualité d'associés.

Donc, seules sont admises au bénéfice de l'exemption  
de la patente, les coopératives de consommation qui  
n'ayant pas d'adhérents, ne comprennent que des asso-  
ciés.

Mais quelle sera la règle à suivre à l'égard des coopé-  
ratives de production industrielle, aucun article de la

---

(1) M. Thaller n° 739.

loi du 19 avril 1905 ne les visant particulièrement ; le législateur ayant peut-être été imbu de cette idée que les coopératives de production sont fatalement obligées d'écouler leurs produits au dehors, c'est-à-dire de faire acte de commerce, et qu'il est par conséquent inadmissible de les soumettre aux dispositions des articles 9 et 10. — Comment faudrait-il envisager le problème fiscal à l'égard des coopératives de production, si se réalisait en France les rêves d'avenir des coopératistes, en un mot si, de même que cela se fait en Angleterre, les coopératives de production constituées par des coopératives de consommation actionnaires, n'avaient plus d'autres débouchés que ces dernières ?

Aucune jurisprudence ne nous paraît encore avoir tenté de résoudre cette question, mais il ne nous semble pas douteux, parce que cela serait conforme à l'esprit de la loi du 19 avril 1905, que ne devraient pas être assimilées à des actes de commerce, les opérations faites entre sociétés coopératives de production et sociétés coopératives de consommation créées successivement par les mêmes sociétaires.

On cite pourtant volontiers en faveur de la négative, et à notre avis très à tort, certain arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1901 condamnant la *Société coopérative de production des Diamantaires du Jura* à payer l'impôt de la patente, bien qu'elle déclarât apporter ses bénéfices à l'entretien de caisses de prévoyance et de chômage (1).

---

(1) Arrêt du Conseil d'Etat en date du 12 juin 1901. Dalloz, 1002, p.512

Mais la question essentielle ici est de savoir, non pas ce que cette coopérative de production faisait de ses bénéfices, qui, nous le disons pourtant en passant, étaient en l'occurrence distribués en grande partie à ses membres sous forme de salaires élevés, mais plutôt de savoir comment elle avait réalisé ses bénéfices. Il ne nous semble nullement que ce soit parce qu'elles sont commerciales en principe, en raison de leur objet immédiat (entreprise de manufacture) que les sociétés coopératives de production sont, dans la généralité des cas, assujetties à l'impôt de la patente et ce, quelle que soit l'affectation donnée par elles aux bénéfices qu'elles réalisent. Nous pensons bien plutôt que c'est en raison de ce qu'elles traitent avec des tiers que les coopératives de production doivent payer l'impôt de la patente, tout comme les coopératives de consommation vendant à d'autres que leurs associés. Si les coopératives de production ne vendaient leurs produits qu'à leurs actionnaires (individus ou sociétés), elles ne feraient pas acte de commerce et ne sauraient être assujetties à la patente.

La production agricole paraît être dans certaines de ses branches plus favorisée par la loi du 19 avril 1905 car l'article 9 dispense de la patente les syndicats agricoles se contentant d'être pour leurs membres des intermédiaires gratuits et leur procurant des avantages par l'achat en gros des matières premières ou des engrais et en vendant les produits de leurs exploitations.

De plus l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 qui ne

fut pas entièrement modifié par la loi du 19 avril 1903 dispose :

ART. 17. — Ne sont pas assujettis à la patente....

§ 3 *Les laboureurs et cultivateurs*, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et des fruits, provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, y entretiennent ou engraisent.

Or, si nous nous reportons à une instruction ministérielle du 6 avril 1881 (pages 73 et 74) il est admis que cet article 17 doit être étendu à des industries pouvant, selon nous, rentrer facilement dans la catégorie des sociétés coopératives de production. Telles sont les laiteries, beurreries et fromageries ; tels sont les syndicats de propriétaires qui convertissent les betteraves de leurs exploitations en alcool ou en sucre, ou leurs pommes de terre en fécule, qui vendent leurs bois même transformés en planches ou en charbons ; telles sont les industries des pépiniéristes et des champignonnistes.

Il est à remarquer, de plus, que l'article 9 de la loi du 19 avril 1903 accorde aux syndicats agricoles un avantage qu'il refuse aux coopératives de consommation car, alors qu'il ne dispense de la patente que les coopératives de consommation ne comprenant que des sociétaires, il en dispense les syndicats agricoles composés de sociétaires et d'adhérents.

D'une façon générale, y a-t-il lieu de blâmer les mesures qui, au premier abord, semblent être exclusivement des mesures en faveur des coopératives, nous ne le

croions pas et, nous le répétons, nous trouverions même très logique qu'elles fussent étendues expressément aux coopératives de production qui ne fourniraient qu'aux coopératives de consommation dont elles pourraient être issues. — En effet, en même temps qu'on accorde à une coopérative l'exemption de la patente, on l'oblige à ne fournir que ses seuls sociétaires, (art. 9 de la loi du 19 avril 1905), ce qui réduit immédiatement au profit des commerçants ordinaires ou des industriels son champ d'opérations. Dès lors, il ne nous semble pas que les commerçants ou les industriels gagneraient beaucoup à ce que fût supprimée l'exemption de la patente car il serait alors aisé aux coopératives d'étendre considérablement leur clientèle en s'adjoignant des adhérents ne payant qu'une cotisation peu importante.

Cette exemption de patente peut être appréciée par une coopérative à ses débuts qui, n'ayant qu'un capital infime, a intérêt à voir ses frais généraux réduits le plus possible, mais la meilleure preuve que cela ne constitue pas pour les coopératives un très grand avantage, c'est que beaucoup y ont renoncé parce qu'elles préféreraient admettre des adhérents dans leur sein.

Au point de vue de l'enregistrement, les coopératives bénéficient de quelques autres avantages ; c'est ainsi que leurs actes constitutifs sont enregistrés gratis et qu'il en est fait de même pour les prêts à elles consentis par l'Etat. De plus, en cas de constitution d'hypothèque, les associations ne paient que les salaires du conservateur.

Toutes ces dispositions sont énoncées dans la loi du 15 novembre 1848, c'est-à-dire datent d'une époque où les coopératives se trouvaient si fort en honneur :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les actes à passer pour la constitution des associations ouvrières, encouragées en exécution du décret du 5 juin 1848, ainsi que ceux constatant les prêts faits par l'Etat à ces associations, seront enregistrés gratis.

En cas de constitution d'hypothèque, il ne sera payé d'autres frais d'inscription que le salaire revenant au conservateur.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'avis du conseil d'encouragement institué conformément au décret susdaté, déterminera, dans chaque affaire, les actes admis au bénéfice du présent décret...

Les coopératives sont soumises à l'impôt du timbre en vertu de l'article 14 de la loi du 5 juin 1850.

ART. 14. — Chaque titre ou certificat d'action dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du premier janvier 1851 sera assujéti au timbre proportionnel de cinquante centimes pour cent francs du capital pour les sociétés, compagnies ou entreprises dont la durée n'excédera pas dix ans et de un pour cent pour celles dont la durée dépassera dix années. A défaut de capital nominal, le droit se calculera sur le capital réel, dont la valeur sera déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement. L'avance en sera faite par la compagnie, quels que soient les statuts. La perception de ce droit proportionnel suivra les sommes et valeurs de vingt francs en vingt francs, inclusivement et sans fractions ».

Les actions des coopératives qui reçoivent des dividendes sont donc comme les actions des autres sociétés assujetties à l'impôt du timbre mais au lieu de payer le droit fixe dont parle l'article 14, elles profitent généralement de la faculté que donne aux sociétés l'article 22 de la loi du 5 juin 1850 de s'abonner au timbre :

ART. 22. — Le droit sera annuel et de cinq centimes par cent francs du capital nominal de chaque action émise ; à défaut de capital nominal, il sera de cinq centimes par cent francs du capital réel...

La loi du 5 juin 1850 ne dispense de l'impôt du timbre que les sociétés entrées en liquidation ou qui n'auraient pas donné de dividendes ou d'intérêts pendant deux ans.

ART. 24. — Sont dispensées du droit, les sociétés, compagnies ou entreprises abonnées qui, depuis leur abonnement se seront mises, ou auront été mises en liquidation. Celles qui, postérieurement à leur abonnement, n'auront pas dans les deux dernières années, payé ni dividendes, ni intérêts, seront aussi dispensées du droit, tant qu'il n'y aura pas de répartition de dividendes ou de paiements d'intérêts..

C'est au moment de leur émission, que le droit de timbre a frappé les titres d'actions, si bien que la taxe annuelle d'abonnement resté toujours due par la société tant que celle-ci dure, sauf dans les deux cas de mise en liquidation de la société ou de non paiement de dividendes (art. 24 de la loi du 5 juin 1850). Même la réduction du capital social ne saurait en aucune façon dispenser une société s'étant abonnée au timbre de l'obligation de payer le taxe entière (1)

Bien mieux, si une société, ayant une première fois réduit son capital, veut ensuite l'augmenter à nouveau, elle devra payer une taxe qui sera la somme de celle de l'impôt du timbre, dû pour son émission primitive et de celle due pour sa nouvelle émission, sans qu'il puis-

---

(1) DALLOZ périodique, 1881. 1. 372. — Arrêt de la chambre des requêtes du 14 mars 1881 dans l'affaire du Crédit mobilier.

se être tenu compte de la réduction de capital qui aura eu lieu entre ces deux émissions. C'est ce qui ressort d'un jugement du tribunal de la Seine, en date du 10 mars 1893, qui dit : « que le droit proportionnel de timbre établi sur les actions des sociétés constitue un impôt de consommation, qui est dû par le fait matériel de toute émission de titres ; qu'ainsi, une émission nouvelle d'actions donne toujours lieu à la perception du droit, alors même que le capital social représenté par toutes les actions de la société après cette émission, n'excède pas, par suite de réductions antérieures, le capital social primitif. » (1)

Pourtant, à ce principe, la loi du 30 novembre 1894, relative aux habitations à bon marché, a dans son article 12 apporté une exception :

ART 12. L'abonnement au timbre souscrit pour leurs actions par ces sociétés ne subira aucune réduction, quelle que soit la diminution du capital social ; mais, en cas d'émissions nouvelles, les droits de timbre resteront les mêmes tant que le capital social précédemment soumis à l'abonnement ne sera pas dépassé.

Quant à la taxe d'accroissement qui est due par les sociétés civiles dont la durée n'est pas déterminée et qui s'adjoignent de nouveaux membres, ainsi que cela se passait notamment autrefois dans les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non autorisées, elle ne peut pas être appliquée aux so-

---

(1) Trib. Seine 10 mars 1893, aff. Banque d'escompte de Paris, D. P. 93 5. 580.

ciétés coopératives puisque dans ces sociétés le droit de chaque adhérent n'est pas transmis aux autres par l'effet de sa retraite ou de son exclusion mais demeure attaché à sa propriété et passe avec elle aux héritiers (1).

En dehors de l'impôt du timbre, les actions des coopératives sont encore soumises à un droit de transcription, en vertu de l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857 :

ART. 6. — Indépendamment des droits établis par le titre II de la loi du 5 juin 1850, toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création, est assujettie à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1857 à un droit de transmission de 0,20 par 100 francs de la valeur négociée.

Ce droit, pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 0,12 par 100 francs du capital des dites actions et obligations, évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement.

Enfin, les actions des coopératives doivent encore payer l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui est établi par la loi du 29 juin 1872 :

ART. 1<sup>er</sup>. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872 une taxe annuelle et obligatoire.

---

(1) Instructions administratives du 20 juin 1881 et du 13 juin 1885.

1°) Sur les intérêts, dividendes, revenus, et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création.

2°) Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées.

3°) Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

La quotité de cette taxe fixée à 3 % du revenu par la loi du 29 juin 1872, fut portée à 4 % par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1890.

Mais, en vertu de l'article 19 de la loi du 28 avril 1893, fut encore ajouté à cette taxe un droit proportionnel.

ART. 19. — Sont soumis au droit proportionnel les actes désignés dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 février 1872.

Le droit sera liquidé sur les sommes ou valeurs actuellement passibles du droit gradué.

La quotité en est fixée à quinze centimes pour cent pour les partages et vingt centimes pour cent pour les autres actes.

Voilà quelles sont les principales dispositions du droit commun, relatives au timbre et à l'impôt sur le revenu, d'après lesquelles sont imposées toutes les sociétés, en général, mais auxquelles les coopératives, remplissant certaines conditions, échappent quelquefois, soit en raison d'une jurisprudence qui leur est favorable, soit en raison de textes exprès des lois.

• Tout d'abord, profiteront des avantages fiscaux établis par les articles 11, 12 et 13 de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché, les coopératives

qui se fonderont en vue de bâtir ces habitations et conformément aux articles 1 et 5 de cette même loi du 13 avril 1894 :

ART. 1<sup>er</sup>. — Il pourra être établi dans chaque département un ou plusieurs comités des maisons à bon marché.

Ces comités ont pour mission d'encourager la construction de maisons salubres à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés, en vue de les louer ou de les vendre à échéance fixe ou par paiements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou employés vivant principalement de leur travail ou de leur salaire, soit par les intéressés eux-mêmes pour leur usage personnel.

ART. 5. — Les avantages concédés par la présente loi s'appliquent exclusivement :

En ce qui concerne les maisons individuelles destinées à être acquises par les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> ou construites par elles, aux immeubles dont le revenu net imposable à la contribution foncière, déterminée conformément à l'article 5 de la loi du 8 août 1890 ne dépasse pas de plus d'un dixième.

Dans les communes au-dessous de 1000 habitants. . . . . 90 francs.

De 1.001 à 5.000 habitants. . . . . 150 —

De 5.001 à 30.000 habitants . . . . . 170 —

De 30.001 à 200.000 habitants et dans celles qui sont situées dans un rayon de quarante kilomètres autour de Paris. . . . . 220 —

Dans les communes de 200.001 habitants et au-dessus. . . . . 300 —

A Paris . . . . . 375 —

En ce qui a trait aux maisons individuelles ou collectives destinées à être louées, à celles dont le revenu net imposable, pour leur intégralité ou pour chacun des logements les composant et destinés à être loués séparément, ne comporte pas un chiffre supérieur à ceux qui sont indiqués ci-dessus pour chaque catégorie de communes ».

Les sociétés qui se donneront pour but de construire ainsi des maisons à bon marché, conformément aux dispositions de la loi du 30 novembre 1894, seront exoné-

rées du timbre pour ce qui concerne les actes nécessaires à leur constitution ou à leur dissolution qui seront en outre enregistrés gratis, mais à la condition que les sociétés de construction aient vu leurs statuts approuvés par le ministre compétent et que ceux-ci limitent à un chiffre maximum les dividendes qui pourraient être distribués par la société (art. 11).

Toutefois, les sociétés de constructions de maisons à bon marché resteront soumises au droit du timbre pour leurs titres d'actions et obligations (art. 11). Mais, elles seront dispensées de toute patente et même exonérées de l'impôt sur le revenu attribué aux actions et aux parts d'intérêt à la condition que les statuts imposent à ces titres la forme nominative et que les versements effectués par les associés qui voudront bénéficier de cette exonération, ne dépassent pas deux mille francs (art. 13).

Si nous insistons tout particulièrement sur les avantages que confère la loi du 36 novembre 1894 aux sociétés se créant en vue de construire des maisons à bon marché, c'est parce qu'il nous paraît que les ouvriers en bâtiment peuvent en profiter en créant des sociétés coopératives se conformant aux dispositions de la loi du 30 novembre 1894. — Il y a là pour eux, à notre avis, un champ d'activité très étendu, ne nécessitant que des aptitudes moyennes, les travaux à effectuer pour ces sortes de constructions de prix modiques, ne présentant ni une grande variété, ni une grande complication

Cela nous permet aussi de faire remarquer, en passant, puisque l'on reproche souvent aux coopératives les faveurs dont elles furent spécialement l'objet, que même en dehors d'elles, le législateur n'a pas hésité à favoriser certaines entreprises quand il croyait que leur développement importait au bien-être de la société tout entière.

Mais en dehors de ce cas assez spécial de coopératives se créant en vue de construire des maisons à bon marché et profitant ainsi incidemment des avantages de la loi du 30 novembre 1894, quelles seront les règles particulières auxquelles en matière fiscale pourront encore être soumises les coopératives ?

Les sociétés coopératives de production peuvent être exemptes de l'impôt de 4 % fixé par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1890, modifiant l'article 3 de la loi du 29 juin 1872, lorsqu'elles sont formées exclusivement entre ouvriers au moyen de leurs cotisations périodiques. C'est ce qu'établit la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 :

1<sup>o</sup> Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> § 3 de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif et elles ne s'appliquent, dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé par actions, qu'au montant de la commandite.

2<sup>o</sup> La même exception s'applique aux parts d'intérêt dans les sociétés *de toute nature*, dites de coopération, formées exclusivement entre les ouvriers ou artisans au moyen de leurs cotisations périodiques.

Les « parts d'intérêt » jouissent donc, grâce à la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875, d'un régime de faveur dont ne

bénéficieront pas les « actions ». Or, la différence entre « l'action » et la « part d'intérêt » peut être, dans certains cas, fort subtile à établir et plusieurs modes ont été proposés pour les distinguer l'une de l'autre. Pour nous, le critérium distinctif entre « l'action » et la « part d'intérêt » consiste en ce que pour « l'action » on n'a souci que du capital apporté, tandis que pour la « part d'intérêt » on tient surtout compte de la personne. Quelquefois cette question devient complexe et l'on ne sait plus alors si la question d'argent domine la question de personne ou réciproquement, mais alors M. Renault et M. Lyon-Caen admettent, et cette opinion paraît être confirmée par la jurisprudence, (1) que doit être considérée comme « action » la valeur que le titulaire peut de son seul gré céder et que doit être au contraire tenue pour une « part d'intérêt » la valeur qui ne peut être cédée par son titulaire qu'après que celui-ci a obtenu l'assentiment de ses co-associés.

Enfin, les coopératives ne traitant qu'avec leurs sociétaires doivent-elles être soumises à l'impôt du timbre ?

La loi du 5 juin 1850 spécifie expressément dans son article 24 que les sociétés, n'ayant pas distribué de dividendes ou d'intérêts pendant deux ans, ne seront pas soumises à l'impôt du timbre. Quelle sera donc, relativement à cet impôt du timbre, la situation des coopérati-

---

(1) Arrêt de la Cour de cassation du 31 janvier 1893.

ves de consommation qui ne fournissent qu'à leurs associés et auxquels elles distribuent bien une sorte de dividende, mais qui ne constitue en réalité qu'une véritable ristourne, et des coopératives de production qui ne produisent que pour d'autres coopératives actionnaires entre lesquelles elles partagent l'excédent des recettes, enfin des banques coopératives qui ne comptent dans leur clientèle que des coopératives de consommation et de production ?

Si nous nous en tenons strictement à l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, toutes ces coopératives ne doivent pas être tenues de payer l'impôt du timbre et il semble bien que cette façon de voir soit aussi celle adoptée par la jurisprudence et par les administrations du timbre et de l'enregistrement.

En effet, en 1882, à propos d'une boucherie coopérative, qui se prétendait exonérée de l'impôt du timbre, du droit de transmission et de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, la solution fournie par l'administration de l'enregistrement fut favorable à la boucherie coopérative.

Les principales dispositions des statuts de cette boucherie coopérative étaient les suivantes :

ART. 1<sup>er</sup> — La société est constituée pour procurer à ses membres de la viande au meilleur marché possible. Les soussignés renoncent donc à toute idée de gain, à toute spéculation commerciale.

ART. 4. — Le conseil d'administration approuve ou rejette les propositions.

ART. 15— Pour installer la boucherie, faire les dépenses du premier établissement, ainsi que pour l'achat des marchandises et objets nécessaires, les sociétés s'engagent à verser une somme de trente francs. La cotisation atteindra le chiffre de cent francs par l'excédent des recettes sur les dépenses, partagé entre chaque sociétaire au prorata de sa consommation. Cet excédent sera porté au compte de chaque sociétaire tous les ans jusqu'à concurrence de cent francs. Arrivé à ce chiffre, le sociétaire touchera son excédent annuel.

ART. 18 — Le fonds de prévoyance est formé à l'aide de cinq centimes par kilogramme ajoutés au prix de revient de la viande. Le surplus des excédents restera dans la caisse et sera partagé entre les sociétaires au prorata de leur consommation annuelle.

L'administration de l'enregistrement, considérant que d'après l'article 1<sup>er</sup>, cette boucherie coopérative avait exclusivement pour objet de procurer aux prix les plus avantageux de la viande à ses sociétaires : qu'en outre les répartitions qu'elle pouvait faire entre ceux-ci, en vertu des articles 15 et 18, ne constituaient pas des bénéfices, mais de simples restitutions, puisqu'elles avaient nécessairement pour origine les mises d'entrée et les différences entre le prix de revient et le prix de vente de la viande, l'administration de l'enregistrement en arrivait par conséquent à formuler cette conclusion logique : « L'impôt établi par la loi du 29 juin 1872 sur  
« les intérêts, dividendes, revenus, produits et bénéfices  
« des sociétés, ne peut donc être appliqué à l'associa-  
« tion coopérative de la boucherie qui ne tombe du res-  
« te pas non plus sous l'application des lois du 5 juin  
« 1850 et du 23 juin 1857 ; c'est-à-dire qu'elle n'est sou-  
« mise ni à l'impôt du timbre, ni au droit de transmis-

« sion, ni à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières » (1) .

Cette solution si large donnée par l'administration de l'enregistrement en faveur d'une coopérative de consommation, doit être étendue aux banques coopératives ne faisant profiter de leurs opérations financières que d'autres coopératives et n'effectuant par conséquent que des opérations civiles. Cette manière de voir semble d'ailleurs confirmée par la jurisprudence du conseil d'Etat. Enfin la solution de l'enregistrement devra en toute logique être étendue aux coopératives de production ne fournissant que les autres coopératives, leurs actionnaires, ainsi que la plupart des coopératistes espèrent que cela se réalisera en France dans un avenir prochain ; le fait de fournir des coopératives actionnaires ne pouvant constituer un acte de commerce qui par définition suppose toujours un achat ou une vente à des tiers,

---

(1) Dalloz, périodique. 83.3.128.

## CHAPITRE IV

### Politique à suivre par les Coopératives et Réformes législatives désirables

---

#### SECTION I

#### *Politique à suivre par les Coopératives.*

---

Ainsi que nous l'avons déjà maintes fois exprimé, nous sommes de ceux qui souhaitent la solution des problèmes économiques et sociaux en dehors des agitations révolutionnaires et qui espèrent qu'on la trouvera par la voie de la coopération. Aussi, après avoir constaté les causes économiques de l'insuccès des coopératives de production, devons-nous chercher les moyens de triompher de ces causes. Nous partageons absolument à cet égard les idées de l'école néo-coopératiste qui considère que le succès de la coopération en France ne sera complet que le jour où, coopératives de consommation, coopératives de production et syndicats ouvriers, se soutiendront les uns les autres. — Nous avons déjà essayé d'établir que les causes d'insuccès des coopératives de production, difficulté de constitution et d'augmentation du capital, difficulté de l'organisation de la direction et

du travail, difficulté de trouver des débouchés aux produits fabriqués, se réduisent à deux causes originaires et fondamentales : 1°) *insuffisance de l'éducation coopératiste* ; 2°) *isolement des coopératives de production*.

Or, *l'éducation coopératiste* pourrait à notre avis être faite dans une large mesure par les syndicats professionnels, qui ont oublié trop souvent leur rôle moral et éducateur pour s'attacher d'une manière peut-être trop exclusive à l'organisation des grèves et à la revendication de mesures certainement intéressantes et utiles mais d'une portée limitée. Appelé à devenir véritable agent de transformation sociale, le syndicat devra instruire les ouvriers dans l'art de fonder et de diriger les entreprises, c'est-à-dire organiser la production coopérative en commençant par élever les masses ouvrières syndiquées à la hauteur de leur mission ; en un mot, le syndicat devra prendre l'initiative du mouvement coopératif.

Lorsque l'éducation coopératiste des ouvriers sera faite, le public, voyant fonctionner les coopératives de production avec autant de sécurité, tout en fournissant plus d'avantages que les entreprises patronales, ne se défiera plus d'elles, n'aura plus de raison pour s'en détourner ; c'est-à-dire que l'éducation de la clientèle se fera en quelque sorte par voie de conséquence.

Cette union entre tous les éléments utiles à la coopération aura encore l'avantage de faire, qu'au lieu de solliciter des concours pécuniers d'étrangers, plus ou moins

favorables à la cause coopératiste, ce sera dans les syndicats et les coopératives de consommation que les coopératives de production trouveront] des *capitaux* et des *débouchés*.

*Les capitaux*, ils seront fournis aux coopératives de production, comme nous l'avons dit précédemment, par les coopératives de consommation qui constituent la base même de l'œuvre coopérative. Les consommateurs devront se réunir en sociétés de consommation, lesquelles se grouperont à leur tour pour former des magasins en gros et c'est alors seulement qu'à l'aide des capitaux qu'elles auront amassés peu à peu, elles aborderont la production, en fabriquant pour leur compte des produits de plus en plus nombreux.

Ainsi la coopérative de production apparaît logiquement comme devant être en quelque sorte le plus souvent une filiale de la coopérative de consommation. Il ne s'agit donc plus, comme cela a lieu à l'heure présente, d'abandonner à son sort la coopérative de production, mais, bien au contraire, de lui donner la vie en la mettant à sa place dans le processus de la coopération.

Bien que nous soyons d'avis que l'action politique et la réglementation des conditions de travail doivent, en principe, constituer presque exclusivement le domaine du syndicat et qu'il conviendrait que soit surtout abandonnées aux coopératives créées par lui l'action économique, il pourra cependant lui aussi, ne pas demeurer, pratiquement parlant, absolument inactif.

Le syndicat sera à même, à côté des coopératives de production, constituées à l'aide des capitaux accumulés par les coopératives de consommation, de créer des sortes « d'ateliers sociaux », où les syndicataires seront toujours en droit d'espérer exercer leur profession et d'éviter ainsi au moins les plus rigoureuses conséquences du chômage. Les produits fabriqués dans les ateliers sociaux, le syndicat les écoulera par l'intermédiaire des coopératives de consommation, ou si celles-ci n'en ont pas la vente, le syndicat pourra encore joindre à ses ateliers, des « magasins sociaux » où serait vendu le travail des syndicataires.

Même, dans certains cas, quand il s'agira d'une exploitation d'un rendement assez sûr, d'une direction relativement aisée et étant peu susceptible d'intéresser une coopérative de consommation, le syndicat pourra créer directement une coopérative de production et lui fournir les capitaux nécessaires.

Le projet Waldeck-Rousseau, modifiant la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, favoriserait, s'il était adopté, la réalisation de notre manière de voir (1). Car *en principe*, aux termes de la loi du 21 mars 1884, actuellement en vigueur, les syndicats ne peuvent par créer de coopératives puisqu'il ne leur est pas encore permis de posséder des immeubles propres à une exploitation et que l'objet exclusif du syndicat ne

---

(1) *Supra*, p. 49.

doit être que l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et sociaux. Pourtant, ainsi que nous l'avons déjà fait observer en donnant à l'appui de notre affirmation plusieurs exemples caractéristiques, rien ne s'oppose *en fait* à ce qu'un syndicat subventionne une coopérative avec les cotisations de ses membres puisque l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884 dispose expressément, en effet, que les syndicats « pourront employer les sommes provenant des cotisations ».

*Les débouchés* seront assurés en raison de ce que les coopératives de consommation deviendront les intermédiaires entre les coopératives de production et les individus consommateurs. — Nous avons vu que, jusqu'à présent, les sociétés de production ne parvenaient pas à écouler leurs productions dans les coopératives de consommation puisqu'elles ne fabriquaient pas ce dont ces dernières avaient besoin pour la vente. Eh bien, puisque dans le programme néo-coopératiste, les sociétés de consommation, après avoir réuni des capitaux, aborderont la production, ce seront donc elles mêmes qui deviendront sociétés de production en fabriquant ce qu'il leur faudra.

En résumé la marche à suivre serait la suivante : le syndicat prendrait l'initiative du mouvement en fondant d'abord une coopérative de consommation dont il capitaliserait les bénéfices au lieu de les répartir entre les sociétaires. Puis avec le capital ainsi constitué, il fonderait une ou plusieurs coopératives de production pro-

duisant les objets dont la coopérative de consommation aurait la vente courante. Enfin à côté, indépendamment ou non de ces coopératives, il créerait au besoin un atelier syndical où pourraient travailler les syndiqués et les produits qui seraient ainsi fabriqués seraient vendus par l'intermédiaire de la coopérative de consommation et au cas où celle-ci n'en aurait pas la vente, on ouvrirait spécialement un magasin syndical.

De la sorte, par l'organisation de la production coopérative les syndicats et coopératives de consommation feraient œuvre d'agents de transformation sociale et la généralisation de ce système permettrait au bout d'un temps plus ou moins long, à la production coopérative d'aborder la grande industrie.

Ces vœux ne sont du reste pas seulement ceux des néo-coopératistes mais encore de certains socialistes ; nous disons « certains socialistes » car chez la plupart d'entre eux, la coopérative de production est vue avec défaveur. Ils pensent, en effet, que la coopérative de production limitera l'horizon de l'ouvrier qui, en s'occupant presque exclusivement de la coopérative, oubliera les intérêts généraux des travailleurs. C'est ce qui fut exprimé au congrès du Havre par M. Finance.

« Les coopérations, dit-il, étant une solution essentiellement démocratique, puisque c'est l'application du suffrage de tous à l'organisation de l'industrie, il semblerait de prime abord que cette solution n'aurait dû rencontrer que des adversaires parmi les conservateurs

« et les fauteurs de réaction. Il n'en est rien. Nos réactionnaires ont très bien vu que la préoccupation de la fortune à acquérir tuerait inévitablement, chez les meilleurs des prolétaires, les grandes dispositions généreuses, les grandes aspirations politiques et sociales, en les livrant à des petites questions de boutique, en leur donnant un caractère bas, mesquin, en un mot le caractère bourgeois. C'est ce qui est arrivé ! »

Au congrès socialiste de 1910, dans la séance du 16 juillet, où il fut particulièrement question des coopératives, des opinions semblables furent émises. On entendit bien MM. Compère-Morel et Vaillant faire valoir timidement quelques uns des avantages que peuvent rendre au parti socialiste les coopératives de consommation mais par contre M. Jules Guesde déclara :

M. Jules Guesde. — « La coopérative n'a rien de spécifiquement socialiste, elle ne vaut que comme instrument. Les coopératives ne valent que pour fournir des subsides au parti socialiste ».

Puis M. Jules Guesde fit ensuite cette déclaration au moins singulière :

M. Jules Guesde. — « Prenons garde. En mettant à meilleur marché la vie ouvrière, la coopération peut porter tort aux salaires qui ne s'élèvent qu'en proportion des besoins. En Belgique, par exemple, les salaires sont d'autant plus bas que les coopératives sont plus nombreuses. »

Enfin, résumant en quelque sorte l'opinion des socia-

listes unifiés, M. Jules Guesde affirma que le parti socialiste devait se désintéresser des coopératives où ne se réfugiaient selon lui que les aspirants-capitalistes.

M. Jules Guesde. — « Les coopératives sont condamnées par notre société capitaliste à devenir elles-mêmes « associations capitalistes : obligées de vendre à bénéfice, elles deviennent simplement de grands magasins. »

Craignant déjà également, que des préoccupations d'ordre matériel ne paralysent les aspirations généreuses des travailleurs au détriment de la classe ouvrière tout entière, Karl Marx en était venu lui aussi à éloigner les ouvriers des coopératives de production dont il avait été tout d'abord le partisan. Le principal objectif du marxisme avait toujours été la conquête du pouvoir politique, mais Karl Marx avait au moins accordé à la coopérative de production une certaine valeur expérimentale et dans son livre « *Le Capital* », il admettait qu'elle fut susceptible de marquer une transition entre la production capitaliste et la production socialiste. Mais dans la suite, les sociétés coopératives ayant presque toutes échoué et celles qui avaient réussi, n'étant parvenues au succès qu'en reniant le principe coopératiste et en se transformant en sociétés de petits industriels, Karl Marx dans son programme de Gotha, en était arrivé à les regarder presque avec défaveur.

C'est donc une question de fait qui détermina Karl Marx, comme elle détermine encore beaucoup de socialistes, à rayer les coopératives de leur programme. Ils

ne veulent pas que des coopérateurs, sous le fallacieux prétexte de travailler au bien général, utilisent pour eux seuls les forces du parti ouvrier. Nous, qui ne voyons d'autre but à la coopérative de production que de faire progresser la classe ouvrière, nous sommes d'accord avec ces socialistes qui regrettent que de nombreuses coopératives aient dégénéré en sociétés capitalistes ; mais nous espérons quand même que peu à peu l'esprit coopératiste se diffusera assez parmi la classe ouvrière pour qu'elle sache enfin, dans les coopératives de production, faire prédominer sur l'intérêt particulier des sociétaires, l'intérêt général du prolétariat.

---

## SECTION II.

### *Les réformes législatives désirables.*

---

La législation actuellement applicable aux sociétés coopératives de production a suscité de nombreuses critiques qu'on peut ramener aux suivantes :

La loi n'a pas suffisamment défendu le principe coopératiste en ce qu'elle n'a pas fait de la coopérative un type de société à part et qu'elle ne l'a pas même défini ; si bien, que rien ne s'oppose à ce que des sociétés animées d'un pur esprit de spéculation se forment sous le nom et l'apparence de coopératives, bénéficiant ainsi, sans raison, du régime de faveur des sociétés à capital variable.

Puis, la limite maxima de deux cent mille francs, fixée au capital que peuvent constituer les coopératives de production, n'est pas suffisamment élevée car, avec ce faible capital, elles ne sont pas susceptibles d'aborder la grande industrie.

En outre, les coopératives de production se constituent le plus généralement, sous la forme anonyme, la souscription entière du capital et le versement requis doivent être constatés par un acte notarié (art. 8 et 55, § 2 de la loi du 24 juillet 1867), ce qui a pour effet

d'augmenter les frais de constitution de la coopérative et, par celà même, de créer un obstacle à la formation de ce genre de société.

Enfin, la loi ne protège pas assez le principe coopératif à un autre point de vue : en ce qu'elle ne rend pas obligatoire la participation aux bénéfices des travailleurs non associés. Lorsque la coopérative de production est obligée, en raison de l'abondance des commandes qui lui parviennent, de s'adresser à des travailleurs étrangers, la loi n'a pas accordé à ces derniers un droit à la participation aux bénéfices et de cette lacune de la loi il résulte qu'il se forme au-dessous des coopérateurs proprement dits une classe de salariés, ce qui constitue un état de choses contraire au principe coopératif, l'empêche de se développer et de jouer son rôle émancipateur.

On peut donc dire que nous n'avons pas de loi propre à la coopération et, à ce point de vue, nous sommes très manifestement en retard sur un certain nombre de législations étrangères qui ont réglementé la coopération et fait des coopératives des organismes bien définis et « sui generis ».

Seules, en France, les sociétés de crédit agricole ont reçu une forme particulière dans la loi du 5 novembre 1884 qui les autorise à diviser leur capital en parts nominatives pouvant être d'inégale valeur et transmissibles seulement aux membres des syndicats après agrément de la société. — La loi du 5 novembre 1884 permet

aux membres de la société de crédit de déterminer par les statuts la responsabilité des sociétaires dans les obligations sociales. — Elle oblige la société de crédit agricole à mettre au moins les trois quarts des excédents de fin d'exercice en réserve. — Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, la loi du 5 novembre 1884 ne permet pas de réduire le capital social par la reprise des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation. — Enfin, la loi du 5 novembre 1884, tout en reconnaissant à ces sociétés de crédit agricole la qualité de sociétés commerciales, les exempte du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Mais si les sociétés de crédit agricole ont reçu une législation adaptée à leurs conditions particulières d'existence, il n'en a pas été de même pour les coopératives proprement dites. Cependant, dès le 16 avril 1888, à la suite d'une enquête, dont M. Waldeck-Rousseau avait pris l'initiative, fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés par M. Floquet, et avec l'assentiment du gouvernement, un projet de loi sur les coopératives qui après quelques modifications fut adopté par la Chambre des députés en juin 1889. Le projet de loi fut alors soumis au Sénat le 14 février 1890 par M. Constans, ministre de l'intérieur, et une commission sénatoriale fut nommée pour étudier le projet.

Cette commission sénatoriale ne déposa que le 22 février 1892 son rapport dans lequel elle réclamait de

nombreuses modifications au texte voté par la Chambre des députés. Le Sénat vota le texte remanié. Mais à son tour, la Chambre des députés modifia le projet de loi de la commission sénatoriale et le vota encore une fois modifié, le 8 mai 1893.

Le Sénat n'adopta pas entièrement ces nouvelles modifications et la question fit encore l'objet d'un rapport de M. Lourties. La discussion du projet de loi menaçait de s'éterniser dans la haute assemblée, quand elle fut suspendue à la suite d'un vote du 13 mars 1896 par lequel le Sénat refusait aux coopératives diverses immunités fiscales.

Nous n'essaierons pas, au milieu des théories contradictoires émises et des méthodes opposées employées tant à la Chambre des députés qu'au Sénat pendant de longues années, de dégager l'idée qui domine ces multiples débats. Nous nous en tiendrons au texte voté en dernier lieu par la Chambre le 8 mai 1893 et qui, bien qu'il ait été remanié de nombreuses fois par les assemblées législatives ou peut-être à cause de cela même, nous paraît présenter une très réelle cohésion.

Le projet de loi tendait à la création d'une loi spéciale à la coopération, c'est-à-dire d'une loi où les coopérateurs auraient pu trouver tous les éléments nécessaires à la constitution, au fonctionnement et à la dissolution des sociétés coopératives. C'était adopter la méthode employée en Allemagne, en Belgique, en Suis-

se, en Hollande et en Autriche où des lois spéciales existent en faveur de la coopération.

Mais alors que, dans ces différents pays, il n'existe qu'une formule unique pour toutes ces coopératives, au contraire, la loi française plus souple aurait, après l'exposé de diverses modifications générales applicables à toutes les sociétés coopératives, présenté quelques dispositions particulières à chacune des quatre sortes de coopératives énumérées dans l'article premier.

Enfin, et c'est là le point capital, si le projet de loi imposait aux coopératives, qui auraient adopté cette législation nouvelle de préférence à celle du droit commun, de se soumettre à certaines conditions restrictives, du moins, accordait-il en échange à celles-là un certain nombre d'avantages qui étaient l'exemption des droits d'enregistrement et de timbre, pour les actes passés lors de la constitution ou de la dissolution des coopératives, et l'exemption de la patente.

Nous allons tout d'abord, pour la commodité de la discussion, donner in extenso le texte du projet de loi ; nous pourrons ainsi nous y reporter plus facilement, en comprendre le sens général et étudier les dispositions concernant les coopératives de production par comparaison avec celles concernant les coopératives de trois autres catégories. En note, nous fournirons le texte des modifications demandées en dernier lieu par le Sénat.

## TITRE I

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1<sup>er</sup>. — La loi reconnaît quatre espèces de sociétés coopératives :

1<sup>o</sup> Les sociétés coopératives de consommation qui ont pour but l'acquisition, la fabrication et la manutention par la société de toutes denrées, marchandises et autres objets destinés aux besoins des sociétaires ou aux besoins de leur profession ou crédit.

Les sociétés coopératives de crédit qui ont pour but, des opérations de crédit à effectuer avec les associés (1).

3<sup>o</sup> Les sociétés coopératives de production, qui ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés, la vente des objets fabriqués ou travaillés par eux ou produits par leurs exploitations, l'acquisition et l'emploi à l'usage exclusif des associés, de machines ou instruments quelconques ;

4<sup>o</sup> Les sociétés coopératives mixtes agricoles ou autres qui réunissent les conditions des sociétés de consommation, de crédit et de production ci-dessus définies, ou deux d'entre elles seulement.

La loi reconnaît encore le contrat de participation limité à la seule participation aux bénéfices.

ART. 2. — Les sociétés coopératives doivent être composées au moins de sept membres.

Elles peuvent être formées par acte notarié ou par acte sous seing-privé fait en double original.

ART. 3. — Toute société coopérative doit effectuer au greffe de la justice de paix ou du tribunal de commerce, suivant qu'elle a un caractère civil ou commercial, le dépôt d'un des doubles de l'acte de société, s'il est sous seing privé, ou d'une expédition, s'il est notarié, ainsi que le dépôt des actes ou extraits de délibération, prévus aux articles 7, 10, 14 et 19 ci-après.

Certificat de ces dépôts est délivré par le greffier.

ART. 4. — Le capital social initial est déterminé par les statuts constitutifs de la société.

---

(1) *Remplacer par* : Les sociétés coopératives qui ont pour but de procurer du crédit aux associés ou à d'autres sociétés coopératives (Sénat).

Il peut être augmenté soit par l'adjudication de nouveaux membres, soit par les versements successifs des associés.

ART. 5. — Les actions ou parts sociales ne peuvent être inférieures à vingt francs, ni supérieures à cent francs.

Elles sont nominatives même après leur entière libération (1).

ART. 6. — Les actions d'une société coopérative ne sont négociables qu'après la constitution définitive de cette société, et après la constatation des dépôts prescrits par la présente loi.

La négociation a lieu exclusivement par voie de transfert sur les registres de la société.

Les statuts peuvent autoriser le conseil d'administration ou l'assemblée générale à s'opposer au transfert, en exerçant au nom et pour le compte d'un associé, ou de la société elle-même, un droit de préemption au prix fixé par le dernier inventaire.

ART. 7. — Aucune société coopérative n'est définitivement constituée et ne peut commencer à fonctionner qu'après le dépôt prévu à l'article 3 et après la souscription de la totalité du capital social et le versement par chaque associé du dixième au moins du montant des actions ou parts qu'il a souscrites.

Une déclaration signée des fondateurs et déposée par eux sur le bureau de la première assemblée générale, constate que la souscription et le versement stipulés au paragraphe précédent ont eu lieu. Elle doit faire l'objet du même dépôt que l'acte constitutif.

ART. 8. — La première assemblée générale doit comprendre la moitié au moins des associés représentant au moins la moitié du capital social en numéraire.

Elle nomme les premiers administrateurs (2).

ART. 9. — Lorsqu'un associé fait un apport qui ne consiste pas en espèces, on stipule à son profit des avantages particuliers, la première assemblée générale nomme des commissaires à l'effet d'apprécier la valeur de l'apport ou les causes des avantages stipulés.

La société ne peut être définitivement constituée qu'après l'approbation de l'apport ou des avantages donnés, à la suite du rapport présenté par les commissaires, par une autre assem-

---

(1) *Ajouter* : La part que chaque sociétaire peut avoir dans le capital ne peut dépasser 5.000 francs, excepté dans les sociétés coopératives.

(2) *Ajouter* : Et les premiers commissaires de surveillance (Sénat).

blée générale spécialement convoquée à cet effet à un intervalle de quinze jours au moins ; cette seconde assemblée doit se tenir dans les conditions prescrites pour la première par l'article 8 de la présente loi ; les convocations doivent être envoyées au moins huit jours à l'avance et indiquer l'ordre du jour.

L'associé qui fait l'apport ou stipule des avantages particuliers n'a pas voix délibérative dans les assemblées générales dont il est parlé aux paragraphes précédents.

A défaut d'approbation, la société reste sans effet à l'égard de toutes les parties.

ART. 10. — Au cas où il est fait un rapport dans les conditions prévues par l'article précédent, dépôt doit être fait d'une copie de la délibération de l'assemblée générale constatant que les prescriptions de cet article ont été remplies.

ART. 11. — Les sociétés coopératives sont gérées par des administrateurs nommés à temps, révocables, salariés ou non, pris uniquement parmi les associés.

Les administrateurs peuvent choisir parmi eux ou parmi les associés, suivant qu'il aura été stipulé par les statuts, un mandataire chargé de la direction.

L'administration et la direction ne peuvent être confiée qu'à des Français majeurs jouissant de leurs droits civils, ou à des étrangers, après autorisation ministérielle.

Le siège social doit être situé en territoire français.

ART. 12. — La responsabilité des sociétés vis-à-vis des tiers est limitée au montant de leur souscription, même si la société est civile, sauf stipulation contraire insérée dans les statuts. — Les administrateurs et le directeur ou gérant ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat, ils ne contractent en raison de leur gestion aucune obligation personnelle. (1)

ART. 13. — Le capital est susceptible de diminution par suite de démission, exclusion ou décès d'un ou plusieurs associés ou pour toute autre cause. — Lorsque cette diminution constatée par le dernier inventaire, atteindra la moitié du capital social initial, les administrateurs seront tenus de convoquer l'assemblée générale et la société sera dissoute si cette assemblée n'en décide la continuation à la majorité des associés. — Si la ma-

---

(1) Ajouter : Les fondateurs, les administrateurs, les directeurs ou gérants, les commissaires des sociétés coopératives restent, quant à la responsabilité de leurs actes dans les termes du droit commun (Sénat).

majorité des associés ne peut être atteinte à la première assemblée générale, une seconde assemblée, convoquée huit jours au moins à l'avance, statuera valablement à la majorité des trois quarts des associés présents (1).

ART. 14. — L'assemblée générale constatera les augmentations du capital résultant des cas prévus à l'article 4, paragraphe 2 et les diminutions prévues au premier paragraphe de l'article 13, survenues dans le courant de l'année; l'extrait de cette délibération fera l'objet d'un dépôt supplémentaire lorsqu'il en résultera une diminution de plus du quart ou une augmentation de plus de moitié dans le capital constaté par l'inventaire de l'exercice précédent.

ART. 15. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents imprimés et autographiés la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits en lettres et en caractères apparents : « Société coopérative ». — Toute contravention aux dispositions du paragraphe précédent, sera punie d'une amende de cinquante francs.

ART. 16. — Les statuts fixent les époques des inventaires qui doivent être au moins annuels. — Ils doivent prévoir la nomination d'un ou plusieurs commissaires, associés ou non, chargés de faire un rapport à l'assemblée générale sur la situation de la société, sur son bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs. (2)

ART. 17. — Il est tenu chaque année au moins une assemblée générale dans laquelle lecture est donnée du bilan, des comptes présentés par les administrateurs ainsi que du rapport des commissaires. Ce bilan et ces comptes sont soumis à l'approbation des associés. Ils sont mis à leur disposition au siège social huit jours au moins avant la réunion de l'assemblée. (3)

---

(1) Remplacer par : « une seconde assemblée sera convoquée huit jours au moins à l'avance et la société sera dissoute si cette seconde assemblée n'en décide la continuation à la majorité absolue des associés, ou à défaut, à la majorité des trois quarts membres présents. (Sénat).

(2) Ajouter : Le bilan et les comptes sont mis à la disposition des commissaires quinze jours au moins avant cette réunion. (Sénat).

(3) Ajouter : Le bilan sera déposé au greffe de la justice de paix ou au tribunal de commerce, suivant le cas, dans le mois qui suivra l'approbation par l'assemblée générale. (Sénat).

ART. 18. — Si une assemblée ne réunit pas les conditions déterminées par les statuts, il en est convoqué une autre dans le délai de quinze jours francs.

Pour cette nouvelle assemblée, les convocations doivent être envoyées au moins huit jours à l'avance, avec mention des motifs qui ont empêché la première assemblée d'aboutir et indication de l'ordre du jour. La nouvelle assemblée délibère valablement, quelque soit le nombre des associés présents mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première assemblée.

ART. 19. — Lorsqu'une assemblée générale doit délibérer soit sur les modifications aux statuts, soit sur les propositions de prorogation ou de dissolution, les associés sont informés au moins quinze jours à l'avance de la date de la réunion et de l'ordre du jour. L'assemblée doit comprendre la moitié au moins des associés représentant la moitié au moins du capital social.

Toutefois le tiers des associés et du capital social sera suffisant pour les sociétés qui comptent plus de 3.000 associés ; le quart pour celles qui comptent plus de 4.000.

Après deux convocations sans effet, la troisième assemblée délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents.

Un extrait de toute délibération portant sur les questions ci-dessus spécifiées doit faire l'objet du même dépôt que l'acte constitutif de la société.

ART. 20. — Dans toute assemblée générale les délibérations sont prises à la majorité des voix ; chaque associé n'a droit qu'à une voix.

Aucun associé ne peut avoir plus d'une voix comme mandataire de membres non présents.

Il est tenu une feuille de présence qui contient les noms et domiciles ou les numéros matricules des associés présents ou représentés.

ART. 21. — Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des sociétés coopératives, ainsi que les dépôts prévus à l'article 3, sont dispensés des droits de timbre et enregistrés gratis.

Cette disposition ne s'applique aux actes de formation et de dissolution des dites sociétés que s'ils remplissent les conditions prévues par l'article 68 § 3 n° 4 de la loi du 22 frimaire an VII (1).

---

(1) 4° Les actes de société qui ne portent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes.

Les livrets ou certificats constatant les parts sociales et les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre.

Toutefois les sociétés coopératives restent soumises aux droits de timbre pour les actions, ainsi qu'au droit de timbre quittance établi par l'article 18 de la loi du 23 août 1871.

ART. 22. — Les sociétés coopératives de consommation sont sujettes à l'impôt du revenu sur l'intérêt attribué au capital mais non à raison des bonis distribués au prorata des acquisitions.

Les sociétés coopératives de production et de crédit sont dispensées de l'impôt sur le revenu attribué aux actions ou aux parts d'intérêt, mais seulement pour les sociétaires dont le capital social versé, constaté par les derniers inventaires ne dépassera pas deux mille francs.

ART. 23. — L'abonnement au timbre ne subira aucune réduction quelle que soit la diminution du capital social ; mais au cas d'émissions nouvelles, les droits de timbre resteront les mêmes tant que le capital social précédemment soumis à l'abonnement ne sera pas dépassé.

ART. 24. — Les sociétés coopératives ne sont pas dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou plusieurs membres ; elles continuent de plein droit entre les associés.

La dissolution peut être prononcée, sur la demande de toute partie intéressée lorsqu'un an s'est écoulé depuis l'époque où le nombre des associés est réduit à moins de sept.

ART. 25. — Tout membre d'une société coopérative peut se retirer dans les conditions prescrites par les statuts.

L'assemblée générale convoquée à cet effet a le droit de décider à la majorité des trois quarts des votants, les intéressés présents sont appelés par lettre recommandée adressée huit jours au moins avant la réunion, que l'un ou plusieurs des associés cessent de faire partie de la société.

ART. 26. — La part du fonds social qui revient à l'associé exclu lui est remboursée d'après le dernier inventaire approuvé déduction faite, sauf stipulation contraire des statuts, des fonds de réserve et de prévoyance qui restent acquis à la société.

Il est procédé de même dans les cas prévus par l'article 24 s'il n'en est autrement disposé par les statuts.

Quand la sortie est volontaire, les droits de l'associé sont réglés d'après l'inventaire qui suit la retraite.

ART. 27. — L'associé qui cessera de faire partie de la société pour une des causes prévues aux art. 24 et 25 ou ses héritiers resteront tenus, dans les limites prévues à l'art. 12, pendant trois ans envers la société et les tiers de toutes les obligations existant au moment de sa sortie de la société.

ART. 28. — Il est effectué annuellement sur les bénéfices nets de toute société coopérative, et avant toute répartition un prélèvement d'un dixième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint la moitié du capital social constaté par le dernier inventaire.

Un prélèvement supplémentaire pourra être prévu par les statuts pour constituer un fonds de prévoyance dont l'emploi sera décidé par un vote de l'assemblée générale.

Une part de quinze pour cent au minimum dans les bénéfices nets pourra être attribuée à la direction et au conseil d'administration.

ART. 29. — Les sociétés coopératives sont valablement représentées en justice par leur directeur ou par un délégué du conseil d'administration si les statuts n'en ont pas disposé autrement.

ART. 30. — Les sociétés coopératives de crédit et de production sont tenues de se conformer pour leurs écritures et leurs lettres missives aux prescriptions des articles 8 et suivants du Code de Commerce.

ART. 31. — Deux ou plusieurs sociétés coopératives peuvent s'associer entre elles, mais seulement pour poursuivre en commun en tout ou en partie le but que leur assignent leurs statuts. — Elles peuvent former des unions ou des syndicats pour l'étude et la défense de leurs intérêts en se conformant aux prescriptions des articles, 4, 5, 6, 7, de la loi du 21 mars 1884 (1).

---

(1) Remplacer par : ART. 31. — Les sociétés coopératives peuvent former des unions pour faciliter et développer leurs opérations, pour l'étude et la défense de leurs intérêts, pour créer et administrer des offices de renseignements sur la coopération. Ces unions devront faire connaître à la mairie de la localité où le siège de l'union est établi les noms des sociétés qui les composent. — Elles ne peuvent posséder aucun immeuble ni ester en justice. En cas d'infraction aux dispositions du paragraphe précédent, les directeurs des unions seront punis d'une amende de seize à deux cents francs et le tribunal pourra prononcer la dissolution. — Les acquisitions faites contrairement à la loi seront nulles. (Sénat).

## TITRE II

### LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

ART. 32. — Les sociétés coopératives de consommation doivent répartir les bonis éventuels entre les sociétaires, au prorata de leurs acquisitions, après les prélèvements prévus par la loi et par les statuts. L'intérêt du capital social ne pourra être supérieur à 5 pour cent. — Les objets acquis par l'intermédiaire de la société ne doivent être destinés à la revente.

Tout membre d'une société coopérative de consommation qui se livrera à la revente des objets qu'il se sera procurés par l'intermédiaire de la société sera puni d'une amende de 25 à 100 francs (1).

ART. 33. — Les sociétés de consommation peuvent admettre des adhérents à la distribution des objets achetés, moyennant le paiement d'un droit fixe et qui ne peut dans aucun cas être supérieur à 2 francs.

L'adhérent ne peut prendre part ni à l'administration ni à la direction de la société, ni aux assemblées générales. Le montant du droit d'entrée payé par l'adhérent est inscrit à son compte individuel auquel s'ajoute sa part annuelle dans les bonis. Dès que le montant de ce compte égale le montant d'une action ou part de la société, l'adhérent est crédité d'une action ou part et prend rang parmi les associés.

ART. 34. — Les sociétés de consommation qui se conforment aux règles posées par les articles 1, 32 et 33 n'ont pas le caractère de sociétés commerciales : elles ne sont soumises à aucune taxe autre que celles imposées aux particuliers commerçants.

Elles sont tenues de faire à l'administration des contributions indirectes une déclaration d'existence, sans que cette déclara-

---

(1) Remplacer par : ART. 32. — Les sociétés coopératives ne peuvent vendre qu'à leurs associés. — Sont exemptés de cette interdiction les résidus de la manutention. — Sera puni d'une amende de 25 à 200 francs tout sociétaire qui revendra les objets achetés à la société, à moins qu'il ne soit imposé à la patente pour la revente des dits objets ou qu'il n'exerce une industrie, sujette ou non à la patente qui les aura transformés. — Tous commerçants exerçant une profession passible de la patente qui se réunissent pour acheter les objets de leur commerce [et se les partager, ne sont pas soumis à la nouvelle patente. (Sénat).

tion entraîne pour elles l'obligation de se pourvoir d'une licence de gros ou de détail.

Les sociétés coopératives de consommation sont soumises à la surveillance de l'administration, qui peut toujours se faire présenter les livres ainsi que la liste des membres et des adhérents, pour s'assurer que la société ne fait pas d'opérations commerciales et qu'elle ne vend pas à des personnes étrangères.

Toute société convaincue d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 32 interdisant ces opérations, sera immédiatement soumise aux impôts frappant les sociétés commerciales, et les administrateurs jugés responsables de ces contraventions, seront punis d'une amende de 50 à 100 francs.

Les avantages de la présente loi ne peuvent être réclamés par les débits de boisson à consommer sur place.

Les économats des compagnies de chemin de fer jusqu'au jour de leur transformation en sociétés coopératives de consommation, qui devra se faire dans l'année de la promulgation de la loi, seront tenues aux obligations imposées à ces sociétés et jouiront des avantages qui leur sont accordés par la présente loi, à la condition de ne se livrer à aucune opération de commerce et de ne procurer aucuns bénéfices aux compagnies.

Ces économats sont soumis à la surveillance de l'Etat (1).

### TITRE III

#### DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT.

ART. 35. — Les sociétés coopératives de crédit peuvent faire des opérations d'escompte, d'avances, de transport de créance ou d'encaissement avec leurs propres associés ou avec d'autres sociétés coopératives. Elles peuvent, par une décision spéciale de l'assemblée générale, contracter des emprunts destinés à augmenter leur fonds de roulement.

ART. 36. — Les sociétés coopératives de crédit ne jouiront des immunités fiscales concédées par la présente loi que si elles répartissent les bénéfices annuels entre les sociétaires au prorata des sommes payées par eux à la société à titre d'intérêt,

---

(1) Ce fut la discussion de cet article 34 qui provoqua la démission du rapporteur M. Lourties (Sénat, 13 mars 1896).

d'escompte et de commission, après que la défalcation aura été faite de l'intérêt du capital jusqu'à concurrence de 5 % des prélèvements prévus par la loi et par les statuts.

#### TITRE IV

##### DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION.

ART. 37. — Dans les sociétés coopératives de production, il ne peut être procédé à aucun accroissement de capital avant le versement de la moitié au moins du montant des actions précédemment souscrites.

ART. 38. — Les sociétés coopératives de production qui ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés et qui utilisent des ouvriers ou employés recrutés en dehors de leurs membres ne jouissent des immunités fiscales concédées par la présente loi que si elles font participer ce personnel aux bénéfices de l'entreprise. Cette participation devra consister dans la répartition de 50 % au moins des bénéfices nets annuels ; distribués au prorata des traitements et salaires des employés et ouvriers associés ou non, après que défalcation aura été faite de l'intérêt du capital jusqu'à concurrence de 5 % au maximum et des autres prélèvements sociaux prévus par les statuts. Les statuts détermineront la faculté de contrôle reconnue aux participants comme il est dit au titre VI de la présente loi.

ART. 39. — Les sociétés coopératives de production composées d'ouvriers associés dans les conditions du § 3 de l'art 1<sup>er</sup> de la présente loi, bénéficieront du privilège réservé aux ouvriers par les lois du 26 pluviôse an II et du 25 juillet 1891.

#### TITRE V

##### DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES MIXTES

ART. 40. — Les sociétés coopératives mixtes sont tenues aux obligations des sociétés du caractère desquelles elles participent.

ART. 41. — Les sociétés coopératives mixtes agricoles qui se composent de laboureurs et cultivateurs et se bornent à vendre

et à manipuler les récoltes et fruits provenant des terrains qui appartiennent aux associés ou qui sont par eux exploités, à vendre le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent, ainsi que les produits de ce bétail, ne sont soumises comme les sociétés de consommation à aucune taxe autre que celles imposées aux commerçants. Elles ne sont pas tenues aux prescriptions de l'article 30.

## TITRE VI

### DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.

ART. 42. — Tout commerçant, industriel ou agriculteur, toute société commerciale, industrielle ou agricole peut admettre ses ouvriers ou employés à participer aux bénéfices de l'entreprise, sans que cette participation entraîne pour les ouvriers ou employés aucune responsabilité en cas de perte.

La participation peut être établie à titre bienveillant par le chef d'entreprise et ne donner lieu à aucun contrôle de la part des intéressés.

Elle peut résulter d'un contrat qui donne aux participants le droit de contrôler les comptes.

ART. 43. — Le contrat de participation peut déterminer les conditions du contrôle des comptes.

Si les conditions du contrôle n'ont pas été fixées par le contrat, un ou trois experts comptables seront désignés chaque année d'avance et d'un commun accord, par le chef de la maison et par l'assemblée générale des participants pour constater si l'inventaire est régulièrement établi et si la part des bénéfices qui revient au personnel lui est réellement attribuée.

A défaut de désignation faite d'accord par les intéressés, les experts seront nommés d'office sur simple requête, soit par le président du tribunal civil, soit par le président du tribunal de commerce.

Les parties auront la faculté de convenir à l'avance que les experts, ou telles autres personnes qu'elles auront choisies statueront comme arbitres amiables compositeurs et en dernier ressort, sur les difficultés qui pourraient s'élever au sujet des comptes et des inventaires.

ART. 44. — Au cas où, d'après les statuts, tout ou partie du bénéfice annuel distribué est conservé dans l'établissement et

donne droit à une nouvelle part du bénéfice, les participants, à moins de stipulations contraires, exerceront leur droit de vérification dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART 45. — L'impôt sur le revenu n'est pas perçu sur la part de bénéfice distribué aux ouvriers ou employés d'une entreprise commerciale, industrielle, ou agricole, sauf toutefois sur la partie de ce bénéfice qui reviendrait à ces ouvriers ou employés pour le capital qu'ils auraient dans l'entreprise ainsi qu'il est prévu par l'art. 44.

ART 46. — Les sommes payées aux ouvriers ou employés, à titre de participation aux bénéfices ne pourront, sauf le cas de concert frauduleux, être l'objet d'aucune répétition en cas de faillite de l'entrepreneur. Il en sera de même des sommes qu'un chef d'entreprise aura distribuées à titre de participation à ses ouvriers ou employés sans y être obligé par un contrat.

#### DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

ART. 47. — L'inobservation ou la violation des art. 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, et 11 par toute société coopérative, entraîne la nullité de la société. Les associés ne pourront jamais opposer cette nullité aux tiers envers lesquels la société coopérative se trouverait engagée.

ART. 48. — L'émission d'actions ou de coupons d'actions d'une société constituée contrairement aux prescriptions de la présente loi est punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Est puni de la même peine : le directeur ou gérant qui commence les opérations sociales avant l'entrée en fonction du conseil d'administration.

Sont punis des peines portées à l'art. 405 du code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

1. Ceux qui par simulation de souscriptions ou de versements ou par des publications faites de mauvaise foi de souscriptions ou versements qui n'existaient pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou versements.

2. Ceux qui pour provoquer des souscriptions ou des versements ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées contrairement à la vérité, comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque.

3. Les directeurs ou gérants, qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux ont opéré entre les actionnaires ou participants, la répartition des dividendes ou bonis fictifs.

Les membres du conseil de surveillance ne sont pas solidairement responsables des délits commis par le gérant.

L'art. 453 du code pénal est applicable aux faits prévus ci-dessus, ainsi qu'aux pénalités prévues par les art. 43 et 34.

ART. 49. — Sont abrogées les dispositions des lois antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles de la présente loi.

ART. 50. — Les sociétés actuellement existantes en vue d'un objet rentrant dans les prévisions de l'article 1<sup>er</sup> jouissant des avantages conférés aux sociétés coopératives, à la condition, s'il y a lieu, de modifier leurs statuts de manière à les rendre conformes aux dispositions de la présente loi.

ART. 51. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Ne parvenant pas à définir la coopération en général sans tomber soit dans une conception trop étroite, soit trop vague, on en est arrivé, dans l'article premier du projet de loi, à une énumération des quatre sortes de sociétés qui sont reconnues par la loi et c'est ainsi que le projet de loi spécifie que les sociétés coopératives de production sont « celles qui ont pour but l'exercice en « commun de la profession des associés, la vente des « objets fabriqués ou travaillés par eux ou produits par « leur exploitation, l'acquisition et l'emploi à l'usage « exclusif des associés de machines ou instruments quel-  
« conques ».

Mais cette division en quatre catégories est-elle toujours bien précise et, par exemple, ne saurait-il y avoir quelque hésitation pour distinguer si telle coopérative

appartient à la première qui est celle des coopératives de consommation ou à la troisième catégorie qui est celle des coopératives de production ?

Ainsi, dans quelle catégorie conviendrait-il de ranger une boulangerie qui aurait été créée par des consommateurs et qui ne fournirait qu'eux seuls ? — A notre sens, une boulangerie devrait être considérée comme une société coopérative de production ou comme une société coopérative de consommation, selon que cette coopérative aurait été créée par des boulangers qui ne se seraient réunis que pour revendre leur pain qu'à des tiers ou selon qu'elle aurait été créée par des consommateurs ne faisant fabriquer leur pain à la coopérative que pour se le répartir ensuite exclusivement entre eux.

Donc, d'après nous, et d'accord en cela avec M. Félix Martin, nous pensons que c'est le but final que poursuivent les associés qu'il faut uniquement considérer. Si nous avons affaire à une coopérative qui a pour but de revendre au public, nous pouvons dire que nous nous trouvons en présence d'une coopérative de production ; si, au contraire, elle ne fabrique que des produits devant être consommés par les associés seuls, nous dirons que c'est une coopérative de consommation.

C'est ainsi que nous rangerons les coopératives qui auraient pu se créer selon la loi du 30 novembre 1894 relative à la construction des habitations à bon marché parmi les coopératives de consommation car, si elles construisent, c'est-à-dire si elles produisent, ce n'est

qu'afin que les maisons construites par elles soient louées par leurs propres sociétaires qui en dernier lieu deviennent bien ainsi de véritables consommateurs.

Cette façon de caractériser les coopératives selon le but qu'elles se proposent, n'avait pas été adoptée sans difficulté par beaucoup, entre autres par le rapporteur M. Lourties et nous croyons voir qu'il est resté dans son projet de loi quelque chose de l'ancien critérium d'après lequel toute coopérative se donnant à tâche de produire, devrait être, à priori, séparée des coopératives de consommation et rangée dans la catégorie des coopératives de production. Dans l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>, il est dit en effet : « Les sociétés coopératives de production « qui ont pour but .. l'acquisition et l'emploi à l'usage « exclusif des associés, de machines ou instruments « quelconques ». Or, le fait d'acheter des machines ou des instruments ne nous semble par devoir conférer à une coopérative la qualité de coopérative de production car les associés peuvent très bien n'avoir acheté des machines ou des instruments que pour réduire le prix de revient d'objets qu'ils ont l'intention de produire mais pour en dernier lieu les consommer eux-mêmes.

Enfin, quoiqu'il en soit de ces quelques restrictions, peu importantes du reste, le projet organise pour les sociétés coopératives, définies par lui dans son article premier, un régime spécial mais auquel nous ne saurions trop le faire remarquer, car ce point est capital, les sociétés seront libres de se soustraire en se soumettant

au régime établi par la loi du 24 juillet 1867 et en adoptant par exemple les formes de la société à capital variable.

Etudions maintenant assez brièvement quels sont les caractères principaux de la coopérative de production telle qu'elle est comprise dans le projet de loi et voyons si la conception qu'on s'en fait est semblable à celle de la loi du 24 juillet 1867.

Selon le projet de loi, toute coopérative est une « société » mais il est assez difficile de dire si c'est une « société de personnes » ou une « société de capitaux » et il convient de s'en rapporter à la distinction que nous faisons plus haut (1) : à savoir qu'une coopérative doit être tenue pour une « société de personnes » quand on envisage les rapports des sociétaires entre eux et doit être considérée comme une « société de capitaux » quand il s'agit des garanties que les tiers ont à son égard. — Le projet de loi nous semble bien marquer la prééminence qu'il donne à la personne sur le capital quand il précise quel devra être le fonctionnement intérieur de la coopérative. C'est ainsi que, d'après l'article 5, les actions doivent être nominatives et que dans l'article 20 il est dit qu'à l'assemblée générale, chaque associé n'a droit qu'à une voix, quelle que soit l'importance des capitaux engagés par lui dans la société. — En outre, l'article 25 dit que tout sociétaire peut se retirer de la société et que la

---

(1) Supra p. 116.

majorité des trois quarts des votants peut décider l'exclusion d'un ou plusieurs membres si elle le juge bon. De plus, d'après l'article 6, les statuts peuvent donner au conseil d'administration le droit de refuser le transfert d'une part sociale à une personne qu'il ne jugerait pas opportun d'admettre dans la coopérative.

Donc, dans le projet de loi, peut-être encore plus que dans la loi du 24 juillet 1867, la personne prime le capital. Les auteurs du projet de loi ont voulu faire de la question de personnes une question primordiale parce qu'ils ont tenu à ce qu'une bonne harmonie puisse toujours régner dans la coopérative et ne soit pas susceptible d'être troublée par l'opposition systématique d'une faible minorité. C'est à ce point, qu'ils ont donné à la majorité la faculté d'exclure cette minorité même par l'emploi de procédés peut-être un peu arbitraires et que, d'autre part, ils ont encore autorisé les mécontents à se retirer de leur propre gré bien que toutes ces exclusions et ces démissions en masse risquent fort, dans certains cas, de réduire le capital social dans de notables proportions.

Et en raison, justement, de l'intérêt que nous venons de montrer attaché à la personne de l'associé, il nous semble bien que, conformément à une observation que M. Labiche faisait au rapporteur, M. Lourties, à la séance du Sénat du 8 décembre 1893, on n'aurait pas dû dénommer « actions » les titres possédés par les associés mais plutôt « parts d'intérêts ». — On se souvient

de la distinction que nous faisons entre « l'action » et la « part d'intérêt » à propos de l'étude que nous avons entreprise du régime fiscal auquel sont soumises les coopératives (1). Nous disons qu'il convenait d'appeler « actions », le titre qui est possédé par quelqu'un dont la personnalité n'est pas la cause déterminante de son entrée dans société et qu'il convenait d'appeler « part d'intérêt », le titre qui est la propriété d'une personne qui ne fait partie de la société qu'en raison de ses qualités particulières. — Nous rappelons en outre à l'appui de notre thèse, l'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault qui considèrent comme « action » la valeur que le titulaire peut à son gré céder et comme « part d'intérêt » celle qui ne peut être cédée par le titulaire qu'après que celui-ci a obtenu l'assentiment de ses co-associés. — Or, l'importance que le projet de loi attache à la personne des associés surtout en ce qui concerne les coopératives de production où les personnes ne sauraient être indifférentes et le droit qu'il donne dans son article 6 de stipuler dans les statuts que le conseil d'administration aura le droit de s'opposer au transfert des titres des associés font bien de ces titres des « parts d'intérêt », ainsi que le faisait remarquer au Sénat M. Labiche.

La société coopérative est en principe une société à « responsabilité limitée », sauf stipulation contraire des statuts —. On avait tout d'abord songé à réclamer pour

---

(1) Supra p. 132.

elle la responsabilité illimitée qui, admise en Allemagne, est une grande source de crédit pour les banques Schulze-Delitzch, mais, sur le rapport de M. Doumer, on préféra dire que vis-à-vis des tiers les associés auraient, même si la société était civile, une responsabilité limitée au montant de la souscription (art. 12). — Seulement, en considération des arguments assez sérieux qui avaient été présentés par les partisans de la responsabilité illimitée, on la rendit possible par une stipulation expresse des statuts. D'ailleurs, pour que les tiers soient toujours exactement fixés sur l'étendue de la garantie que la coopérative leur offre, celle-ci est toujours tenue d'ajouter à sa raison sociale l'expression : « société coopérative à responsabilité limitée » ou « société coopérative à responsabilité illimitée », selon qu'elle est l'une ou l'autre.

Les principales réformes apportées par le projet de loi à la législation précédente ont trait aux *formalités de constitution de la coopérative*, à la *variabilité de son capital*, à la *participation aux bénéfices de tous ses employés* et dans la *reconnaissance qui est faite aux coopératives de certaines exemptions fiscales*.

#### *I. Formalités de constitution de la coopérative. —*

D'après l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867, plusieurs formalités étaient exigées des coopératives : Il fallait déposer les statuts de la société au greffe de la justice de

paix et au greffe du tribunal de commerce et publier dans les journaux un extrait de l'acte constitutif accompagné des pièces annexées. Enfin, un acte notarié, constatant la souscription du capital social et le versement du quart était nécessaire.

Dans le projet de loi, les formalités de constitution sont réduites : la nécessité de l'acte notarié est supprimée ; la société peut être légalement constituée par acte sous seing privé, fait en double original, avec dépôt au greffe de la justice de paix d'un des doubles de cet acte et d'une déclaration des fondateurs faite sur papier libre que le capital a été souscrit et le versement requis effectué.

Au lieu des deux dépôts des statuts au greffe de la justice de paix et au greffe du tribunal de commerce, on n'exige plus le dépôt qu'au greffe de la justice de paix seule, si la société a un caractère civil, et au greffe du tribunal de commerce, si elle a un caractère commercial. En outre, on n'exige plus l'insertion dans un journal du département de l'acte constitutif de la coopérative.

## *II. — Variabilité du capital social de la coopérative.*

De même que la loi du 24 juillet 1864, le projet de loi, dans ses articles 2, 13 et 14, fait de la variabilité du capital social et du nombre des sociétaires un des éléments essentiels de la coopérative.

Cette variabilité avait été admise sans discussion

pour les sociétés de consommation susceptibles de diminution ou d'augmentation rapides du nombre des sociétaires et partant du capital social. Pour ce qui concerne les sociétés coopératives de production, on avait d'abord voulu les priver de la variabilité, ainsi que le réclamait M. Paul Doumer, le 8 avril 1895, quand il disait dans son rapport à la Chambre des députés : « la variabilité du « nombre des sociétaires et par conséquent du capital « nuit au crédit de la coopérative de production ».

Mais le Sénat n'avait pas partagé l'avis émis par M. Paul Doumer à la Chambre des députés et il s'était plus volontiers rallié à l'opinion contraire exprimée par son rapporteur, M. Lourties, qui faisait avec raison remarquer, le 25 février 1892, dans son rapport au Sénat que : « La forme à capital fixe est contraire à l'essence de la « coopération car elle empêche l'accession constante de « sociétaires nouveaux et pousse à la transformation en « société capitaliste spéculative ».

Cependant, si l'on admettait en principe la variabilité, il était tout de même nécessaire de lui imposer une limite maxima pour empêcher toute spéculation possible et une limite minima afin d'éviter que, par des réductions successives du capital social, on ne rendit illusoire la garantie que les tiers pourraient croire qu'ils avaient dans la coopérative. Voyons donc ce que peut être selon le projet de loi le capital social initial d'une coopérative et dans quelles limites il est susceptible de varier.

D'après l'article 4 du projet de loi, le capital social divisé en actions nominatives de vingt francs au moins et de cent francs au plus, est déterminé par les statuts ; ce qui signifie, qu'aucun minimum n'est fixé que celui qui résulte de la combinaison des articles 2 et 5 et d'après lesquels la société coopérative doit être composée d'au moins sept membres, possédant chacun au moins une action ou part sociale du nominal minimum de vingt francs. C'est-à-dire que, d'après le projet de loi la limite minima du capital social est de 140 francs. Quant à la limitation du capital social initial à un chiffre maximum de deux cent mille francs qui était imposée par l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867, elle se trouve supprimée par le projet de loi.

Donc, selon l'article 4 du projet de loi, les statuts peuvent fixer à un chiffre quelconque le capital social primitif qui pourra ensuite être augmenté soit par l'adjonction de nouveaux membres, soit par les versements successifs des associés ou bien encore diminué (art. 25) par l'exclusion ou la retraite avec reprise d'apports de membres anciens.

Mais afin de parer au danger qui pourrait résulter pour la société aussi bien que pour les tiers de la retraite simultanée d'un grand nombre de membres, cette retraite entraînant une diminution trop considérable de capital et étant ainsi susceptible d'acculer par contre-coup la coopérative à la ruine, le projet de loi dispose que si le capital social est réduit à de moitié de son ca-

pital originaire, l'assemblée générale devra être convoquée pour décider s'il y a lieu de continuer la société ou de la dissoudre.

Pour ce qui regarde tout particulièrement l'accroissement possible du capital social des coopératives de production, l'article 37 du projet de loi décide que cet accroissement ne pourra avoir lieu avant le versement de la moitié au moins des actions précédemment souscrites ; cette mesure étant virtuellement prise dans le but de rendre difficile toute spéculation.

Cependant, toutes ces modifications que les coopérateurs ont la faculté d'apporter au capital social pourraient nuire aux tiers si elles étaient ignorées d'eux, aussi les auteurs du projet de loi, ont-ils voulu qu'elles soient entourées d'une publicité suffisante pour que les intéressés puissent être aisément renseignés. C'est ainsi que l'assemblée générale est tenue de constater les augmentations ou diminutions du capital prévues par les articles 4 et 13 et qu'elle doit, quand une diminution de plus du quart ou une augmentation de plus de moitié dans le capital social a été constatée par l'inventaire précédent, déposer un extrait de sa délibération au greffe du tribunal civil, si la société coopérative est civile, ou au greffe du tribunal de commerce, si elle est commerciale.

*III. — Participation de tous les employés aux bénéfices de la coopérative de production.*

Nous avons vu que certaines coopératives ne font pas participer aux bénéfices les ouvriers non associés, alors bien même qu'ils travailleraient depuis de longues années pour le compte de la société. Le projet de loi décide donc dans son article 38, que les coopératives de production constituées dans les formes nouvelles, devront faire participer aux bénéfices tout le personnel, c'est-à-dire même le personnel non associé.

Cette participation devra consister dans la répartition de 50 % au moins des bénéfices nets annuels de l'entreprise, distribués au prorata des traitements et salaires des ouvriers ou employés, associés ou non, après défaction de l'intérêt du capital jusqu'à 5 % et après qu'auront été effectués les autres prélèvements sociaux prévus par les statuts mais qui ne peuvent comprendre que les œuvres d'intérêt général ; cette restriction étant faite afin d'éviter qu'on ne puisse, sous prétexte de se conformer aux statuts, absorber la plus grande partie des bénéfices sociaux au profit de quelques-uns : fondateurs, apporteurs ou administrateurs.

*IV. -- Exemptions fiscales accordées à la coopérative.*

D'après l'art. 38 du projet de loi, bénéficieront seules de certaines exemptions fiscales, les coo-

pératives de production qui feront participer tout leur personnel aux bénéfices dans la proportion de 50 %. On aurait voulu faire plus encore pour les coopératives mais les réclamations véhémentes du petit commerce empêchèrent de les exonérer complètement de l'impôt du timbre-quittance et du timbre pour les actions. On n'accorda aux coopératives l'exemption du timbre que pour les livres ou certificats constatant les parts sociales et les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales. Pour ce qui concerne les émissions d'actions, les coopératives seraient toujours soumises à l'impôt du timbre, même si le capital était diminué, mais elles ne le resteraient plus en cas d'augmentation du capital social et cela, jusqu'à concurrence de la précédente diminution. Une semblable faveur nous l'avons déjà vu avoir été accordée par la loi du 30 novembre 1894 aux sociétés de constructions ouvrières (1).

Enfin, le projet de loi par son article 22 maintient bien l'exemption de l'impôt sur le revenu pour les coopératives de production mais ne l'accorde qu'aux associés qui, d'après la constatation du dernier inventaire, n'auraient pas versé un capital supérieur à deux mille francs.

De l'étude que nous venons de faire, il paraît résulter que les auteurs du projet de loi avaient compris que le

---

(1) Suprà, p. 130.

développement de la coopération sous ses diverses formes importe à la nation toute entière et qu'afin qu'il puisse être rationnel, qu'afin qu'il puisse avoir les conséquences sociales qu'on est en droit d'attendre de lui, il fallait le diriger en le maintenant toujours dans une voie conforme aux principes du pur coopératisme.

Mais en même temps qu'on se proposait d'engager les coopératives à adopter en quelque sorte un certain moule et à accepter certaines contraintes, il était de toute nécessité de leur procurer, en retour, certaines facilités capables de les déterminer à préférer à la législation de droit commun, cette législation nouvelle et créée spécialement pour elles. Aussi, en regard des obligations auxquelles ils se proposaient de soumettre les coopératives, les auteurs du projet de loi lui accordaient-ils quelques faveurs : celles-ci ayant pour objet de compenser celles-là :

*D'une part*, dans le projet de loi, on oblige toutes les coopératives à n'avoir que des actions nominatives (art. 5) et on ne permet à chacun de leurs associés, quelque soit l'importance de son capital engagé, de ne disposer que d'une voix à l'assemblée générale (art. 20). On ne permet aux coopératives de consommation de ne vendre qu'à leurs adhérents (art. 33) et on les soumet au contrôle de l'administration (art. 34). On veut que les coopératives de crédit répartissent leurs bénéfices annuels entre leurs sociétaires au prorata des sommes payées par eux à titre d'intérêt, d'escompte et de com-

mission (art. 36). [Pareillement, on stipule que les sociétés de production devront faire participer tout leur personnel aux bénéfices dans une proportion de 50 %.

*D'autre part*, on accorde aux coopératives certaines facilités que ne leur donnait pas la législation ordinaire des sociétés et on leur concède quelques immunités fiscales :

C'est ainsi qu'on les dispense dans tous les cas, d'avoir recours à un notaire pour se constituer (art. 2) aussi bien que pour la constatation du versement du dixième du capital souscrit (art. 7) ; qu'on réduit les formalités des dépôts à faire aux greffes des doubles des actes de société (art. 3) ; qu'on leur donne toute latitude pour la détermination du chiffre de leur capital social et pour ses augmentations ultérieures (art. 4) ; que les actions peuvent être du nominal de vingt francs (art. 5) ; qu'on laisse les associés se recruter comme ils l'entendent (art. 6, 25 et 36) ; qu'on les autorise à ne verser que le dixième de leur souscription (art. 7) et que, même dans les sociétés civiles, on limite leur responsabilité au montant de leurs souscriptions (art. 15), qu'on permet aux coopératives de créer des unions (art. 31).

De même, on enregistre gratis les actes de constitution et de dissolution des coopératives et on ne soumet pas à l'impôt du timbre les livrets ou certificats constatant les parts sociales et les pouvoirs en vue des assemblées générales (art. 21). On dispense les coopératives de consommation de l'impôt sur le revenu pour les bonis dis-

tribués par elles et on en dispense également les coopératives de production pour les sommes payées aux actions des sociétaires dont le capital engagé est inférieur à deux mille francs et pour les sommes qu'elles répartissent entre les ouvriers à titre de participation dans les bénéfices (art. 22 et 45). En cas de réduction puis d'augmentation du capital social, les droits de timbre resteront les mêmes tant que le capital social précédemment soumis à l'impôt du timbre ne sera pas dépassé (art. 23). Les sociétés de consommation ne sont pas regardées comme sociétés commerciales et ne subissent pas d'autres taxes que celles imposées aux particuliers commerçants (art. 34). Les coopératives adjudicataires des travaux de l'Etat ou des travaux publics, ne peuvent voir leurs fonds déposés dans les caisses des receveurs faire l'objet d'aucune saisie-arrêt ni opposition (art. 39 : loi du 26 pluviôse an II et du 25 juillet 1891).

Le rapporteur du projet de loi au Sénat, M. Lourties, croyait si bien que les avantages que l'on accordait aux coopératives ne faisaient que contrebalancer justement les obligations qu'on leur imposait par ailleurs, qu'il se montra intraitable et préféra se retirer quand la haute assemblée manifesta son intention de réduire encore les faveurs de nature fiscale que M. Lourties croyait au contraire indispensables pour déterminer les coopératives à adopter la nouvelle législation.

Déjà, dans de précédentes discussions, le Sénat n'avait pas voulu reconnaître avec la Chambre des députés que

les coopératives de consommation, voulant profiter des avantages fiscaux reconnus par le projet de loi, pourraient avoir des adhérents et M. Lourties s'était incliné mais, par contre, il ne voulut pas admettre, à la séance du 13 mars 1896, que l'on supprimât l'article 34 du projet de loi et que l'on imposât aux coopératives de consommation les mêmes taxes qu'à des sociétés commerciales :

M. Silhol ayant proposé de réserver le vote des articles 32 et 33 après le vote de l'article 34, en disant avec raison : « Je comprends que dans le cas où on dispenserait les coopératives de ces impôts, on adopte les restrictions de l'article 32 ; mais si on ne les en dispense pas, il n'y aurait plus de raison de voter les restrictions » ; on avait immédiatement abordé la discussion de l'article 34 que M. Nioche avait demandé au Sénat de supprimer purement et simplement en le remplaçant par la disposition suivante :

« Les sociétés coopératives comme tous les commerçants et sociétés commerciales, seront soumises à tous impôts et droits fiscaux sans aucune exception ».

Cet amendement ayant été mis aux voix et ayant été adopté par 148 voix sur 239 votants, M. Lourties ne put que conclure :

« Comme il n'y a plus de loi, le rapporteur donne sa démission ! ».

Et en effet, du moment où les obligations qu'on imposait aux coopératives l'emportaient sur les avantages

qu'on leur accordait, la balance était rompue et la loi devenait caduque.

Des commerçants et des industriels ont dit qu'il était injuste de combler de faveurs les coopératives et par leurs incessantes récriminations ont grandement contribué à faire échouer le projet de loi. Qu'à leur point de vue personnel, ils aient redouté l'expansion des coopératives capable de les éliminer peu à peu et qu'ils aient tenté de la retarder, nous le concevons parfaitement, mais cette question d'intérêt personnel mise à part, on ne saurait en toute impartialité crier à l'injustice : Les coopératives constituent des formes nouvelles de la production et de la répartition des produits dont le législateur a le devoir de faciliter le développement ; or si en regard de quelques avantages qu'il accorde aux coopératives, il leur impose par ailleurs, ainsi qu'il fut fait dans le projet de loi, des obligations qui les compensent amplement, personne ne saurait équitablement se déclarer injustement lésé.

Ayant ainsi essayé de dégager l'idée dominante du projet de loi, tâchons maintenant d'apprécier plus en détail quelle est la valeur des réformes apportées par lui à la législation des coopératives :

Aux diverses critiques que nous adressions à notre législation actuelle (1), le projet de loi nous paraît répondre de la manière la plus opportune :

---

(1) *Supra*, p. 443.

En définissant la société coopérative et en faisant d'elle un type distinct de société, imitant en cela plusieurs législations étrangères, le projet de loi défend le principe coopératif en empêchant des sociétés de spéculation de prendre le masque de la coopération et de bénéficier, grâce à cette apparence trompeuse, des faveurs accordées aux coopératives.

La formation des coopératives se trouve facilitée par la simplification des formalités de constitution, par la dispense de l'acte notarié.

La suppression de la limitation du capital social initial à deux cent mille francs, fait disparaître un obstacle qui s'oppose au développement des coopératives et leur permet d'aborder avec des capitaux suffisants les entreprises de la grande industrie.

L'obligation que l'on impose à la coopérative, en cas de réduction de la moitié du capital social par suite de nombreuses retraits d'associés, de réunir l'assemblée générale afin d'examiner s'il y a lieu de dissoudre la société, protège dans une certaine mesure la coopérative contre une faillite possible en l'obligeant à discuter au grand jour et à apprécier les forces dont elle dispose encore.

Quant à l'interdiction qui est faite de procéder à une augmentation du capital social avant le versement de la moitié au moins des actions précédemment souscrites, elle nous semble excellente comme protégeant à la fois les tiers et la société coopérative elle-même : *les tiers*, qui pourraient être induits en erreur par un accroissement

factice du capital social et faire à la société, dans la croyance d'une prospérité, en réalité purement apparente, un crédit exagéré ; la *coopérative*, qui ainsi pourrait aggraver sa dette et préparer sa propre ruine.

Enfin, la disposition qui prescrit aux coopératives de production de faire participer aux bénéfices tout leur personnel, les travailleurs non associés aussi bien que les associés, nous semble être en complète harmonie avec l'esprit même de la coopération, bien que cette partie du projet ait été très vivement critiquée par M. Leroy-Beaulieu qui prétend que les coopératives doivent à leur gré et en pleine liberté disposer des bénéfices qu'elles réalisent (1). Pour nous, nous estimons que cette disposition est vraiment excellente car qui dit « coopération » dit « mutualité, » l'esprit de mutualité étant précisément ce qui distingue les coopératives des autres sociétés dans lesquelles les associés ne recherchent que la satisfaction de leurs intérêts individuels ; or, la mutualité commande l'union étroite de tous ceux qui concourent à un même travail de production et veut que cette solidarité soit assez intime pour que tous ceux qui ont contribué à l'œuvre commune voient leur rémunération justement proportionnée à leurs efforts personnels et au résultat final obtenu.

Le projet de la loi nous apparaît donc, dans son en-

---

(1) Articles de M. Leroy-Beaulieu dans l'économiste français du 12 juin 1894 et des 15 et 22 juin 1895.

semble comme très favorable au développement, à la réalisation pratique et à la défense de l'idée coopérative.

D'ailleurs, il convient de remarquer encore que le projet, s'il parvenait à devenir une loi, ne viendrait en aucune façon gêner la liberté individuelle et empêcher la coopération de se réaliser sous les formes les plus variées. En effet, cette réglementation ne serait pas obligatoire pour les coopératives; celles qui voudraient en bénéficier se constitueraient sous les formes nouvelles mais celles qui n'y consentiraient pas demeureraient parfaitement libres de se constituer, comme actuellement sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, c'est-à-dire sous la forme anonyme, en commandite ou en nom collectif.

Ce projet de loi aurait simplement pour effet de maintenir le principe de la coopération dans les seules sociétés qui se soumettraient à ses dispositions et de les empêcher de dégénérer en sociétés ordinaires d'où l'idée de mutualité est absente.

---

## CONCLUSION.

Au moment où nous terminons cette étude, la coopération est en quelque sorte de nouveau à l'ordre du jour : le *Congrès socialiste international de Copenhague* se sépare en proclamant que : « les sociétés coopératives ne « procurent pas seulement des avantages matériels immédiats à leurs membres, mais sont destinées à augmenter la puissance du prolétariat, à améliorer les conditions de la vie ouvrière et à éduquer les travailleurs ».

Cette déclaration est d'autant plus intéressante, que, jusqu'à présent, ainsi que nous l'avons expliqué, le programme coopératiste était bien souvent considéré avec défaveur dans les milieux ouvriers. (1)

Deux théories s'étaient trouvées en présence au *Congrès socialiste international de Copenhague* :

Selon l'une, défendue par M. Vanderwelde, belge, M. Dan Irwing, social-démocrate anglais, M. Vibaut, hollandais, et M. Jules Guesde, la subordination au parti socialiste des coopératives qui, d'après eux, ne valent que comme auxiliaires et que pour fournir des subsides à l'action socialiste, doit être posée en principes.

Selon l'autre, défendue par M. Karpeles, autrichien, M. Justo, argentin, M. Von Elm, allemand, M. Borgberg

---

(1) Supra, p. 7.

danois et M. Jean Jaurès, les coopératives ont bien une valeur propre et peuvent puissamment aider le prolétariat ; leur autonomie doit être proclamée comme celle des syndicats, c'est-à-dire que les coopératives doivent être laissées libres de coopérer à l'action du parti socialiste.

Ce fut cette seconde thèse qui triompha et, selon nous, son adoption par le *Congrès socialiste international de Copenhague* marque une nouvelle et heureuse orientation de l'action du parti socialiste.

Aucune faction politique ne doit considérer les coopératives comme destinées à lui procurer les subsides nécessaires à sa propagande ; ce seraient là de véritables saignées qui ne pourraient qu'affaiblir l'œuvre coopératiste. Les fonds constitués par les coopératives ne doivent être utilisés que par elles, en vue de leur accroissement indéfini ; elles ont à remplir une mission particulière et considérable et pour son accomplissement, elles n'ont pas trop de toutes leurs forces. Nous avons exprimé notre opinion que les syndicats devraient prendre l'initiative du mouvement coopératiste mais nous avons blâmé que des considérations politiques puissent faire entrer en rivalité les coopératives. Elles ont été créées par des partis très divers et très opposés mais toutes, quelque soit leur origine, poursuivent le même but et c'est pourquoi elles doivent marcher de concert. Cette façon de comprendre le rôle des coopératives est celle adoptée par le *Congrès socialiste international de Copen-*

*hague* qui par son vote exprime son désir de voir disparaître les misérables querelles politiques qui divisent les coopératives : une coopérative, même d'origine socialiste, ne doit plus considérer comme une ennemie une autre coopérative non affiliée au parti socialiste.

En un mot, le syndicat pourra ainsi que nous le préconisons fonder la coopérative et au besoin lui fournir les premiers subsides, mais ensuite leur action restera séparée : au « syndicat » appartiendra « l'Action politique », à la « coopérative », « l'Action économique ».

Nous souhaitons de voir aboutir le projet relatif aux coopératives que nous avons étudié, car une bonne loi protégera le principe rénovateur de la coopération et surtout l'empêchera de dégénérer, mais le législateur ne pourra que seconder les efforts des coopérateurs car c'est en eux-mêmes, dans leur volonté et leur habileté d'organisation, que résident le salut et l'avenir de la coopération.

Les constatations réconfortantes que nous avons eu plusieurs fois l'occasion de faire au cours de cette étude, les raisonnements que nous avons pensé pouvoir émettre nous autorisent, croyons-nous, à conclure que l'espoir que des hommes avides de progrès mettent dans la coopération, n'est pas chimérique.

Jusqu'à présent, cela est incontestable, les coopérateurs de France n'ont pas agi avec assez de cohésion : trop jalousement cantonnés dans leurs petites coopérati-

ves, ils n'ont pas assez songé au but final auquel tend le coopératisme. Nous avons vu, par contre, ce qu'en matière de coopération on a su à force d'union réaliser, de remarquable à l'étranger.

Que les coopérateurs français, à leur tour, renoncent donc à leurs querelles politiques, à leurs mesquines rivalités et grâce à leur vaste effort de solidarité, se réaliseront peu à peu et sans violence, quelques-uns de leurs rêves d'avenir!

Vu : *Le Président de la thèse,*  
SOUCHON

Vu : *Le Doyen,*  
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
LIARD.

## BIBLIOGRAPHIE

---

*Almanach de la coopération* (1893-1909).

*Association ouvrière* (l'). — Organe de propagande coopérative et d'éducation sociale. Journal officiel de la Chambre consultative des associations ouvrières de production.

**Barthou** (Louis). — *L'action syndicale* (loi du 21 mars 1884, résultats et réformes). Paris, A. Rousseau, 1904, in-18.

**Bernstein** (Edward). — *Socialisme théorique et social, démocratie pratique* (traduction d'Alexandre Cohen). Paris, P. V. Stock, 1900, in-18.

**Blanc** (Louis). — *L'organisation du travail*. 4<sup>e</sup> édition. Paris, 1845.

**Blancheville** (Henri). — *Les associations ouvrières de production*. (Revue d'économie politique, mai 1893).

**Boncour** (Paul). — *Le fédéralisme économique*. Paris, Alcan, 1900.

**Bourgeois** (Léon). — *Solidarité*.

**Brelay**. — L'association des tonneliers de Morlaix (*Réforme sociale*, 1898).

*Bulletin des lois et décrets*.

**Cabouat** (Jules). — Syndicats et coopératives. (Extrait de la *Revue internationale de sociologie*). Paris, V. Giard et E. Brière, 1901, in-8.

**Cauwès**. — Cours d'économie politique. Paris, 1880.

**Cernuschi** (Henri). — *Illusions des sociétés coopératives*. Paris, A. Lacroix, Verboeckhoven et C<sup>ie</sup>, 1866, in-12.

**Cheysson**. — *Coopération et mutualité*. (*Réforme sociale*, 1<sup>er</sup> décembre, 1900).

**Courcelle-Seneuil**. — *Etude sur la valeur économique des associations ouvrières*. Paris, 1856.

**Clément** (Henry). — Les associations ouvrières et les associations patronales (*Réforme sociale*, 1<sup>er</sup> novembre 1893).

**Dalloz**. — Jurisprudence générale et suppléments.

**Deschamps**. — Cours professé à la Faculté de Droit de Paris. (1908-1909).

**Dupont** (A.). — Chambre de commerce de Beauvais et de l'Oise. Projet de loi sur les sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices. Rapport de M. A. Dupont. (27 avril 1903).

*Emancipation* (Journal l'). — Année 1899.

**Fougerousse** (A.). *La mine aux mineurs*. Monographie des mines de Rancé (Ariège). Paris, 1883, in-8.

**Fourier**. — Œuvres choisies (par M. Ch. Gide).

**Fuzier-Hermann**. — Jurisprudence générale.

**Garnier** (Ed.). Code des lois, décrets, ordonnances et arrêtés sur l'enregistrement, le domaine, les hypothèques, le timbre et les droits de greffe. Extrait de la 7<sup>e</sup> édition du *répertoire général de l'enregistrement*. Paris, 1903.

**Gide** (Charles). — *L'avenir de la coopération*. Paris, 1888, in-8.

— *La coopération et son avenir* (Revue socialiste. 1888, tome I).

— De la coopération et des transformations qu'elle est appelée à réaliser dans l'ordre économique. (Revue d'économie politique. 1889).

— Le mouvement coopératif en France dans ces dix dernières années (Revue d'économie politique, 1893).

— *Cours d'économie politique*. Paris, L. Larose et L. Tenin, 1909, in-8.

— *Revue d'économie politique* (janvier 1900).

— Ministère du commerce. Exposition universelle internationale de 1900 à Paris. Introduction générale, tome V et dernier, sixième partie. Rapport du jury international, économie sociale. Paris, Imprimerie Nationale, 1902, in-8.

— *La coopération*. Conférence de propagande. 2<sup>e</sup> édition. Paris, L. Larose et L. Tenin. 1906, in-18.

**Houpin**. — *Traité général*, théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales. 3<sup>e</sup> édition. Paris, administration du *Journal des notaires et des avoués*. 1899, 2 vol. in-8.

**Hubert-Valleroux**. — *Des associations ouvrières et de leur situation légale en droit français*. Paris, 1869, in-8.

— *La coopération*. Paris, V. Lecoffre. 1904, in-18.

— *Les associations coopératives en France et à l'Etranger*. Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>. 1884, in-8.

— *Les associations ouvrières et les associations patronales*. Paris, Gauthiers-Villars, 1899, in-8.

— Les origines de la coopération en France et en Angleterre et les tendances actuelles des coopérateurs. (Société d'économie politique. Compte-rendu dans la *Réforme Sociale* du 16 mars 1893).

*Revue des sociétés*. Année 1897.

*Humanité* (Journal P). Année 1910.

*Journal officiel* de la République française.

**Laurent** (Emile). — *Le paupérisme en France et les associations de prévoyance*. Tome II. 2<sup>e</sup> édition. Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>. 1865, in-8.

**Legrand** (Paul). — La nouvelle loi sur les patentes du 19 avril 1905, avec notes et commentaires. Pau, imprimerie de Garet. Janvier 1906, in-8.

**Leroy-Beaulieu**. — *Traité d'économie politique*. Tome II. Paris, Guillaumin, 1896, 4 vol. in-8.

— *Economiste français* du 12 mai 1894, des 15 et 22 juin 1895.

**Lescoeur**. — *Essai théorique et critique* sur la législation des sociétés commerciales. Paris, 1877.

**Lyon-Caen et Renault**. — *Traité de droit commercial*. Tome II. Paris, F. Pichon, 1899, in-8.

**Martin St-Léon** (Etienne). — La Révision de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et le projet Waldeck-Rousseau-Millerand. — *Extrait de l'association catholique*, revue des questions sociales et ouvrières. Paris, E. Vitte, 1904. In-8.

**Marthorez**. — *Les associations ouvrières en France* (Revue politique et parlementaire, 1899).

**Marx** (Karl). — *Le Capital*, traduction Lechâtre.

Ministère des Finances. — Direction générale des contributions directes, loi du 15 juillet 1880 — loi du 19 juillet 1905.

Ministère de l'Intérieur. — *Enquête de la commission extra-parlementaire* des associations ouvrières publiée par le ministère de l'Intérieur. Paris, 1883, 3 vol. in-folio et Paris 1883, 2 vol. in-4.

Ministère du travail. (Conseil supérieur du). — *La capacité commerciale des syndicats professionnels*, session de 1907. Paris, Imprimerie Nationale.

— Enquête de l'office du travail sur les Coopératives-Associations ouvrières de production.

**Owen** (Robert). — *Le livre du nouveau monde moral*. Traduction de Thornton. 1846, in-12.

*Peuple de Bruxelles* (Journal le). Année 1910.

**Pic** (Paul). — *Traité de législation industrielle* : les lois ouvrières. 2<sup>e</sup> édition. Paris. A. Rousseau, 1903. In-8.

**Planiol** (Marcel). — *Traité élémentaire de droit civil*. Tome II. 5<sup>e</sup> édition, Paris, F. Pichon et Durand. Auzias, 1908, In-8.

*Recueil mensuel* des lois, décrets et arrêtés concernant l'administration des finances.

*Réforme sociale* (Journal la). — Années 1893, 1898, 1899 1900.

- Revue d'économie politique et parlementaire.* — Années 1899, 1893, 1899, 1900.
- Revue des sociétés.* — Année 1897.
- Revue socialiste.* — Année 1898.
- Revue internationale de sociologie.*
- Reybaud** (Louis). — *Mémoire sur les associations entre ouvriers.* Paris, 1852.
- Rivière.** — *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Exposé de la loi de 1865. Nouveau projet de loi du 18 avril 1866.* Paris, 1868.
- Sauzet** (Marc). — *Cours professé à la Faculté de Droit de Paris (1908-1909).*
- Schulze-Gævernitz** (Gérard de). — *Le mouvement coopératif en Angleterre* (Revue politique de 1891).
- Seilhac** (Léon de). — *L'association nécessaire.* Lille, imprimerie de l'action populaire, 1903. In-16.
- *Manuel pratique d'économie sociale* (édition populaire). Paris, G. Roustan, 1904. In-12.
- *Une enquête sociale : la grève de Carmaux et de la verrerie d'Albi.*
- Sorel et Bancel.** — *Journal d'Emancipation* (n<sup>os</sup> 2, 4, 5 et 6, année 1899).
- Stuart-Mill.** — *Principes d'économie politique.* Traduction de Courcelle-Seneuil.
- Thaller.** — *Traité de droit commercial.* Tome I, sociétés commerciales. Paris, 1904.
-

---

ANGOULÊME

IMPRIMERIE L. COQUEMARD ET C<sup>IE</sup>

---





